PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national
27 février 1949

Sommaire

Le président (Pierre Métayer) 1
Guy Mollet 2
Jean Minjoz 2
M. Huyard 9
Gaston Defferre 9
Georges Guille 13
Lamarque Cando 17
Edouard Depreux 25
Félix Gouin 38
Guy Mollet 51
François Tanguy-Prigent 53
Francis Leenhardt 67
Marceau Pivert 72
Jacques Rebeyrol 77
M. Seosi 81
Camille Delabre 81
Le président 83
Guy Mollet 88
Le président 101
Albert Aubry 102
Edouard Depreux 103
Henri Coutant 105
Marceau Pivert 108
Guy Mollet 108
Christian Pineau 111

Séance de la matinée

Guy Mollet - La présidence sera confiée à Pierre Metayer, assisté de Diop Ouamane Seléa sénateur du Sénégal et de Marie-Louise Villien, de la Loire.

Le président (Pierre Métayer)

Camarades, je déclare la deuxième Session du Conseil national ouverte.
Je n'ai jusqu'à présent que 4 orateurs inscrits. Cela me parait insuffisant. Je vous demande de bien vouloir prendre place et de m'indiquer les noms de ceux qui veulent intervenir.
La parole est à Guy Mollet.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet

Camarades, nous vous proposons pour cette séance, comme méthode de travail, de décider que, dès 15h, se réunirait une Commission des résolutions pour laquelle nous vous ferions des propositions en fin de matinée et qui commencerait à travailler sur tous les textes qui seraient proposés, de telle sorte qu'en fin d'après-midi ou au début de la soirée, il soit déjà possible de prendre des décisions car n'oubliez pas que vous avez décidé que nous n'aurions qu'une journée de session.

Dans le même temps, ce matin et cet après-midi, interviendraient les divers camarades, étant entendu qu'il ne s'agit plus de rapports. Autrement dit, que les rapporteurs n'ont plus à intervenir, sauf à prendre part à la discussion, si besoin en était pour eux. Il s'agit maintenant d'avis des camarades sur les rapports qui leur ont été envoyés.

En fin de matinée, nous déclarerons close la liste des orateurs, au besoin, on répartira le temps de parole et, dès 15 heures, la Commission des résolutions siégera.

Le président - Camarades, vous êtes d'accord avec les propositions du Secrétaire Général du Parti?

Il en est ainsi décidé.

La parole est à notre camarade Minjoz.

Jean Minjoz

Camarades, au nom de la fédération Socialiste du Doubs, je voudrais présenter quelques observations sur la politique générale du Parti, notamment sur sa politique économique et financière.

Nous estimons, en effet, que le seul problème à résoudre, est de continuer tous nos efforts pour sauver le franc et, par conséquent, maintenir un pouvoir d'achat réel aux masses ouvrières et paysannes, aux fonctionnaires et employés de tous ordres, aux retraités et pensionnés et, enfin, aux économiquement faibles.

Pour résoudre ce problème capital (capital pour le Parti comme pour le pays) il n'y a que quelques moyens seulement à utiliser, mais à utiliser non pas successivement et isolément, mais immédiatement et en même temps.

Il s'agit tout d'abord d'assurer, même en cette période aujourd'hui favorable en raison du succès de l'emprunt, un équilibre budgétaire des plus rigoureux et je crois qu'à cet égard notre Parti doit se montrer intraitable car, si nous n'avons pas un équilibre budgétaire rigoureux, tous les efforts qui ont été faits jusqu'à présent seront vains et nous nous retrouverons dans peu de temps dans la même situation.

Comment maintenir cet équilibre budgétaire rigoureux ?

J'estime, et je le dis à nouveau en Conseil national, comme je l'ai déjà dit au mois de novembre et comme je l'ai souvent répété au groupe parlementaire, qu'il faut faire une politique rigoureuse d'économies. Economies à la fois sur les dépenses civiles comme sur les dépenses militaires.

Fondation Jean Jaurès

Je sais bien (et nos camarades ministres l'ont fait souvent remarquer) qu'il n'y a pas de grosses économies à réaliser sur les dépenses civiles. Elles existent néanmoins et, à chaque instant, lorsqu'on est amené à examiner des postes budgétaires - hélas on n'a pas le temps de les examiner tous dans le détail - on s'aperçoit que des économies, même substantielles, peuvent être réalisées.
Admettons, néanmoins, pour les besoins de la discussion, que ces économies ne soient pas considérables, qu'elles ne se chiffrent qu'à quelques milliards, mais nous sommes dans un moment où il n'y a pas de petites économies et l'opinion publique est très sensible sur ce point.
Que l'on cesse d'exploiter contre nous (puisque nous sommes au gouvernement) les erreurs ou les gaspillages qui sont signalés partout. On a fait un emploi abusif du rapport de la Cour des Comptes car, vous le savez bien, les erreurs, les gaspillages ou les irrégularités signalés sont, dans l'ensemble du budget total, insignifiants.
Mais il faut que, sur ce point, où l'opinion publique, je le répète, est particulièrement sensible, on fasse le maximum d'effort. Il y a, encore et toujours, les dépenses militaires. Certes, un effort très important a été fait par nos amis Ramadier et Max Lejeune (ils ont été les seuls à faire un effort important). Et nous savons que, d'un autre côté, c'est-à-dire du côté de l'Air ou de la Marine, un effort aussi important n'a pas été fait et qu'à l'heure actuelle, les Secrétaires d'Etat à la Marine et aux Forces aériennes, ne sont pas d'accord avec un programme substantiel d'économies.
Mais, néanmoins, malgré cet effort important, qui a même dressé contre Ramadier et Lejeune, à peu près tous les partis, parce que, pour la première fois, ils n'ont pas hésité à porter le fer, par exemple dans le cadre des officiers supérieurs, qu'ils n'ont pas hésité à liquider des quantités de matériel, de chevaux et de bâtiments, malgré cela, nos dépenses militaires sont encore supérieures au chiffre qui avait été indiqué par les différentes assises de notre Parti.
Je rappelle en effet qu'au dernier Congrès national de Paris, au mois de juillet, nous avions décidé à l'unanimité que pour le budget de 1949, les dépenses militaires devraient être ramenées au-dessous de 25% du budget total des dépenses ordinaires.
Et, à la suite, camarades, de notre Conseil national de novembre, dans les grandes lignes du projet de revendications des programmes qui avait été remis, d'ailleurs, au président Queuille, nous indiquions que nous voulions l'équilibre du budget de 1949, notamment par la limitation des dépenses militaires à 25% du budget ordinaire de l'Etat.
Or, le budget ordinaire étant, cette année, de 900 milliards, les dépenses militaires n'auraient pas dû dépasser le chiffre de 300 milliards. Eh bien, ce chiffre me parait encore lourd et, au moment peut-être, où nous allons, la semaine prochaine sans doute, être amenés à voter 8 ou 3 douzièmes provisoires pour les dépenses militaires, j'entends attirer tout particulièrement l'attention du Parti sur cette question.

En effet, si nous votions encore 3 douzièmes provisoires, ajoutés aux 2 premiers douzièmes provisoires, l'avenir serait sérieusement engagé et il serait difficile, dans les six derniers mois qui resteront devant nous, de réaliser des économies substantielles, car on nous tiendra à nouveau le même raisonnement que celui qui a été tenu l'année dernière lorsque nous avons voté jusqu'au mois de septembre des douzièmes provisoires pour les crédits militaires. On vous a dit: "les dépenses sont engagées, il n'est plus possible de faire, sur 3 ou 4 mois des économies substantielles, et nous sommes liés."

Voilà pourquoi, mes chers camarades, je pense que ce chiffre de 300 milliards est encore bien lourd, en face de l'insuffisance des crédits qui sont consacrés, vous le savez bien, soit aux constructions scolaires (on en parle tous les jours, on va en parler à l'Assemblée, ces jours-ci, soit à propos du plan d'investissements, on en parlera lorsqu'il s'agira d'employer les milliards supplémentaires produits par l'emprunt). Or, notre politique, en matière de constructions scolaires, malgré les efforts qui ont été faits, est encore insuffisante. Et que dirai-je, camarades, de la politique d'habitation qui exigerait, vous le savez bien, la construction de plusieurs centaines de milliers de logements par an et pour laquelle nous n'allons consacrer que quelques quarantaines de milliards au maximum, bien insuffisants.

Un deuxième point sur lequel je veux attirer l'attention du Conseil national, c'est la question de la réforme fiscale. Nous l'avons déjà dit (mais nous ne le répéterons jamais assez) les textes qui ont été déposés par M. Petsche, au nom du gouvernement, sont insuffisants. Ces textes, malgré le correctif qu'il a déposé au mois de janvier, ne donnent pas satisfaction à cet effort de simplification, à cet effort de clarté et à cet effort de justice sociale, sur lequel le Parti n'a cessé de mettre jusqu'à présent l'accent.

Sans doute, il y a eu des améliorations dans les méthodes de fixation de l'assiette de l'impôt, il y a une volonté accrue de poursuivre plus énergiquement la répression de la fraude fiscale. Mais dans l'ensemble, et je le dis nettement, ce projet ne saurait nous plaire, il ne réalise pas cette réforme fiscale profonde dont les caractères essentiels doivent être d'une part la simplification poussée à l'extrême et, d'autre part, l'unification de toutes les administrations fiscales en liaison avec le contrôle économique et les services de l'économie, pour arriver à une réforme qui puisse permettre d'avoir des impôts justement répartis dans toutes les couches sociales du pays.

Enfin, ce qui est grâve, c'est que le projet de réforme fiscale de M. Petsche laisse entièrement de coté la réforme totale, des finances locales, et ceux qui sont ici, qui appartiennent soit aux Conseils généraux, soit aux Conseils municipaux savent toutes les difficultés qu'ont à l'heure actuelle les assemblées départementales ou communales pour équilibrer leur budget.

Et là, je pense que le gouvernement a eu tort de ne pas envisager définitivement, en même temps qu'une réforme fiscale sur le plan national, la réforme fiscale, depuis si longtemps demandée, des finances locales, communales ou départementales.

Je voudrais bien que le Parti se batte plus énergiquement qu'il ne l'a fait sur les projets que, les uns et les autres, nous avons déposés devant l'Assemblée Nationale pour modifier le projet de réforme fiscale.
Car enfin, ne l'oublions pas, nous sommes quelques-uns à nous souvenir que le Parti a, dans le passé, prie énergiquement position au point de vue de la réforme fiscale, que ce n'est pas d'hier que nous avons découvert la nécessité de faire une réforme fiscale profonde, qu'il y a des années et des années que (notre camarade Jules Moch pourrait en témoigner) notre camarade Vincent Auriol avait déposé des projets profonds.
Et bien, nous en avons repris la substance, nous en avons repris l'essentiel, dans des amendements que nous avons déposés au correctif des aménagements fiscaux, et sur lesquels le groupe Socialiste au Parlement se battra pour bien montrer qu'il n'accepte le projet gouvernemental que comme un pis aller et qu'il ne répond pas à notre conception.
Et, enfin, camarades, le troisième point sur lequel je veux attirer votre attention, c'est la question de la baisse des prix, des objets, denrées, produits de toutes sortes qui entrent dans la vie quotidienne de chacun.
Jamais la conjoncture n'a été aussi favorable que celle d'aujourd'hui pour permettre au gouvernement de peser énergiquement sur les prix, et en particulier à l'heure actuelle sur les prix des produits industriels.
Il est inutile je pense, devant des camarades avertis, devant des camarades qui représentent ici la France Socialiste, de faire état des chiffres de baisse que l'on a pu constater à la production.
Il y a deux jours à l'Assemblée, lors de la discussion des interpellations sur la politique agricole du gouvernements tous les orateurs et en particulier les orateurs du groupe Socialiste, qui ont fait à cet égard un gros effort (je veux leur rendre publiquement hommage) que ce soit notre camarade Mazier, notre camarade Sertiller, notre camarade Roustaud, notre camarade Gérardet..., tous ont signalé qu'il fallait profiter de la baisse des produits agricoles pour agir efficacement sur le coût de la vie à la consommation et en même temps abaisser le prix des produits industriels.
Et alors, mes chers camarades, il ne faut tout de même pas que la conclusion soit donnée par des journaux bourgeois, comme celle qui était donnée tout récemment par *Le Figaro*, lorsqu'il disait ceci, permettez-moi de vous faire cette simple lecture :
"Le fait, le fait grave est là ! La baisse des prix agricoles sur le marché affecte des produits qui représentent la plus grosse part de 1'alimentation quotidienne des Français. Si cette baisse avait eu son incidence sur les prix de vente au détail, elle eut compensé des augmentations des produits industriels, des loyers, des services publics, durant les derniers trimestres de 1948, et la question de 1'augmentation des salaires ne continuerait pas à se poser.
"La solution était là, elle reste là, car il est encore temps, il est encore temps pour le gouvernement d'éviter la catastrophique augmentation de 15, 20% ou même plus, des salaires, qui ne peut apporter aux travailleurs, nous le savons par

l’expérience, aucun soulagement désirable, qui ruinera l’équilibre précaire du budget, et nous fera rouler un peu plus tard sur les pentes de l’inflation.
"Si les prix des transports, si les taxes aux divers stades de la distribution sont tels que la baisse des prix agricoles est sans effet sur le consommateur, il faut amputer les prix des transports et les taxes par des mesures héroïques. S’il y a entre le producteur et le consommateur des coalitions d’intérêts, de marché noir, qui profitent de l’occasion pour accroître leurs bénéfices aux dépens de l’un et de l’autre et s’opposent à la baisse des prix, il faut que ces coalitions soient brisées".
C’est *Le Figaro*, un journal bourgeois qui écrit cela :
"Rien, absolument rien ne peut justifier le fait qu’une baisse massive, 50, parfois 60% des prix agricoles, reste sans effet important sur les prix de vente aux consommateurs. Il y a là une situation dont nous devons exiger que le gouvernement tire la leçon, une situation ou les syndicats d’une part, doivent eux aussi prendre conscience. Pour la première fois en face des revendications de salaires, les conditions réelles, les conditions économiques de la baisse sont réalisées, elles sont réalisées par l’abondance et seules des interventions ou des résistances artificielles, empêchent la baisse de se produire."
Par conséquent, nous voyons, quand on lit dans des grands journaux bourgeois des articles du genre de celui dont je viens de vous donner un extrait, combien nous, Socialistes, nous avions raison quand depuis des mois et des mois nous réclamions cette action autoritaire sur les prix, et alors, aujourd’hui, où les faits nous donnent raison, on s’aperçoit que l’anarchie qui a été crée par le retour à des méthodes dites libérales est en train de produire, dans certains endroits, de véritables catastrophes, n’est-ce pas à nous, camarades, de nous imposer
et de montrer au gouvernement, au Parlement et dans, le pays que nous avions raison de vouloir une économie dirigée parce que dans un pays comme la France, ruiné par cinq années de guerre et d’occupation, il n’y a pas de solution possible en dehors de l’économie dirigée.
Et alors, camarades, quels sont les moyens à employer pour que cette baisse autoritaire se produise sans tarder?
C’est d’abord la continuation de la politique de la restriction des crédits. Il y a un contrôle de stocks ; eh bien, il faut que ces stocks sortent et ils sortiront, si le gouvernement reste fidèle à une politique de compression des crédits, de façon à obliger tous les stocks à sortir.
C’est ensuite la limitation du nombre des intermédiaires et, à cet égard, permettez-moi de vous citer ou de vous rappeler, plus exactement, ce que disait il y a quelques jours à la Commission économique du groupe parlementaire du Parti qui se réunit toua les mardis au Palais Bourbon, un de nos bons camarades, le camarade Rafin. Il disait qu’il y avait quelque chose à faire. Pourquoi? Je lis textuellement les chiffres qu’il nous a donnés: "La distribution occupe 27% de la population en France .Vous entendez bien, 27% de la population en France s’occupe de la distribution des produits, soit agricoles, soit industriels. Or, aux

Etats-Unis, il n'y en a que 13%, 10% en Suisse, et il n'y en a que 9% en Allemagne."
Par conséquent, on peut conclure avec notre camarade Rafin qu'une réduction du nombre des intermédiaires permettrait aux autres un travail à meilleur compte.
Il y a notamment à supprimer tout ce qu'on appelle les "gérances libres" qui donnent lieu à de honteuses spéculations et qui contribuent, par conséquent, à ne pas permettre aux consommateurs de bénéficier de la baisse des prix à la production. Il devait y avoir l'interdiction de ce qu'on appelle les cumuls de marques. Il est en effet inadmissible que, par exemple, en matière de tissus, en matière de textiles, on trouve entre le producteur et le consommateur je ne sais combien d'intermédiaires.
Vous trouvez le fabricant qui, par l'intermédiaire d'un ou plusieurs courtiers vend à un grossiste, lequel revend à un autre grossiste ou à un demi-grossiste qui lui vend à un ou à plusieurs détaillants et quelquefois des petits détaillants vont s'approvisionner chez des détaillants plus importants. C'est le cas à Paris, par exemple, où des petits commerçants en mercerie vont s'approvisionner aux *Galeries Lafayette*, au *Bon Marché* ou au *Printemps*.
Et bien, tout cela c'est ce qu'on appelle le cumul de marques, ce cumul devrait être interdit. Il faudrait aussi, vous le savez, l'organisation de la vente directe du producteur au détaillant, si ce n'est au consommateur. Cela devrait être fait pour les produits qui sont précisément peu chers à la production et que les intermédiaires n'achètent pas.
Ecoutez, camarades, je m'excuse peut-être d'importuner certains de vous, mais je pense que quand on discute ces questions-la, on pourrait faciliter la tâche aux camarades qui essaient de travailler pour le bien du Parti,… (Applaudissements)… et non pas de placer ici-un discours.
Quand on se rend compte aujourd'hui qu'à la production agricole des quantités de produits ne se vendent pas (c'était l'autre jour notre camarade Macier (?) qui nous disait que dans les Cotes-du-Nord, il y avait je ne sais combien de milliers de tonnes de pommes de terre qui risquaient de pourrir, parce qu'il n'y avait pas d'acheteurs) c'est parce qu'entre le producteur et le consommateur, il y a ces intermédiaires dont je parlais tout à l'heure qui ayant pris l'habitude de gagner 5 francs ou 6 francs par kilo, ne veulent pas aujourd'hui gagner 1 franc ou 30 sous par kilo.
Voilà les dangers contre lesquels il faut lutter.
Et puis, on voit ces mêmes intermédiaires, ces grossistes ou demi-grossistes, qui ne veulent pas acheter de carottes, parce qu'elles sont bon marché à la production, mais qui achètent des pommes de terre nouvelle à 30 ou 40 francs le kilo ou des asperges, parce qu'ils ne veulent pas diminuer leurs marges bénéficiaires.
Il y a également la nécessité pour les produits industriels de revenir au régime des prix taxés.

Que voulez-vous, camarades, on a systématiquement depuis deux ans détruit le service des prix à l'Economie nationale, et voilà pourquoi nous assistons à ce scandale que souvent de petits industriels, que souvent de petits artisans, que souvent de petits commerçants nous signalent qu'ils se rendent compte que les produits ou les objets qu'ils vendent sont plus chers qu'ils ne devraient être. Pourquoi ? Parce qu'ayant supprimé l'intervention de l'Etat, ce sont les syndicats professionnels patronaux qui fixent les prix et les fixent dans des conditions telles qu'ils s'enrichissent et qu'ils obligent les petits commerçants, les artisans, les petits industriels à vendre ces produits, ces denrées au prix qu'ils fixent eux-mêmes, et cela s'est beaucoup plus grave.

Je vous citerai un exemple du retour à la liberté, un exemple tout récent, et vous verrez ce que cela a donné en matière de produits industriels. Il y avait ce que l'on appelle les vieilles fontes qui étaient taxées. C'était le système dit "des prix fixés", depuis le 1er janvier 1948 à 5120 francs la tonne. Or, par arrêté du 15 juin 1948, le prix est devenu libre et le cours est actuellement de 15 à 16000 francs la tonne soit plus de 200% d'augmentation.

Par contre, on a laissé ce régime des prix taxés pour les vieilles ferrailles, et vous voyez qu'il n'y a pas grande différence entre les vieilles fontes et les vieilles ferrailles. Or, les vieilles ferrailles dont le prix a été maintenu, sont restées avec une hausse insignifiante de 15% au prix du 1er janvier 1948.

Vous vous rendez compte, par conséquent, camarades, de l'anarchie qui existe dans ce domaine, de la nécessité (contrairement à ce que croient trop de personnes) de permettre l'intervention, mais l'intervention efficace, des services de l'économie dans la fixation des prix, et aujourd'hui, précisément, or par suite de l'effondrement de la plupart des produits agricoles, on est dans une conjoncture favorable, il faut absolument agir sur les produits industriels et on pourrait, si on voulait, à la condition de ne pas se laisser séduire, si je puis dire, par cette perspective du retour à la liberté, le faire efficacement.

J'ajouterai même ceci, c'est que je crois que ce ne serait pas une mauvaise situation si, à l'heure actuelle, dans ce climat favorable à la baisse, le ministre des PTT, par exemple, notre camarade Thomas, ou notre camarade Pineau, ministre des Transports, abaissaient très légèrement quelques tarifs.

(Applaudissements)

Si l'on abaissait quelques tarifs au point de vue postal et si au point de vue des transports agricoles, on faisait une petite baisse, cela ne gênerait pas l'équilibre de la SNCF, cela ne gênerait pas l'équilibre du budget des PTT, et cela aurait, dans l'ensemble du pays, une influence psychologique des plus importantes.

Par conséquent, camarades, je conclus et je dis simplement ceci : nous avons, à l'heure actuelle, tous les éléments pour réussir, mais à la condition de lutter. Il ne suffit pas de prendre des arrêtés de blocage des prix, ou de baisse, il ne suffit pas de faire varier le système des zones de salaires en le baissant de 35 ou 30%, c'est insuffisant, il ne suffit pas de vouloir une petite diminution sur les prix, il faut que dans tout le pays, notre Parti, ses représentants au Parlement, ses candidats aux élections cantonales, ses maires, ses Conseillers municipaux se

battent pour manifester notre volonté de juguler définitivement la hausse et de parvenir à une véritable baisse des prix, qui maintiendra aux classes laborieuses du pays un pouvoir d'achat réel et, ce faisant, nous sauverons le Parti en même temps que la France et la République.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Huyard, de la Vienne.

M. Huyard

Camarades, je voudrais vous indiquer la position de la fédération sur les zones de salaires. La fédération de la Vienne, si émue du maintien des sones de salaires a fait un calcul du minimum vital dans le département qui a donné pour les produits d'alimentation, d'habillement, d'éclairage, de chauffage, pendant la première quinzaine de janvier les résultats suivants : Chauvigny 14 503, Châtellerault, 14 175, ce qui donne, avec Poitiers, une moyenne de 14 300 francs pour l'ensemble du département.
Si nous comparons ce chiffre de 14 300 francs avec le chiffre de Paris de 14 674, nous arrivons à une différence de 374 F, compte non tenu de l'indemnité de transport attribuée aux travailleurs de la capitale. Il nous est dès lors permis d'affirmer que le maintien des zones de salaires ne se justifie pas, ou ne se justifie plus.
D'autre part, le monde agricole s'agite, ému par le déséquilibre qui existe entre les prix des produits agricoles et les prix des produits industriels. Il y a nécessité d'agir au plus tôt sur ces derniers et de les réadapter en fonction des premiers.
En outre, la baisse des produits agricoles n'est pas toujours ressentie sur les marchés et ne profite pas dans une large mesure aux consommateurs. Pour remédier à cet état de chose, nos camarades demandent au gouvernement d'aider au développement du système coopératif; afin d'aider les cultivateurs et de les soustraire aux agissements d'intermédiaires souvent peu consciencieux, il y a lieu de généraliser le système des offices et de créer, sur le modèle de l'office du blé, celui du vin, de la viande et du lait.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, mes explications seront très rapides. En effet, aujourd'hui, après les longues délibérations d'il y a quelques jours, nous avons simplement à faire connaitre au Conseil national, au nom de nos fédérations, les décisions qui ont été prises et la façon dont nous voudrions qu'elles soient appliquées.
En ce qui me concerne, ce matin, je veux vous parler très rapidement en premier lieu, non pas du problème de l'Indochine, car on l'a déjà fait souvent dans ce Conseil national, et la position du Parti sur ce point est fixée depuis longtemps, mais je veux vous parler des décisions qui, je crois, doivent être prises par le

Conseil national sur ce problème qui doit être évoqué le 11 mars prochain à l'Assemblée Nationale.
Très souvent, les militants se sont plaints que les décisions qui étaient prises dans nos assises n'étaient pas respectées.
Nous avons l'occasion aujourd'hui de faire en sorte que la volonté du Parti soit respectée. Il suffira, en effet, que les camarades qui sont ici présents, nous donnent un mandat formel pour l'interpellation du 11 mars sur l'Indochine et dictent ainsi au groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale l'attitude qu'il doit prendre.
Je ne veux pas revenir sur le fond du problème, je veux simplement ce matin vous donner lecture du texte très court que je dépose sur le bureau du Conseil national et que je demanderai au Conseil national de voter, si la Commission des résolutions veut bien, comme je le crois, s'en saisir pour que le groupe parlementaire ait un mandat précis. Voici ce texte, il n'a que quelques lignes :
"Le Conseil national donne mandat au groupe parlementaire d'exposer à l'occasion de l'interpellation sur l'Indochine, le point de vue du Parti tel qu'il a été énoncé dans les résolutions votées précédemment et dans la lettre écrite le 19 janvier au Président du Conseil.
Il rappelle (j'attire votre attention, car si ce texte est voté, la position du Parti ne restera pas théorique, elle entrera dans les faits et, en tous cas, elle aura sa sanction parlementaire), il rappelle que, conformément aux accords du 6 mars 1946, au *modus vivendi* du 14 septembre 1946, à la déclaration du 9 août 1948, la France s'est engagée à reconnaître l'indépendance du Viêt-Nam, en tant qu'Etat libre, ayant son gouvernement, son Parlement, son armée, son administration, ses finances et, au besoin, sa diplomatie, Que cet Etat, composé sous la forme que les populations se donneront démocratiquement elles-mêmes, fera partie de l'Union française et sera éventuellement représenté au Conseil et à l'Assemblée de l'Union française.
"2° - que pour mettre fin à la guerre, les négociations seront engagées avec toutes les fractions politiques et culturelles du peuple, et en premier lieu avec le gouvernement Ho-Chi-Min.
"Il précise (c'est le Conseil national) que le groupe parlementaire ne devra, même si la question de confiance est posée, s'associer, ni par un vote, ni par une abstention à un ordre du jour qui ne reconnaîtrait pas formellement les principes rappelés ci-dessus."
Voilà, camarades, le texte que je dépose sur le bureau du Conseil national.
Je n'ajouterai qu'un mot de commentaire. Ce texte est évidemment opposé de la façon la plus formelle à la politique qui est suivie actuellement par le gouvernement, et notamment à la politique qui consiste à traiter avec Bao-Daï seul.
Si vous votez ce texte, vous permettrez au groupe parlementaire de s'aligner enfin sur la politique tracée par le Parti.
(Applaudissements)

Sur la question de politique générale, je ne dirai qu'un mot, camarades, car je pense qu'aujourd'hui noua n'avons pas à discuter en vérité sur la politique générale; les décisions ont déjà été prises, c'est, en effet le 14 novembre dernier, quand nous nous sommes réunis, que nous avons déclaré ce que nous ferions. Rappelez-vous la procédure qui a été employée : le 14 novembre, nous avons pris des décisions et nous avons dit : "Dans quelques semaines, nous nous réunirons à nouveau". Nous avons dit : "Nous donnons rendez-vous à nos ministres, à notre Comité directeur pour tracer le bilan de l'exécution des décisions prises le 14 novembre".

Par conséquent, aujourd'hui, nous n'avons pas à prendre de décisions, ces décisions sont inscrites dans les textes qui ont été votés le 14 novembre. Aujourd'hui, nous avons simplement à rechercher si les décisions qui ont été prises à cette date ont été ou non exécutées. Si elles l'ont été, nous féliciterons nos camarades responsables ; si elles ne l'ont pas été, nous en tirerons les conséquences qui sont d'ores et déjà prévues par les décisions même du 14 novembre.

Qu'avions-nous décidé le 14 novembre ?

Le 14 novembre, nous avions décidé d'un cartel offensif de démocratie sociale, nous avions dit que la lutte devait être engagée sur le front politique et sur le front économique.

Sur le front politique, je rends hommage à nos camarades, je rends hommage en particulier aux ministres...

Au ministre de l'Intérieur, à notre camarade Jules Moch, qui a gagné la bataille aussi bien contre les Communistes que contre le RPF.

Mais, camarades, nous avions pris soin de préciser le 14 novembre, que la victoire devait être remportée non seulement sur le terrain politique, mais également sur le terrain économique, et là je ma permet de rappeler très rapidement les dispositions qui ont été votées à la quasi unanimité le 14 novembre, puisqu'il y a eu 3.909 mandats pour et simplement 631 abstentions. Nous avions indiqué que la défense de la République est inséparable de l'amélioration de la condition ouvrière.

Nous avions dit qu'un effort considérable et accru devait être fait sur le front des prix, et nous avions prévu la conséquence, pour le cas où cet effort ne réussirait pas; nous avions indiqué dans le paragraphe 5, que si une victoire n'était pas rapidement obtenue sur ce dernier plan, il deviendrait impossible de retarder plus longtemps la fixation des salaires par les consentions collective, la révision périodique du minimum vital en fonction de l'indice des prix de détail et du volume de la production.

La question qui se pose donc aujourd'hui pour nous est de savoir si la victoire telle que nous l'avions définie le 14 novembre a été remportée. Si elle n'a pas été remportée, nous sommes tenus par nos décisions antérieures, nous devons appliquer ces décisions et dire qu'à l'avenir les salaires seront fixés par conventions collectives et qu'ils varieront avec l'indice des prix de détail et avec le volume de la production.

Collection Jean Paulus

Est-ce que la victoire a été remportée ? Voilà la question camarades.
Lors du dernier Conseil national d'information, on nous a indiqué qu'un certain nombre de baisses s'étaient produites. C'est exact. On nous a dit aussi que le parti Radical avait accepté de changer sa politique, qu'il avait renoncé à la politique libérale pour faire une politique dirigiste. Ce qui compte, camarades, pour nous, c'est moins les satisfactions de principe comme celle-là que les résultats.
Est-ce que le résultat a été obtenu ? Est-ce que la condition ouvrière s'est améliorée ? Voilà la question, camarades.
Et bien, il est facile d'y répondre. Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble des prix qui constituent le budget ouvrier on s'aperçoit que ces prix, dans l'ensemble, n'ont pas baissé qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des charbons, des transports, de tout ce qui touche aux PTT, vêtements, chaussures, la baisse ne s'est pas produite.
Mais, si on ajoute à cela qu'après que le gouvernement ait décrété sa politique de baisse, les loyers ont été augmentés et qu'à l'heure actuelle nous assistons à ce spectacle que notre groupe parlementaire s'acharne à demander une limitation de l'augmentation du prix des loyers, que le gouvernement qui prétend faire une politique de baisse s'acharne à maintenir presque intégralement les augmentations du prix des loyers, alors, camarades, la conclusion est simple : il faut appliquer les décisions, il faut faire que les salaires varieront avec l'indice des prix, il faut dire qu'ils seront fixés par les conventions collectives nationales.
Et c'est par là que je vais conclure : est-ce que cela signifie que nous voulons la rupture de la coalition gouvernementale ? Certains de nos camarades à cette tribune, aujourd'hui, vont certainement demander le retrait immédiat des ministres. D'autres vont demander qu'à la prochaine crise, nous tentions une expérience de soutien. La majorité de la fédération ces Bouches-du-Rhône, une très large majorité de la fédération des Bouches-du-Rhône, n'a pas demandé la rupture de la coalition gouvernementale, elle a demandé que les décisions au Parti soient appliquées, parce que ce que nous voulons, ce sont des résultats, c'est l'amélioration de la condition de vie ouvrière, et nous vous demandons au moment où vous allez prendre vos décisions, au moment où il s'agira d'engager la responsabilité du Parti, nous vous demandons de vous rappeler qu'au mois de juillet dernier, lors d'une des crises ministérielles, on s'est aperçu qu'il était sinon impossible, en tout cas extrêmement difficile, de constituer un gouvernement sans l'association, sans la participation Socialiste. C'est une chose, camarades, que nous ne devons pas laisser oublier aux autres, et c'est une chose que nous ne devons pas oublier nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président - Après le camarade Guille, le camarade Lamarque.

Georges Guille

Camarades, il convient de féliciter et de remercier les camarades et le Secrétariat du Parti pour l'impression et la diffusion rapide du bulletin intérieur portant le compte-rendu du dernier Conseil national d'information.

A peu près tous les éléments d'appréciation, à peu près toutes les argumentations, à peu près toutes les thèses ont pu être ainsi connus des militants, il n'est donc pas question de rouvrir la discussion à ce sujet, il n'est pas question aujourd'hui de reprendre l'exposé de ces thèses, mais il faut en tirer les conclusions pratiques. Car nous sommes arrivés à l'échéance fixée. L'heure du choix est venue pour difficile qu'il soit.

Nous ne pensons pas qu'il puisse sortir de ce Conseil national une révision des pétitions, nous ne pensons pas qu'il puisse sortir de ce Conseil national une motion de synthèse, sanctionnée par un vote d'unanimité. Il y aura au moins deux, et vraisemblablement trois groupes de camarades ;

- Ceux qui pensent que nous devons poursuivre la participation au gouvernement, soit parce qu'ils estiment que le Parti Socialiste a franchi une étape décisive dans son histoire et qu'il est désormais devenu un Parti de gouvernement, soit que tout en le déplorant, ils considèrent qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible de faire autrement ;
- Il y aura ceux ensuite qui pensent avec (…) Martin (?) et ils l'ont écrit dans leur motion que la participation est une duperie, mai qui renvoient une fois de plus le retrait des ministres à une date lointaine et d'ailleurs imprécise.
- Il y aura enfin ceux qui estiment qu'il faut mettre fin immédiatement à la participation ministérielle.

Nous sommes de ceux-là.

Qui a raison ? L'avenir le dira. Le trouble est assez profond en la conscience de chacun d'entre nous, pour qu'aucun n'ait la prétention de détenir la vérité, pour qu'aucun d'entre nous n'ait la pensée médiocre de vouloir triompher d'un camarade.

Mous sommes de ceux qui, le 13 et le 14 octobre, ici même, ont voté la résolution finale du Conseil national, en plein accord avec André Philip, dont je cite les propres paroles : "Nous avons déjà voté beaucoup de textes et trop de décisions de Congrès sont restées lettres mortes. Le Parti meurt aujourd'hui du désaccord qui existe entre ses déclarations et ses actes." Et André Philip ajoutait, il y a trois mois : "Dans ces conditions, la seule solution possible nous parait être une position conditionnée à terme annoncé à l'avance".

Nous avons voté dans cet esprit la résolution; nous avons accepté le mémoire qu'on nous a proposé, comme la condition même de notre participation (Applaudissements)

Nous avons attendu l'échéance, il faut maintenant établir le bilan.

Marceau Pivert, il y a un mois, Gaston Defferre, tout à l'heure, ont montré que ce bilan était négatif.

Oh, je ne mets pas en cause le Secrétariat du Parti, ni le Comité directeur, ni le groupe parlementaire, ni les ministres. C'est le Parti qui prend ses décisions en

toute souveraineté, et s'il ne donne pas des directives assez claires, ce n'est pas la faute du Secrétariat, du Comité directeur, du groupe parlementaire ou des ministres. C'est la faute du Parti lui-même.
La vérité, c'est que le Parti a perdu progressivement toute influence et toute possibilité de peser sur la politique du gouvernement. Sa loyauté même, sa loyauté que l'on connaît en dehors de chez nous, et son souci d'éviter à tout prix une crise ministérielle, une rupture de la solidarité majoritaire ou gouvernementale, autorisent des alliés moins scrupuleux que nous à exiger de nous des concessions toujours plus grandes. Vous n'y changerez rien, Vous n'y pouvez rien, quelles que soient les résolutions que vous voterez, quelles que soient les conditions que vous pourrez poser.
Et c'est pour cela que nous voulons partir, comme nous y invitait Guy Mollet dans un dernier Conseil national. Nous prenons notre décision en acceptant toutes les conséquences de notre vote. Nous savons quelles difficultés cela peut entrainer, nous savons quels risques cela peut comporter. On nous a dit : "Mais il y a les élections cantonales, vous n'allez pas tout de même partir à la veille des élections cantonales ?" Et pourquoi pas ?
D'abord, quelle que soit l'importance des élections cantonales, en comparaison de certains autres problèmes, autrement graves, qui sont posés à l'heure actuelle, cette importance reste relative. D'autre part, il n'est pas prouvé, il n'est pas prouvé du tout et personnellement nous ne le pensons pas, que les élections cantonales seraient plus mauvaises pour nous si nous partions du gouvernement immédiatement.
On nous a dit : "C'est au moment où s'amorce la baisse des prix que vous avez tant demandée, c'est à ce moment là que vous allez sortir du gouvernement ?" miais, dites-moi, camarades, est-ce que le gouvernement a quelque chose à voir avec cette baisse des prix? Qu'est-ce que le gouvernement a à voir avec elle ? Est-ce que cette baisse a été inspirée, déclenchée par le gouvernement ? Est-ce qu'il la dirige, est-ce qu'il la contrôle ? Qu'est-ce que c'est que cette baisse de certains produits agricoles, de certains produits agricoles à la production, de certains produits dont la récolte a été particulièrement abondante, quand dans le même temps on constate une hausse des prix d'à peu près tous les produits industriels ?
Ne sentez-vous pas que cette baisse n'est pas dirigée mais qu'elle est purement anarchique et qu'elle est le signe avant-coureur d'une crise classique en régime capitaliste, et ne sentez-vous pas que nous risquons, que nous allons certainement passer sans transition de l'état de pénurie à l'état de surproduction et que la présence de ministres Socialistes à ce moment là dans un gouvernement libéral sera infiniment plus difficile à justifier qu'en période de pénurie?
On nous a dit : "La politique de soutien n'est pas possible". Il y a six mois, je crois que c'était vrai. En ce moment, étant donné les modifications sensibles intervenues sur le plan de l'Assemblée Nationale, je pense qu'un gouvernement sans Socialistes et à soutien Socialiste n'est pas absolument impossible et il n'est

pas exact, par ailleurs il n'est pas exact du tout, que la politique de soutien entraine les mêmes inconvénients que la politique de participation.
Dans un discours d'ailleurs remarquable, que Gazier prononçait ici il y a un mois il plaçait sa péroraison sous le signe de Jaurès et il disait : "Des camarades faisaient déjà ce reproche à Jaurès lorsque, avant la Première guerre mondiale, il soutenait le ministère Combes; des camarades lui disaient : mais vous trahissez l'esprit du Socialisme. A quoi Jaurès répondait : "Ce qui importe, avant même les réformes sociales, c'est d'enraciner dans le pays la République, menacée par le militarisme et le cléricalisme… (applaudissements)… Les réformes sociales viendront après."
Et bien, moi, j'accepte la comparaison de Gazier, mais je lui reproche de ne pas l'avoir poussée jusqu'au bout parce que Jaurès ne participait pas pour autant au gouvernement Combes. Il le soutenait.
Si Jaurès avait participé au gouvernement Combes, il est fort possible, que toute l'histoire du Parti Socialiste dans ce pays en eut été profondément modifiée, mais il n'en était rien.
Si néanmoins le soutien n'est pas possible, s'il n'est pas possible de constituer un gouvernement sans la participation Socialiste, alors c'est la dissolution. Et bien, oui. C'est la dissolution. Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faut tout accepter, tout consentir, tout sacrifier pour éviter la dissolution. Je sais aussi que certains camarades pensent qu'au lendemain des élections nouvelles la situation se retrouverait absolument identique à l'Assemblée, avec le même mode de scrutin. C'est possible. Mais je me demande sérieusement : "Est-ce que ceux qui envisagent sérieusement le combat sur les deux fronts de la démocratie, acceptent d'envisager, si un autre système électoral ne pourrait peut-être pas être plus préjudiciable aux deux partis extrêmes ?" C'est une question que le Parti se doit d'examiné un jour.
Enfin, on évaluera au pire le risque d'une crise de régime, le risque de la dictature. Il ne faut pas nier ce risque, mais pensez-vous que ce risque soit moindre en poursuivant dans la voie où nous sommes engagés actuellement, notre Parti, qui est la seule force de démocratie, de démocratie politique, de démocratie sociale, voit sa force diminuée progressivement, jusqu'à l'extinction possible ?
Oui, nous avons envisagé, nous avons mesuré, nous avons pesé tous ces inconvénients, toutes ces difficultés, tous ces risques. Mais il y a une hiérarchie des risques et pour nous, le pire ce serait l'affaiblissement et la disparition du Parti Socialiste. Il serait monstrueux de supposer un seul instant qu'un seul militant ici, dans la SFIO, puisse parler de nos difficultés intérieures, de la crise que subit le Parti, avec je ne sais quelle satisfaction d'y puiser une argumentation. S'il en existait un, il faudrait l'exclure tout de suite. Mais pour tout le reste, que ce soit certaines constatations, force nous est bien de les faire»
C'est André Philip qui disait ici même il y a trois mois: "la situation du Parti est très grave ; les démissions se multiplient, le découragement a saisi l'esprit de nombreux camarades." Qui pourrait le nier ? Nous savons bien tous que c'est la

Fondation Jean Jaurès

vérité, la triste vérité. Un lourd et dangereux malaise pèse sur le Parti qui se prend à douter de lui-même, qui ne se reconnaît même pas toujours.
Comment en serait-il autrement quand nous sommes parfois troublés ?
Comment peuvent réagir dans les fédérations les camarades qui n'ont pas tous les éléments que nous avons, que nous pouvons avoir de comprendre d'expliquer et de justifier notre attitude ? Quand certains votes sont infiniment pénibles aux parlementaires, après de longues discussions et de longues études, comment peuvent les accueillir et comment peuvent les comprendre les militants des fédérations moins bien informés ? Et c'est bien pis quand il s'agit de ministres.
Gazier toujours, disait ici même il y a un mois à peu près ceci : "Je ne suis pour ma part tenu par aucune solidarité gouvernementale et je peux bien dire que c'est contre son opinion propre que Daniel Mayer a courageusement soutenu la position du gouvernement qui était celle du ministre des Finances."
Oh oui, nous connaissons Daniel. Je sais combien il est capable de défendre avec courage, avec talent, avec une ardeur passionnée, les conceptions du Parti Socialiste au sein du gouvernement» Seulement, cela n'a aucune importance, parce que personne ne le sait.
Par contre, au banc du gouvernement, devant l'Assemblée, devant les sténographes, devant la presse, devant l'opinion, devant le pays tout entier, c'est Daniel Mayer qui est obligé, contre son opinion, contre l'opinion du Parti, de défendre la thèse du gouvernement. Et cela, voyez-vous, c'est terriblement dangereux.
C'est pour cela que le Parti, c'est pour cela que "Force Ouvrière" sont souvent absents ou muets dans la rue. Les sections et vous le savez comme moi, nos sections n'ont plus de vie active, la vie ardente de naguère. On n'y discute plus de Socialisme, les adhérents ont perdu le goût du combat, on a évoqué au cours de la dernière conférence d'information le cas Bouillé, le cas Rivet... ce n'est pas cela qui est important.
Qu'un élu abandonne le Parti, qu'un élu trahisse le Parti, ça n'est pas nouveau, ça s'est toujours produit au cours de la vie du Parti. Ce qui est grave, c'est le départ, c'est le désintéressement, c'est la lassitude, c'est la désaffection des militants de la base. Ce qui est grave, c'est que des militants qui ont trente années de service dans le Parti vous disent : "Autrefois, quand on me demandait dans une réunion publique, j'y courais avec joie et avec enthousiasme, mais maintenant, j'y vais avec résignation."
Et croyez moi, ce n'est pas seulement une question d'effectif numérique, ce n'est pas seulement une question de quantité, une question de cadres, parce que le Parti s'affaiblit, et lorsqu'un vieux militant oublie de renouveler sa carte, et lorsque cette carte est prise par un militant qui veut une casquette de sous-préfet, un bon de 4 CV.... ce n'est pas mieux.
Or, ce Parti, il a une mission essentielle, il a un devoir impérieux à remplir envers ce pays, envers la République, envers la classe ouvrière, c'est de reprendre contact, c'est de retrouver l'influence qu'il a perdue sur une

importante fraction de la classe ouvrière trompée et trahie par le bolchevisme dans ce pays. Mais il ne le pourra pas, il ne pourra pas rétablir ce contact, il ne retrouvera pas cette influence s'il reste condamné à s'associer à une politique qui n'est pas la sienne et qu'une grosse partie de la classe ouvrière ne peut pas réussir à comprendre. Rien n'est pire que l'affaiblissement continu du Parti. Quel que soit le risque, il faut rendre à ce Parti son visage, il faut lui rendre son âme, il faut lui rendre sa foi dans un idéal qui ne saurait être considéré comme un vieux souvenir de famille qu'on encadre et qu'on accroche au mur, ou comme ces couronnes de mariées, en fleurs d'oranger, qu'on place dans nos campagnes sur une cheminée, sous un globe de verre, symbole et vestige vieillissant d'une virginité depuis longtemps sacrifiée. Et c'est pour cela que nous voterons la fin de la participation gouvernementale. Nous le ferons, croyez-le bien, non pas avec le lâche soulagement que pourrait nous procurer la probabilité de notre échec, mais avec le désir, avec le désir ardemment sincère, d'être suivi par le Parti; avec le seul souci de l'intérêt du Parti. Et si vous deviez être, camarades qui ne pensez pas comme nous, si vous deviez être majoritaires, alors en militants disciplinés, en tout état de cause solidaires dans l'action, résolus à accepter quelle qu'elle soit, la loi du Parti, uniquement préoccupés de son avenir, si vous deviez être majoritaires, alors nous souhaiterions que ce soit vous qui ayez raison! (Applaudissements)

Le président - camarades, avant de donner la parole à notre camarade Lamarque Cando, je voudrais vous demander d'envoyer nos vœux unanimes de rétablissement à nos camarades Léon Blum et Paul Ramadier, qui, souffrants, sont éloignés de nous.
(Applaudissements)
La parole est à Lamarque Cando.

Lamarque Cando

Je suis d'accord avec beaucoup de choses que vient de dire Georges Guille, mais je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il parle de l'importance relative des élections cantonales.
Je crains qu'elles aient, au contraire, une très grande importance dans la vie du régime républicain.
Je regrette que ces élections aient lieu et, le fait qu'elles ont lieu, cela constitue un échec grave pour le Parti Socialiste. Je me souviens que Guy Mollet s'était félicité de ce qu'elles aient été renvoyées. Il avait raison de s'en féliciter mais, aujourd'hui, on peut considérer que le Parti Socialiste a essuyé tout de même un grave échec et je crains que lorsque nous ferons le compte des résultats, nous ne constations que le Parti Socialiste sortira très affaibli de cette consultation et le régime républicain aussi.
Je crois que nous allons à un échec, quel que soit le courage avec lequel nous allons tous nous battre et, croyez-moi, dans ma fédération nous allons nous battre arec beaucoup de courage, bien que nous ayons tout le monde contre nous,

Fondation Jean Jaurès

comme aux dernières élections pour le Conseil de la République où nous avons vu les Communistes voter pour le candidat RPF, ce qui ne nous a pas empêchés de le battre.
Nous allons avoir contre nous, comme on vient de le dire ici, les ouvriers, parce que nous refusons la révision des zones de salaires. Nous allons porter la responsabilité de ce que les ouvriers des provinces ne voient pas leurs salaires réajustés car il est très vrai que, par rapport aux salaires de la région parisienne, ils devraient l'être. Et, quel que soit le courage de Daniel Mayer quand il défend cette position à l'intérieur du gouvernement, comme nous le disait Guille, nous porterons la responsabilité de ce que les ouvriers n'ont pas eu satisfaction et les Communistes auront là un argument dont ils sauront se servir.
Quels que soient les efforts de Minjoz et du Parti Socialiste, nous aurons les locataires contre nous et nous aurons aussi contre nous, évidemment, les commerçants (depuis toujours) mais nous aurons (et ces élections ont un caractère rural très marqué) nous aurons les paysans contre nous.
Nous aurons les paysans contre nous parce que le Parti Socialiste s'est beaucoup trop peu occupé des paysans, parce qu'il règne, à l'intérieur du Parti Socialiste, trop influencé par les sections urbaines, un état d'esprit dangereux. J'ai assisté encore hier à une Conférence nationale Socialiste agricole, si l'on peut dire, et j'ai pu voir quel était l'état d'esprit de certains militants de la Seine. Et bien, le Parti Socialiste commettrait une erreur très grave s'il allait aux élections cantonales avec un esprit anti-paysan.
C'est entendu, les paysans ont pu bénéficier de l'anarchie, mais ils n'en étaient pas responsables, de cette anarchie et, aujourd'hui, il règne dans les milieux paysans une énorme inquiétude, une véritable angoisse, parce qu'ils savent bien, les paysans, qu'on ne défend pas leurs prix et qu'ils ne sont garantis que là où le Parti Socialiste, c'est vrai, a réussi à mettre sur pieds l'Office du blé, par exemple, et celui de la betterave ; partout ailleurs, ils sont livrés sans défense à l'anarchie des prix et, aujourd'hui, parce qu'ils se savent sans défense, ils sont extrêmement inquiets. Aussi, vous auriez tort, ici, dans un Conseil national, si dans une motion vous faisiez écho, par exemple, à certaines motions qui ont pu être votées à l'intérieur des sections de la Seine. Ce serait grave et, au fond, ce serait injuste.
Je souhaite que le Parti Socialiste examine les choses avec plus de sérénité, d'objectivité et que dans la résolution finale, il n'y ait pas ce qui pourrait décider tous les paysans à se dresser contre nous.
Nous aurons ainsi une grande partie du corps électoral contre nous, quel que soit le bon travail qu'aient fait nos ministres, et dont tout à l'heure Minjoz parlait. Mais, tout cela a peu d'importance parce que, d'abord, cela ne se sait pas, parce que nous n'avons pas un appareil de propagande suffisant et parce que, nous-mêmes, nous le sous-estimons.
Nous ne savons pas faire payer son prix le travail que font nos ministres car, aujourd'hui, tous les Radicaux se prévalent du succès de l'emprunt et, naturellement, ils mettent cela au compte de Queuille et de leurs amis, mais je

crois qu'il est vrai de dire que l'emprunt n'aurait pas eu le succès qu'il a s'il n'y avait pas eu Jules Moch à l'Intérieur; s'il n'y avait pas eu Lacoste, s'il n'y avait pas eu Daniel Mayer, s'il n'y avait pas eu Pineau, s'il n'y avait pas eu Lejeune, le succès de l'emprunt n'existerait pas.
(Applaudissements)
Mais, nous-mêmes, nous ne savons pas faire valoir le travail des hommes que nous avons au gouvernement et nous ne savons pas le monnayer. Si nous avions su le monnayer, si nous avions su le mettre en valeur, les élections cantonales n'auraient pas eu lieu. Nous aurions dû dire au Parti Radical que, pour le prix des responsabilités que nous prenons à l'intérieur du gouvernement, pour le prix des résultats qu'ont obtenu nos ministres, qui ont sur leurs épaules les plus terribles, les plus lourdes responsabilités, nous aurions dû exiger qu'on ne nous inflige pas cette épreuve, dans un moment si dangereux pour le Parti Socialiste et pour la République.
Nous n'avons pas su le faire et c'est là qu'est la faiblesse du Parti Socialiste. Il ne sait pas exiger et il ne sait pas non plus proposer.
Il me semble que le Comité directeur ne s'occupe pas assez de la stratégie à mener à l'intérieur de la politique intérieure.
Je félicite Guy Mollet du souci qu'il apporte à la politique internationale et aussi des résultats qu'il obtient. On citait l'autre jour que, grâce à un de ses voyages en Angleterre, l'attitude de nos camarades anglais avait variée et, évidemment, il est très important que le Parti Socialiste se soucie de l'Union Européenne et je sais quelle contribution cela peut apporter à la paix (et je sais que c'est un souci de première importance). Je sais aussi qu'il est important que le Socialiste international joue un rôle déterminant, mais je pense aussi que si le Parti Socialiste, en France, disparait petit à petit, ou voit diminuer son influence, nous ne contribuerons pas, d'une façon efficace, à mettre sur pieds l'Union Européenne, ni non plus à défendre la paix.
Il aurait fallu savoir proposer quelque chose et Georges Guille, tout à l'heure, disait avec raison qu'il faudrait songer à la loi électorale.
Il aurait fallu offrir des modifications de la loi électorale. Dans quelques jours, elles se feront, malgré nous et contre nous.
Je vois venir le temps, et peut-être après les élections cantonales, où, à cause de nos échecs, on nous chassera du ministère de l'Intérieur qui ne s'appuiera plus sur 47 ou 50 présidents de Conseils Généraux, je vois venir le temps où on nous chassera de la majorité parlementaire et voilà pourquoi j'aurais voulu que, quand il en était temps, le Parti Socialiste ait su proposer quelque chose.
Il aurait fallu proposer un véritable statut électoral qui est plus important que toutes les modifications que nous avons apportées à la Constitution.
Où est-il le temps où l'on croyait que nous allions transformer complètement les moeurs politiques de ce pays par les modifications que nous avons apportées à la Constitution ?
Où est-il ce temps-là ?

Où sont les illusions de ceux qui se battaient, à un moment donné, pour, que la deuxième Assemblée n'ait pas le Journal Officiel ? Nous en avons quatre Assemblées, avec nous, dans le Journal Officiel ! Nous n'avons pas encore le Sénat, mais nous avons déjà les sénateurs et, avant longtemps, il y aura peut-être une majorité au Sénat pour faire échec à la volonté de l'Assemblée du suffrage universel !

Je pense qu'il aurait fallu proposer quelque chose, proposer une loi électorale qui permette les élections partielles. Nous venons de célébrer une élection partielle en Angleterre ; il aurait mieux valu faire 30 ou 40 élections partielles depuis le commencement de la législature que de laisser dénaturer des consultations comme celle des élections municipales et comme on va dénaturer la consultation prochaine. Car ces élections, au Conseil municipal et au Conseil général, elles n'ont pas pour but, elles ne devraient pas avoir pour but, de dire ce que veut la Nation et si elles ne peuvent pas avoir ce résultat, c'est parce que, dans les élections municipales et cantonales, on se préoccupe d'autre chose, mais ainsi on dénature à la fois l'objet de ces élections, qui ont avant tout un caractère administratif; on jette le désordre dans beaucoup de Conseils municipaux (on s'en est aperçu) et on va jeter le désordre dans des Conseils généraux, et on aboutit à des consultations qui ne sont pas valables quand on veut en tirer une signification pour ce qui est de la volonté de la Nation.

Nous aurions dû éviter ces élections car elles sont absurdes, car il n'y a aucune raison de les faire.

En effet, les Conseils généraux sont des assemblées exemplaires ; il n'y a absolument aucun scandale à dénoncer, nulle part, à cause de cette administration hybride dans laquelle le préfet accorde son concours à une assemblée élue au suffrage universel et qui est, malgré tout, souveraine. La gestion des débats communs est partout irréprochable et il n'y avait aucune raison technique de faire ces élections et nous aurions dû le dire hautement. Personne n'est allé le dire à la tribune nous n'avons pas osé dire que ces assemblées étaient exemplaires et nous n'avons pas osé dire qu'il y avait plus de la moitié des Conseils généraux qui étaient présidés par des nôtres, où nous avons fait un travail magnifique qui n'est pas connu, dont personne ne saura rien et dont on ne parlera pas parce que vous-mêmes avez accepté de dénaturer le sort de ces élections, vous-mêmes vous avez accepté d'en faire un combat politique entre les Communistes, d'un côté, et le RPF de l'autre.

Je pense aussi que vous auriez dû savoir quels dangers il y a à la fréquence des consultations électorales et, en particulier, pour un parti pauvre comme le nôtre et vous auriez dû éviter que nous connaissions le spectacle de l'Assemblée Nationale depuis plus d'un mois, depuis deux mois, où l'on ne fait rien parce que l'on est préoccupé par les élections cantonales, où on joue à cache-chache avec les responsabilités mais où on fait assaut de démagogie, où l'on dépose des propositions de résolutions les unes après les autres et on aboutit ainsi à discréditer le Parlement.

Mais pendant un mois les parlementaires ont été dans des réunions électorales, alors que nous étions à l'Assemblée, en train de travailler; si le Parlement continue à travailler comme il le fait, il est condamné à la disparition et le Parti Socialiste devrait se préoccuper de cela un peu plus sérieusement; il aurait évité cette carence parlementaire pendant un mois et il aurait évité aussi le discrédit du régime parlementaire.

Je pense aussi que ces élections, si elles ont lieu, seront une victoire pour le Parti Radical; le parti Radical à qui nous sommes en ce moment ou depuis quelque temps en train de faire la courte échelle. Nous avons fait la courte échelle au Parti Communiste, pendant trop longtemps, et nous sommes en ce moment-ci en train de faire la courte échelle au Parti Radical; nous lui avons permis de prendre les positions qu'il avait autrefois au Conseil de la République, nous allons lui permettre de reprendre les positions qu'il avait autrefois dans les Conseils généraux.

C'est aussi la victoire de tous les anciens tenants de la Troisième République, petit à petit c'est la Troisième République qu'on est en train de nous réinstaller; c'est la victoire aussi des anciens de la Troisième République; c'est même la victoire des Vichyssois et des collaborateurs; on voit par exemple M. ? et le chanoine ? se réunir à la salle des Sociétés savantes, insulter le professeur Gassin vice-président du Conseil d'Etat et réclamer d'être partout éligibles.

Et bien, camarades, c'est triste à dire, mais ils vont pouvoir se présenter, M. Marquet devra se présenter dans plusieurs cantons à la fois.

Nous venons de voter une loi dans laquelle il est dit que les frais des élections sont è la charge des contribuables, eh bien, tous les vichyssois vont pouvoir se présenter auprès dos contribuables; ils sont pouvoir se présenter dans plusieurs cantons à la fois, s'ils veulent ils auront des voix dans ces cantons, c'est la princesse qui en aura fait les frais et je regrette que le Parti Socialiste n'ait pas déposé déjà une proposition de loi disant qu'ils sont inéligibles, et que sont inéligibles les collaborateurs qui ont été déclarés inéligibles par le jury d'honneur; c'est un véritable scandale que ces gens puissent se présenter.

Ma fédération m'a mandaté pour proposer une motion exigeant du groupe parlementaire Socialiste qu'il dépose une proposition de loi d'extrême urgence, pour que ces gens là ne puissent pas se présenter. Ce serait la victoire des collaborateurs et d'ailleurs de tous les autres collaborateurs. C'est pour cela qu'on m'a mandaté dans ma fédération, et aussi pour que nous refusions catégoriquement toute espèce d'amnistie.

Il y a eu des gens amnistiés, et à l'heure où je vous parle nous faisons dans mon département une manifestation contre un militant, un milicien, condamné à 20 ans de travaux forcés, qui a été totalement amnistié; c'est un milicien que j'aurais fusillé comme un chien si je l'avais tenu au bout de ma mitraillette; aujourd'hui, il vient travailler dans le département des Landes; voilà ce que le Parti Socialiste laisse faire, et ne devrait pas laisser faire, peut-être ce milicien aura-t-il le toupet de venir se présenter aux élections, il pourra se présenter et être RPF. Camarades, je pense que nous soimmes trop peu courageux, nous

sommes trop veules, nous sommes trop oublieux et je crois que ces élections peuvent être aussi une victoire pour les Communistes, parce qu'ils ont procèdé a une consultation dangereuse, nous sommes en difficulté en face d'eux.
Il est parfaitement regrettable que les Communistes puissent nous dire par exemple ceci : "Comment? Vous prétendez être contre le RPF, et malgré votre déclaration magnifique, justement condamnant le général de Gaulle, il est triste de constater que Grenoble, par exemple, a pu élire maire de la ville un Socialiste avec des voix RPF."
(Applaudissements)
Comment voulez-vous que nous ayons quelque chose de solide? Lorsque trop souvent des camarades sont élus maires de certaines villes avec des voix RPF; cela ne peut pas continuer, et je suis mandaté pour déposer aussi une motion demandant que tous ces camarades soient mis dans l'obligation de démissionner immédiatement, sans quoi ils devront être exclus.
Sinon on ne pourra pas reprocher aux radicaux de jouer sur iasxdeux ou plusieurs tableaux; nous ne pourrons pas reprocher aux radicaux de se faire élire, la plupart du temps contre nous, avec les voix des RPF, c'est ce qui va se passer au deuxième tour, les Communistes voteront contre nous, ils voteront même RPP, s'ils le peuvent, mais les radicaux partout feront alliance avec les MRP, avec le RPF contre nous, vous verrez, vous pourrez faire le décompte.
Je souhaite que le Conseil national vote des décisions énergiques, nous voulons aller à la bataille, mais nous voulons y aller clairement; nous ne voulons pas de certaines alliances, dans certains cas, avec les RP., le Parti Socialiste doit aller à la bataille tout seul.
Qu'il ne se fasse pas d'illusions, qu'il aille clairement, en prenant ses responsabilités, si nous faisons avec le RPF comme nous avons fait avec les Communistes nous serons délaissés par tout le monde à la fois, incompris par nos propres militants.

Le président - Avant de donner la parole au camarade de la fédération de Cochinchine, je voudrais faire quelques communications.
D'abord la séance de cet après-miidi sera présidée par le camarade Jules Moch, avec comme assesseurs les camarades Georgette Pasquet d'Alger, Justin Cambras (?) de la Guadeloupe, Martin du Loir et Cher.
Les membres du Comité directeur sont avertis que le Comité directeur se réunira mardi à 14 heures à la Chambre avec le groupe parlementaire, et que cette réunion remplacera le Comité directeur la réunion de mercredi.
Enfin, nous enverrons nos voeux de prompt rétablissement à notre vaillant cararade Braque qui est souffrant et retenu loin de nous.
(Applaudissements)
Nous adressons nos condoléances à notre camarade président de l'Union française qui vient d'être frappé par un deuil cruel.
La parole est à notre camarade de Cochinchine.

M. le délégué de Cochinchine

Camarades, le 14 février je me suis permis d'envoyer à tous les camarades de nos fédérations une copie de la motion sur le problème vietnamien, motion que notre fédération de Cochinchine a votée à l'unanimité des membres français et vietnamiens.

Cette motion venait à temps pour appuyer l'admirable rapport que notre camarade Rosenfeld nous a présenté aux dernières assises de notre Conseil national.

Par ailleurs, dns la lettre du 17 janvier envoyée au président Queuille, par notre camarade Guy Mollet, au nom du Comité directeur, la position de notre Parti vis à vis du problème vietnamien est nettement définie. Notre camarade Defferre vient de nous proposer une résolution à laquelle je me rallie donc entièrement. Je tiens à le remercier au nom de notre fédération de Cochinchine et au nom des Socialistes vietnamiens soucieux de l'indépendance de leur pays et partisans d'une entente fraternelle entre nos deux peuples français et vietnamiens. Vous en êtes suffisamment éclairés; il serait superflu que j'y revienne, d'autant plus que nous ne disposons pas de beaucoup de temps. Seulement, depuis notre dernière réunion, les événements se sont précipités.

Je voudrais donc mettre en garde une fois de plus notre Parti contre une politique hasardeuse poursuivie actuellement par le gouvernement français, politique dont une partie des conséquences désastreuses pour les intérêts de nos deux peuples Socialistes, et vietnamiens, ne manqueront de retomber sur nous tous, Socialistes, qui occupons une place prépondérante dans le ministère Queuille.

Vous n'ignorez pas que le gouvernement français est arrivé à un accord avec l'ex-empereur Bao-Dai, que ce souverain déchu retournera incessamment dans ses états comme disait naguère M. Coste-Floret.

Vous n'ignorez pas non plus que l'Assemblée Nationole sera appelée le 11 nars à se prononcer sur le problème vietnamien.

Que se passera-t-il le 11 mars à l'Assemblée Nationale ? Simplement nous serons mis encore une fois devant le fait accompli. En soumettant la question de l'unité du Viêt-Nam le gouvernement voudrait faire admettre par le Parlement le traité éventuellement signé avec Bao-Dai. Malgré la bonne volonté de nos camarades ministres, le gouvernement obtiendra sans aucun doute gain de cause. Je dénonce cette manoeuvre politique, non pas que je ne suis d'avis qu'on ne peut faire l'unité d'un pays qu'en faisant d'abord la paix avec son adversaire, et non en traitant avec ses alliés, ou pis avec ses valets. Or, cette fois-ci nous ne pourrons plus arguer que nous sommes pris au dépourvu, étant donné que notre Comité directeur a suffisamment et clairement précisé sa position sur le problème vietnamien,

Et que se passera-t-il au Viêt-nam lorsque l'ex-empereur aurait regagne ses états? D'aucuns et parmi lesquels M. Coste-Floret l'artisan du nouvel accord Bao-Dai, ont fondé leur espoir sur une scission dans les rangs de la résistance

vietnamienne, sur le ralliement des éléments nationalistes qui combattent actuellement dans le maquis.
Tout observateur averti de la question vietnamienne pourrait nous dire que cet espoir n'est pas fondé, car tout le peuple viêtnamien est indiscutablement lié à la résistance par des liens de coeur et de sang. Le choc psychologique tant attendu lors de la formation du gouvernement Xuan au mois de juin 1948 par M.Bodlaert, ancien Haut-Commissaire de France en Indochine, n'a donné qu'un résultat piteux, ridicule même pour ceux qui y comptaient, ce choc psychologique ne pourrait non plus cette fois-ci provoquer des divisions dans les rangs de la résistance parce que Bao-Daï n'a pas l'appui du peuple vietnamien et parce qu'il avait déserté la lutte.
Qu'adviendra-t-il de tout cela? Simplement la guerre qui n'ose pas dire son nom redoublera d'intensité, des jeunes Français et Vietnamiens continueront de tomber sans raison, des milliards de francs si précieux pour le redressement de la France et l'amélioration de la vie du peuple français continueront d'être engouffrés inutilement et ce qui est plus malheureux, c'est que le fossé déjà profond, qui sépare Français et Vietnamiens, se creusera encore plus et se remplira de haine et de rancoeurs.
Camarades, par cette politique, le gouvernement rejetterait le Viêt-Nam en dehors de la Communauté française et je craindrais fort que tout l'édifice de l'Union Française ne s'écroule en même temps. Ce serait alors une lourde responsabilité pour le gouvernement en entier, pour notre Parti en particulier.
Nous somme persuadés de la volonté de de paix du gouvernement Ho-Chi-Min, c'est pourquoi, nous, Socialistes vietnamiens, nous n'avons cessé de crier "casse-cou" aux responsables d'une politique anti-démocratique à l'égard du peuple vietnamien qui n'aspire qu'à la liberté.
Le problème vietnamien est à un tournant décisif si nous n'excluons pas dans nos considérations la situation alarmante en Chine et dans tout le Sud-Est asiatique.
Le moment crucial est venu pour conformer nos actes à nos paroles. Nous avons assez dit, nous avons même trop dit sur le problème vietnamien. Maintenant concrétisons nos résolutions, passons à l'action si nous voulons encore garder l'admiration du peuple vietnamien en une France démocratique, patrie de la liberté, flambeau de la culture intellectuelle, passons à l'action si nous ne voulons pas décevoir les démocrates et Socialistes vietnamiens qui, tous, ont les yeux tournés vers nous qui, malgré nos hésitations et nos erreurs, ne cessent de garder une confiance entière et pleine d'avenir dans le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Edouard Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, en plusieurs circonstances le Parti a établi des programmes, envoyé des adresses, posé les conditions au maintien de sa participation ministérielle, fixé les échéances précises dans le temps.

Nous ne sommes pas ici pour rediscuter un programme nouveau, nous sommes ici d'abord pour établir un bilan, et Gaston Defferre d'une part et Guy d'autre part, ont singulièrement facilité ma tâche, car je suis persuadé que sur lespoints essentiels, il ne s'agit pas du tout de critiquer quoique ce soit, ce n'est pas le problème, par la faute de nos alliés, le bilan est négatif, mais nous devons en tirer dès aujourd'hui cette conclusion que le maintien de la participation ministérielle, dangereuse pour le Parti Socialiste, est par cela même grandement préjudiciable à la défense républicaine.

Camarades, je le dis tres nettement, il y a longtemps pour ma part, que je pense que nous étions arrivés au moment où la participation comportait plus d'inconvénients que d'avantages. Le Parti l'avait décidé dans toutes les réunions publiques, j'ai défendu de toutes mes forces la position qui était celle de la majorité du Parti, et quelles que soient les décisions prises aujourd'hui dans notre camp, je déclare que je suis inconditionnelement discipliné, sans aucune réserve, mais je me suis réservé le droit notamment au sein du groupe parlementaire de faire appel aux décisions que je penserai mauvaises et pour moi, la plus mauvaise de toutes c'est cette effroyable aventure de la participation au gouvernement dirigé par M.André Marie dans laquelle M.Paul Raynaud était l'élément essentiel et qui, aujourd'hui, par suite d'une malfaisance posthume, qui s'étendra pendant des mois et pendant des années hypothèque encore notre action Socialiste dans le pays.

Je me suis réservé, camarades, le droit de faire appel devant les décisions régulières du Parti de ces décisions néfastes.

Depuis notre dernier Conseil national, il faudrait examiner les résultats obtenus, sur trois points, à mon avis, essentiels: l'Union Française, l'Indochine, le pouvoir d'achat des travailleurs, et la réforme fiscale.

Camarades, je pense que d'autres que moi, ont suvi, à cause du drame indochinois, un certain nombre de nuits d'insomnie, en dehors même de toute préférence Socialiste, en faisant abstraction de toute considération d'humanité, de sensibilité, d'équilibre budgétaire, je demande, du point de vie réaliste, comment on voit le développement des événements en Indochine où, hélas la politique criminelle de Thierry-d'Argenlieu est continuée presque régulièrement avec d'autres motions. Je demande comment on voit le déroulement des évènements, camarades vous avez perdu la carte, vous avez vu l'effondrement du régime de Chang-Hai-Cheik, vous avez vu le progrès foudroyant des Communistes chinois, dont la radio nous dit tous les soirs que ce ne sont pas des Communistes comme les autres, qu'ils sont des gens bien sages. Je me demande qui a prié la radio française de nous rassurer à ce point sur les progrés du bolchevisme chinois.

Mais je demande à ceux qui ne pensent pas comme moi sur le fonds du problème: êtes-vous bien surs que vous obtiendrez la paix que vous avez dédaigneusement refusée, il y a six mois, il y a huit mois, il y a un an ?
La preuve c'est que Chang-Hai-Cheik n'a qu'un tort, c'est que son pays n'en veut pas et qu'il n'est pas pressé d'y retourner. Il y retournera peut-être dans quelques temps et on nous dira qu'il provoquera une dissociation autour de Ho-Chi-Min.
Avez-vous bien mesuré ce que sera notre responsabilité, le jour où après le retour de Bao-Dai, Ho-Chi-Min répondra peut-être en disant : "je n 'accepte plus 1'indépendance dans le cadre de l'Union Française, j'exige aujourd'hui l'indépendance tout court".
Est-ce que vous avez établi le rapport de force ? Avez vous calculé le nombre d'hommes que vous enverrez là-bas pour la restauration d'un empereur auquel vous accorderez d'ailleurs plus qu'il n'avait autrefois, car une partie du territoire qu'on veut lui accorder est territoire républicain ?
Avez-vous bien pensé à l'état de nos finances, au nombre de nos bateaux, êtes vous sûrs que cela se terminera bien ?
Etes-vous sûrs que cela n'aura pas une répercussion dans toute l'Union française?
Camarades, sur ce point, le Parti et singulièrement le Comité directeur, ont fait tout leur devoir, ils ont tiré le signal d'alarme, ils ont dit à Queuille qu'il n'y avait rien de commun entre leur position et la politique imposée au gouvernement par la direction radicale.
Miais nous devons bien dire que nous n'avons rigoureusement rien obtenu, et qu'aucun député Socialiste n'a été plus humilié que je l'ai été le jour des débats parlementaires où André Marie est venu parler du problème indochinoi. Grâce à Léon Blum on avait obtenu par le voeu du Conseil des ministres une phrase excellente sur les familles spirituelles de l'IndoChine. Il y a eu une explication à l'Assemblée, M. Pleven a dit que les familles spirituelles, cela veut dire tout le monde, sauf Ho-Chi-Min. Le ministre de la France d'Outremer, d'abord, le Président du Conseil ont approuvé cette interprétation de Pleven, ensuite le groupe Socialiste a cru devoir par conformisme gouvernemental, pousser jusqu'aux plus extrêmes réserves, alors que nos alliés eux-mêmes qui dirigent le gouvernement n'ont pas cette loyauté gouvernementale élémentaire.Les agitateurs radicaux vont dans le pays dénoncer une politique commune du gouvernement, alors que le groupe Socialiste a dénoncé la politique indochinoine, comme pleine de dangers, pas seulement pour l'Indochine, mais pour toute l'Union Française.
Vous savez très bien camarades, pas pour l'Indochine elle-même que pour toute l'Union Française, le drame indochinois a son effroyable répercussion, car tous les radicaux ne croient pas à l'Union Française, voilà la vérité.
Le jour où M. Queuille est venu exposer un programme gouvernemental, il a lâché un mot, le mot d'Empire, qui traduisait très bien que, pour lui, il n'y avait rien de changé, que le soubresaut formidable qui déchire le monde actuellement,

pour un Radical de son obédieance, c'était quelque ohose qui ne comptait pas. M. Queuille croit à l'Empire, nous croyons à l'Union Française.
Voilà la première équivoque qui rend la participation gouvernementale, dans l'esprit de tout le monde, extrémement difficile et, dans mon esprit à moi, néfaste.
Deuxième point: les salaires et les prix, puissance d'achat.
Je ne crois tout de même pas, camarades, que l'on va porter à l'actif du gouvernement et de son président, l'effondrement, si regrettable, si anarchique, et si incohérent des prix à la production, qui ne se traduit pas par une baisse sensible à la consommation.
Hier, les ouvriers étaient les victimes de la politique anarchique du soi-disant libéralisme, aujourd'hui les travailleurs des champs, producteurs de richesse sociale, qui bien entendu ont une vie beaucoup plus facile que la classe ouvrière depuis la libération, mais que nous ne devons pas confondre avec d'abominables spéculateurs qui grugent à la fois les intérêts des paysans.
Le rôle du socialisme, c'est de proclamer contre toutes les démagogies, la solidarité des travailleurs des villes et des travailleurs des campagnes.
Et bien, sur nos marchés de la région parisienne, sur les marchés des grandes villes, permettez-moi de vous dire, que la baisse est infiniment petite, alors qu'elle est beaucoup trop considérable dans l'intérêt des prochaines récoltes, à la campagne elle-même.
Mais, dites-moi, quelle bataille avons-nous menée contre les intermédiaires ? Au sein du Parti, on a posé le problème essentiel, 450.000 commerçants de trop. Le gouvernement ne l'a pas résolu, il n'a jamais voulu le poser, car faire des statistiques, essayer de prévoir, pour un libéral impénitent, ce n'est pas permis, car c'est déjà du dirigisme en puissance. Il y a déjà des virtualités d'économie dirigée dans le fait seul que l'on veut se pencher sur la réalité économique: laisser faire, laisser passer. Aujourd'hui ce sera l'affollement des populations ouvrières, le lendemain ce sera l'affolement des populations paysannes.
Nous perdrons à tous les coups, car ce n'est pas nouveau tous les radicaux pratiquent cette politique.
Mais, ce qui est nouveau, c'est qu'ils la pratiquent avec cette caution Socialiste qui fait que les électeurs radicaux sont peut-être satisfaits de la démagogie anti-dirigiste de M. Queuille et des siens, qui est d'ailleurs obligé lorsqu'il a des responsabilités, de transiger quelque peu avec le dur jugement des faits qui condamnent évidemment des jugements faciles qu'il avait quand il était dans l'opposition, tandis que les électeurs Socialistes et singulièrement les ouvriers des villes, mettent uniquement à notre passif toutes les insuffisances et le manque d'affinité de la politique gouvernementale.
Camarades, nous avons remporté une première victoire sur le bolchevisme, c'est tout à fait exact, nous l'avons remportée grâce à l'énergie gouvernementale, et, je l'ai dit en Conseil national, je ne suis pas de ceux qui veulent ergoter sur ces pointes d'aiguilles pour dire: "je suis d'accord avec Jules Moch, mais..." Non, camarades, il n'y a pas de "mais", on ne fait pas la guerre en dentelles contre le

Kominform au moment où on est acculé à la bataille. La bataille, on la gagne, mais on ne la gagne que si on a avec soi une fraction importante de la classe ouvrière. Car, à la limite, si vous avez une majorité parlementaire considérable, mais si vous n'aviez plus du tout d'ouvriers capables de mener sur le terrain spécifique qui est le leur, la bataille contre les bolcheviks, je ferais bon marché de votre démocratie, elle serait condamnée à mort. Et, dans la hiérarchie des périls, je le dis nettement, je considère que le plus grand, c'est la perte de l'affection d'un Parti de la classe ouvrière, pour le Socialisme ou pour le syndicalisme indépendant, contre le stalinisme qui est bien entendu l'ennemi mortel de la démocratie telle que nous la concevons.
(Applaudissements)
Enfin, camarades, on nous a proposé une réforme fiscale. Permettez-moi de vous dire, qu'après comme avant la réforme fiscale, l'impôt est facultatif pour les spéculateurs, qu'il est durement obligatoire pour les salariés et pour la partie des classes moyennes qui déclare honnêtement ses revenus.
La fraude fiscale n'est pas pourfendue, elle existe et elle démoralise.
Quant à la réforme des finances communales et départementales, s'il y a dans cette salle des administrateurs communaux, ils penseront tous comme moi je pense: ils penseront qu'elle est aujourd'hui encore une expérience, mais qu'elle n'est pas du tout devenue une réalité.
Et bien, camarades, que faire en présence de tout cela ?
Oh ! Je ne sous-estime aucun des périls, je demande tout simplement au Parti d'examiner le problème avec la plus grande sérénité et avec le plus grand sang-froid.
Je n'oublie pas qu'il fut un temps où Léon Blum, avec son magnifique courage intellectuel, allant au-devant des difficultés, se demandait honnêtement si la participation Socialiste pouvait être continuée dans une période de "pause".
Aujourd'hui, nous en arrivons à ne plus poser la question, de savoir si la participation Socialiste peut être maintenue dans une période de réaction. Car, ne nous y trompons pas, après la révolution larvée de la libération, révolution, vidée d'ailleurs de sa substance par le noyautage bolchevik, nous vivons incontestablement une période de réaction atténuée, qui se symbolise tous les jours d'ailleurs par des nominations, qu'il s'agisse de la Banque de France, qu'il s'agisse de la France d'Outremer, qu'il s'agisse du ministère de la Santé Publique (je parle de l'intérieur du ministère de la Santé Publique). Il est certains que partout on cherche à éliminer des hommes de gauche pour les remplacer par des conservateurs, ce qui est d'ailleurs parfaitement logique quand on veut faire une politique conservatrice.
Car, mous ne sommes tout de même pas victimes des apparences des mots et des étiquettes, vous savez très bien quelle marchandise recouvre aujourd'hui le mot "radical".
Il y fût autrefois un Parti Radical, à l'aube de la Troisième République, qui était un parti de progrès. Aujourd'hui, il y a des radicaux qui n'ont pas la moindre cohésion, qui ne forment plus de parti, et qui bien entendu, en gros, à quelques

Fondation Jean-Jaurès

rares exceptions près, sont très exactement des réactionnaires qui ne vont pas à la messe, encore que très souvent par souci de conformisme bourgeois ils demandent à leurs épouses sans aucune foi, de bien vouloir s'y rendre de manière à les couvrir des deux cotés.
(Applaudissements)
Analysez tous les problèmes qui se posent à nous j'allais dire à part le problème de la laïcité, et vous verrez que les radicaux sont en désaccord avec nous. Mais, je précise d'ailleurs que leur laïcité n'est pas la nôtre, que notre laïcité à nous est autrement respectueuse des véritables et sincères convictions en même temps qu'elle est plus profonde. Car, elle proclame, avec toute l'Internationale Socialiste, que la religion est affaire privée, qu'elle est du domaine de la conscience, et elle ne cherche pas du tout, par le maintien d'un concordat dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et de la Moselle, à nommer de bons évêques jacobins, manières de préfets spirituels.
Enfin, nous n'avons pas le temps de traiter ce problème à fond, je constate surtout que, sur tous les problèmes, depuis la libération, le parti radical a été l'adversaire le plus systématique et le plus résolu de toutes nos conceptions: Constitution, presse.
Le parti de La Dépêche de Toulouse est aujourd'hui officiellement au pouvoir. Après hélas, y avoir été un peu par personne interposée, car de compromis en compromis on sait où on est arrivé dans ce domaine.
La liberté de la presse radicale n'est pas la liberté de la presse Socialiste. Notre liberté à nous, elle a un fondement social. Nous voulons que tous les groupements, riches ou pauvres, aient la possibilité d'exprimer leur opinion.
Le radical veut qu'au nom de la sacro-sainte liberté un trust ait le droit, pour des intérêts matériels, de s'emparer de la presse.
Voilà leur conception, profondément divergente de la nôtre.
Je vous disais tout à l'heure qu'ils ne croyaient pas à l'Union Française. Je vous ai dit tout à l'heure quelétait le drame de la politique radicale qui, vous le savez, continue très volontiers certaine politique de duplicité en ce qui concerne l'Indochine.
En ce qui concerne les prix, salaires et traitements, nos conceptions se sont toujours heurtées, ils ne veulent pas du contrôle et de la direction de l'économie, leur politique extérieure n'est pas la nôtre.
Je crois que, en résumant objectivement l'histoire de la fin de la Troisième République, nous pouvons dire qu'il y a un homme qui nous a très exactement démontré comment il ne fallait pas gouverner, cet homme s'appelle Camille Chautemps. C'était un sectaire, intransigeant, du compromis, c'était un doctrinaire de la capitulation, et cela aboutit, de compromis en compromis à essayer de réaliser une synthèse entre la défense nationale et Vichy.
Je ne suis pas tellement sur que l'esprit de Camille Chautemps soit totalement absent de certaines sphères gouvernementales, radicales, actuelles.

Mais, on nous dit, le péril numéro 1, celui qui prime sur tous les autres, c'est la dissolution de l'Assemblée, avec à la clé, la grande aventure inconnue, et peut-être le triomphe du Rassemblement du Peuple Français.
Camarades, je m'empresse de vous dire que je ne sous-estime pas une seconde le péril, que je suis adversaire de la dissolution, que je pense que nous devons faire de très gros sacrifices pour l'éviter, mais je pense que beaucoup trop facilement nous avons d'abord admis l'alternative : participation ministérielle ou opposition.
Je ne suis pas du tout sur que l'expérience du soutien possible ait été menée avec la volonté formelle d'aboutir quand elle s'est présentée.
Et puis, on a beaucoup abusé de l'expression: dernier gouvernement républicain, dernière carte... Il y a tout de même un certain nombre de dernières cartes, ce qui prouve au moins qu'il y avait la pénultième ou l'anti-pénultième au moment où l'on déclarait que c'était terminé.
Mes camarades, je pense que, comme mon ami Guille, pour éviter une dissolution possible, ne nous résignons pas surtout à cette catastrophe effroyable que serait pour le régime une dissolution progressive du Parti Socialiste, incapable de recruter, incapable de stimuler la jeunesse, incapable de faire revivre un véritable journal quotidien ...(applaudissements)… car, voyez-vous, le petit format du *Populaire*, pour moi, c'est peut-être plus important comme défaite subie depuis la libération, que tel ou tel vote parlementaire, qui n'a pas une résonnance aussi profonde dans le pays.
Si la participation gouvernementale porte comme conséquence que nous serons incapables d'animer un grand mouvement de jeunesse Socialiste, de recruter, de redonner la foi, l'enthousiasme à nos camarades, de faire revivre un véritable *Populaire* combattif, et je ne fais pas le procès des rédacteurs du *Populaire* qui sont bien entendu obligés de traduire dans leur journal les hésitations de la politique parlementaire elle-même dont ils sont hélas le reflet et l'écho; mais, camarades, pour avoir un *Populaire* combattif, qui nous donnerait encore ce rayonnement que nous avions autrefois, nous pourrions peut-être penser à faire un certain nombre de sacrifices importants.
Voyez-vous, il y a des sections Socialistes qui se portent très bien, j'en connais, j'en connais même beaucoup. Mais, regardez bien quels sont les militants qui vendent le journal à la criée le dimanche matin, ce sont exactement les mêmes qu'en 1936, qu'en 1937, qu'en 1938. Nous n'avons pas été capables d'asaurer le relai des générations.
Quelques fédérations, qui ont un recrutement plus ouvrier, tiennent infiniment mieux, et je sais très bien que par exemple dans le Nord, le Pas-de-Calais, la situation est infiniment meilleure qu'elle ne l'est dans d'autres régions de notre territoire.
Mais, camarades, je vous assure que ce problème du recrutement de la jeunesse, de l'enthousiasme, de la jeunesse, est un problème de défense républicaine, incontestablement.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Nous voyons tous les jours, au groupe parlementaire, des malentendus qui nous séparent de nos camarades de la France d'Outremer, plus ou moins démoralisés par la politique qui est suivie, et qui semble hélas suivie avec la caution Socialiste. Il faut absolument mettre au point notre doctrine de l'Union Française et demander qu'elle entre dans la réalité par la volonté combative du Parti lui-même.

Nous avons contribué à ramener le radicalisme au pouvoir, alors qu'il est bien certain qu'avant la guerre, la France, dans beaucoup de domaines essentiels étaient sous une direction radicale bourgeoise et mesquine, de 25 ans en retard, en ce qui concerne l'équipement rural.

L'équipement industriel, en ce qui concerne l'âge moyen de nos machines, en ce qui concerne l'effort hydroélectrique, en ce qui concerne même les constructions scolaires; à partir du moment où la grandeur de l'école laïque naissante et l'enthousiasme de Jules Ferry était tempérée, on ne pensait plus à consacrer en temps de paix un dixième du budget pour le nécessaire équipement scolaire.

Et bien, aujourd'hui, il y a dix ans de plus, et quelles années! Dix années incontestablement révolutionnaires au cours desquelles il s'est opéré dans les esprits et dans les moeurs un formidable décalage et nous ne pensons qu'à une chose: servir de caution à ce radicalisme au pouvoir qui laisse finalement toute liberté au capitalisme d'osciller dans une crise de sous-production et de chômage et une crise de mévente qui, à son tour, engendre le chômage.

Est-ce que vous ne sentez pas à quel point les événements sont prodigieusement révolutionnaires ? Est-ce que vous ne sentez pas que le régime capitaliste, à travers tous les maux de régime intermédiaire, continue tant bien que mal et plutôt mal que bien, mais se perpétue avec sa malfaisante lutte de classe qu'on ne supprimera pas par des homélies, mais que l'on ne supprimera qu'en portant le fer à la racine même, c'est à dire que par une transformation révolutionnaire?

Est-ce que vous ne sentez pas, camarades, que ce régime est acculé au malthusianisme, demain peut-être on nous demandera de limiter les emblavements, de rejeter le poisson à la mer, peut-être verrons-nous encore du café brûler dans les locomotives au moment où, incontestablement, la moitié de l'humanité ne mange pas à sa faim, car ce régime est incapable d'équilibrer production et consommation. Et, au moment où certains crient "le Socialisme", ce serait le Parti Socialiste qui ne le crierait plus ?

Nous devons dire honnêtement à nos alliés éventuels, que ce qui nous intéresse, nous, c'est une base de départ pour l'offensive de demain nous préservant dans le cadre de la démocratie bourgeoise dont l'exemple prouve qu'il est d'ailleurs singulièrement plus propice au développement du Socialisme que toute dictature quelle qu'elle soit.

Il est évident que l'on va beaucoup mieux à la démocratie sociale par la voie d'une démocratie bourgeoise, même insuffisante, que par la prétendue dictature du prolétariat, qui n'est qu'une dictature sur le modèle du prolétariat russe.

Mes camarades, attention, pour préserver le cadre, ne portons pas atteinte définitivement à l'enthousiasme possible des gens qui, demain, devront accomplir cette transformation révolutionnaire.
Voyez-vous, la propagande, elle est désintéressée, elle est incontestablement d'un caractère tellement élevé qu'elle passe par-dessus la tête d'une partie des masses opprimées qui vous demandent tout simplement ; est-ce que j'arriverai à faire mon échéance de fin de mois ? Est-ce que je nourrirai mes enfants, est-ce que je me nourrirai ?
J'ai dit souvent à mes camarades de la fédération de la Seine, que j'en avais eu comme la perception physique, un soir où j'écoutais à la radio un discours de Léon Blum et un discours de Jacques Duclos au moment des élections. Jamais je n'ai senti si nettement l'immense supériorité intellectuelle et morale du Socialisme sur le bolchevisme, et l'infériorité du Socialisme dans la lutte de tous les jours.
Léon Blum faisait appel aux Droits de l'homme, faisait appel aux idées les plus généreuses.
Jacques Duclos s'adressait aux petits rentiers, aux mal lotis, aux petits commerçants.
Oh ! je ne vous demande pas de faire de démagogie, mais je vous demande de penser que nous devons prendre les gens tels qu'ils sont, que nous devons partir de leurs difficultés de tous les jours pour essayer de les élever vers ces idées plus nobles qui sont les nôtres, mais quand il y a une crise économique, la propagande Socialiste est totalement inefficace, car nous tenons un langage qui ne peut pas être suivi.
Mes camarades, les menaces se précisent, dans tous les domaines.
Vous savez que Monsieur l'académicien paysan Bardoux a déposé un projet sur les nationalisations qui demande habilement la fin des nationalisations par leur retour à des sociétés d'économie mixte, réintroduisant le capitalisme dans la gestion même des entreprises.
Et bien, ce projet, il a été signé par 7 ministres actuels, dont bien entendu un certain nombre de ministres radicaux, et, s'il n'en a pas plus, c'est parce que d'autres membres du gouvernement étaient déjà ministres au moment où il a été déposé, où ils n'ont pas pu le contresigner.
Camarades, je me suis souvent demandé si j'étais Communiste, quelle politique souhaiterais-je voir suivie par le Parti Socialiste? Et, je suis arrivé à cette conclusion. Je souhaiterais d'abord voir le Parti Socialiste pratiquer avec moi une politique d'unité d'action, me servir de caution républicaine et patriotique, dédouaner les miens, leur faire la courte échelle, accepter le plumage de la volaille; et, à partir du moment où les Socialistes se seraient aperçus du piège qui leur a été tendu, je désirerais moi, Communiste, les voir s'agréger à une coalition de caractère conservateur et contre-révolutionnaire qui ferait apparaître le Parti Communiste comme le seul parti de la classe ouvrière.

Fondation Jean-Jaurès

Camarades, nous avons péché par faiblesse vis-à-vis du Parti Communiste au moment de la libération, nous péchons par une faiblesse semblable en pratiquant aujourd'hui avec les radicaux une unité d'action qui n'ose pas dire son nom.
Nous devons être au premier rang de la bataille pour le maintien des nationalisations, nous devons être au premier rang de la bataille pour la sécurité sociale et nous devons dire nettement que plus nous résistons au noyautage bolchevik, plus nous refusons toute compromission avec nos adversaires de droite qui font le jeu du Parti Communiste.
J'ai trouvé dans un bulletin de presse étrangère, un article très curieux du *Times*, disant: "C'est curieux, la manière dont les conservateurs font le jeu des bolcheviks. Ainsi tenez, en Egypte, on a qualifié de Communistes des gens qui disaient qu'il était scandaleux que des gens meurent de faim dans les villes, tandis que des spéculateurs s'enrichissaient."
Camarades, c'est exactement le piège qui nous est tendu. Vichy avait déjà rendu un très grand service au Parti Communiste en traitant de Communistes tous les résistants arrêtés. Si aujourd'hui, vous appelez tous les non-conformistes sociaux des Communistes, méfiez-vous, car vous faites également le jeu du Parti Communiste, exactement dans les mêmes conditions.
Quelque temps après le départ des Communistes du gouvernement, je me souviens d'une discussion particulièrement vive au Conseil des ministres qui m'avait opposée à un ministre radical. On a dit que Mme Poinsot-Chapuis était mon adversaire numéro 1 (elle ne mérite ni cet honneur ni cette indignité) pour un décret qui est né du contact plus ou moins adultérin d'un Conseiller d'Etat et de quelques jésuites. Je crois que l'adversaire numéro 1 de tous les Conseils des ministres, de serait plutôt un homme que connaissent bien tous nos camarades d'Algérie, qui a adhéré au Parti Radical à la libération, parce qu'il a compris que c'était celui qui, le plus facilement, défendrait les intérêts capitalistes. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de l'identifier pour que tout le monde ait compris.
Et bien, il me disait: "Nous finirons par regretter le départ des Communistes car, vous, Socialistes, on croirait que vous êtes plus désagréables et plus revendicatifs".
Je lui dis : "Mais, ne vous faites pas d'illusions. Précisément, nous sommes anti-communistes ou plus exactement anti-bolcheviks, parce que nous voulons défendre la liberté humaine, mais si vous croyez que nous sommes prêts à capituler devant le régime social actuel, vous vous faites de singulières illusions et c'est parce que les Communistes ne sont plus dans le gouvernement (nous n'y mettrons pas de coquetterie ou de point d'honneur) que nous multiplierons les efforts pour que les revendications spécifiques de la classe ouvrière y soient entendues de la manière la plus efficace."
Camarades, c'est cela l'immense malentendu. Il y a des gens qui sont contre le bolchevisme parce qu'ils feignent d'y voir une menace pour le social actuel, alors qu'ils le consolident par le fait qu'ils rendent la classe ouvrière inapte à la grande mission révolutionnaire qui doit être la sienne. Et nous, c'est parce que nous voyons la réalité des faits que nous voulons combattre le bolchevisme, le

combattre de toutes nos forces, mais avec nos armes à nous, avec nos armes pleinement révolutionnaires.
Et bien, je pense que nous avons donné trop de satisfactions au Parti Communiste par notre légèreté, au moment de la libération.
Camarades, je ne pense pas tout de même qu'il soit nouveau pour le Parti Socialiste et qu'il vienne d'apprendre seulement par les déclarations de Maurice Thorez, que celui-ci n'était pas un patriote français et un internationaliste de stricte obédience. Je demande à tous les délégués du Conseil national de bien réfléchir que le jour où on a voulu un gouvernement à direction Maurice Thorez (c'est très exactement le même Maurice Thorez qui avait pris soin, d'ailleurs, de lire et de méditer *La maladie infantile du Communiste*, de faire siennes les thèses de Boujarine et de mettre pleinement ses actes en plein accord avec ses pensées, au moment où la défense nationale russe ne l'obligeait pas de combattre dans l'armée française), c'est le même Maurice Thorez auquel nous voulions faire un tremplin, et si ce gouvernement à direction Thorez avait eu lieu, comment se porterait aujourd'hui le Parti Socialiste et quelle audience aurions-nous auprès des masses ouvrières trompées ?
Mes camarades, je vous en supplie, ne tombons pas d'un excès dans un autre et n'acceptons pas, par anti-communisme, n'importe quelle concession, n'importe quoi.
Oh ! Il y a d'autres expériences que la nôtre sur lesquelles nous devrions nous pencher. La social-démocratie allemande était pleine de bonne foi, lorsqu'en accord avec le centre catholique, elle menait la lutte sur deux fronts: Hitler et contre les Communistes. Elle a été de concession en concession jusqu'à accepter la participation à un gouvernement Brunning, dont la politique sociale n'était pas tellement différente de la politique d'un gouvernement à direction radicale en France. Résultat : une grande partie du prolétariat allemand a marché vers le Parti Communiste et la lutte que menait la social-démocratie allemande a été une lutte qui a abouti à un échec.
Nous devons dire que les camarades ont fait ce qu'ils ont cru devoir faire, mais nous serions, nous, de bien piètres révolutionnaires si nous ne nous penchions pas sur leur expérience pour ne pas renouveler leurs erreurs, pour ne pas recommencer ce qu'ils ont fait. Car c'est le péril numéro 1 de tous ceux qui nous attendent : au moment où la République est coupée de sa base populaire, où elle n'a plus pour elle le consentement des masses laborieuses, elle est condamnée à mort.
C'est l'histoire de Thermidor et de Brumaire, c'est l'histoire, en Autriche, du 12 février 1934 c'est ce jour-là qu'est morte la démocratie autrichienne. C'est aussi le grand exemple de 1848. Ce n'est pas le 3 décembre 1851 que la République est morte (et je lisais dernièrement un article admirable sur George Sand où Léon Blum disait : "Ma grand-mère était une véritable révolutionnaire, car contrairement à Victor Hugo, démocrate bourgeois de gauche, peut-être, mais démocrate bourgeois, elle avait compris que la sésure était faite, que la République était condamnée à mort le jour de 1848 où les masses n'ont plus

reconnu la grande expérience de février 1848 qu'on n'avait pas su cristalliser dans la réalité."). Et bien, camarades, d'adjurer nos camarades du groupe parlementaire de bien se rendre compte qu'une solution qui, sur le plan parlementaire est bonne, ne défend pas en réalité la République, si elle n'est pas comprise dans le pays, si elle est mal comprise. Nous avons été trop souvent absents des grands débats. La pensée Socialiste ne s'est pas exprimée comme elle l'aurait dû, et j'ai été heureux dans un débat aussi important que celui-ci de ces jours derniers, de voir notre Secrétaire général du Parti, intervenir, avec l'autorité qui s'attache à ses fonctions, et répondre, comme il convenait, sur le terrain Socialiste, à Maurice Thorez.
(Applaudissements)
Mais dans combien d'autres avons-nous été les seuls à nous taire !
Je voudrais évoquer ce débat douloureux de moralité politique élémentaire où nous avons été les seuls à ne pas faire la moindre remarque sur la politique extrêmement répréhensible de M. André Marie.
Car si je pense que l'extrême-droite, suivant sa tradition, et les bolcheviks, bien entendu, exploitent scandaleusement les scandales, la meilleure manière d'éviter ceux-ci, c'est encore de les rendre impossibles et de ne pas se solidariser avec le ministre radical qui, ayant soustrait scandaleusement un dossier de collaboration économique, permettra, si vous voulez vous baser sur le terrain réaliste, lors des prochaines élections cantonales, une exploitation magnifique par le parti bolchevick qui a été le grand vainqueur du débat, car le Rassemblement du Peuple Français est singulièrement naïf et maladroit, et il a, comme partout, été le fourrier du bolchevisme; comme le général de Gaulle, il a tiré les marrons du feu pour le Parti Communiste.
Et qu'avons-nous vu? Nous avons vu le Mouvement Républicain Populaire très habilement tout en votant pour le gouvernement faire les plus extrêmes réserves. Nous avons vu M.Pleven, au nom du Rassemblement des Gauches (dont le Parti Radical fait partie, en même temps, on ne l'a peut-être pas assez souligné, que le Parti du Colonel de La Roque, le PSF qui s'appelle Parti Social de la Réconciliation française et qui, lui aussi, est présent avec sa doctrine, son passé glorieux de défense républicaine dans ledit rassemblement des Gauches.) nous avons vu dis-je, M. Pleven lui-même faire des réserves.
D'autre part nous avons assisté au silence total des Socialistes. Pourquoi ? Cela pouvait gêner le gouvernement.
Et bien, camarades, non! Même si l'on est partisan de la collaboration gouvernementale, on doit estimer que toujours nous devons apparaître avec notre vrai visage. Relisez les débats parlementaires d'avant-guerre. Vous verrez qu'on n'avait pas peur, qu'il s'agisse de Léon Blum, qu'il s'agisse de Auriol, avant d'apporter des voix à un gouvernement radical, de montrer quelle étaient les sautions spécifiquement Socialistes... (applaudissements)… et Socialistes révolutionnaires. Léon Blum disait peut-être un peu trop souvent, que les questions ne se poseraient pas si nous étions en régime Socialiste parce qu'elles

Fondation Jean-Jaurès

seraient résolues. Je suis un peu moins optimiste et je crois que même en régime Socialiste il y aurait des difficultés à résoudre.
Je voudrais que notre démonstration parlementaire se fasse, si je puis dire, en trois points:
1°) Régime Socialiste, voilà ce que nous voudrions
2°) Si nous avions la majorité ou la direction d'un gouvernemen, voilà ce que nous voudrions.
3°) Voilà les solutions auxquelles nous sommes conttraints par les nécessités de ne pas briser une majorité républicaine.
Camarades, je pense que de ce Conseil national doit sortir la volonté du Parti, uni bien entendu, uni pour une grande bataille commune contre tous nos adversaires. Il ne sert à rien de faire des motions d'unanimité, factice et équivoque. Il n'y a là aucun déshonneur, quand on n'est pas tout à fait d'accord sur la tactique à se compter, la décision de la majorité devient pleinement la loi du Parti, et s'impose à tous sans réserve. Je voudrais, d'ailleurs, que de ce point de vue le Parti se rende compte qu'il a subi une espèce de crise d'autorité. On a vu trop de poussière anarchisante. On a vu cette conception folle qu'on pouvait appartenir au Parti, être membre du Parlement et ne pas adhérer au groupe parlementaire. Il faut que vous armiez les organismes centraux du Parti pour qu'ils étouffent dans l'oeuf toutes ces rébellions.
Camarades, il faut aussi et surtout rendre impossible cette petite scission virtuelle en en supprimant les causes. Vous savez que nous en avons subi un certain nombre et toujours dans le même sens; c'est toujours de la Gauche qu'un certain nombre de camarades ne trouvant plus l'aspect traditionnel du Parti, ont cru devoir nous quitter tandis qu'il n'y a jamais eu aucune inquiétude à bon droit sur la Droite...

Un camarade à la tribune - Et Eboué ?

Edouard Depreux - Oui, il.y a eu des indisciplines personnelles sanctionnées, mais les petites scissions nous les avons sous-estimées, nous les avons vues sous l'aspect de tel ou tel camarade qui était considéré comme un peu non conformiste, comme gênant. Nous n'avons pas compris le préjudice réel qui était beaucoup plus important que le préjudice apparent. Nous n'avons pas compris qu'à travers le départ dé Durant, Dubois ou Dupont il y avait des dizaines de militants qui étaient restés chez eux, inquiets, ne venant pas aux sections et beaucoup d'autres qui avaient perdu leur flamme et leur foi...

Augustin Laurent - Je m'excuse, mon cher Depreux de t'interrompre, mais je sens que ta conclusion va aboutir et je m'excuse à l'avance si ma question est indiscrète ou si j'anticipe.
Je crois que nous venons d'entendre aujourd'hui un discours d'une haute tenue et que les arguments qui ont été développés sont si graves et les critiques qui ont été faites si précises sur la politique menée par le Parti que je voudrais que notre

camarade Depreux nous dise, dise au Conseil national, quelle est la conclusion pratique qu'il tire. Je lui demande qu'il dise très nettement au Conseil national: "Ce que je viens de vous dire appelle la conclusion suivante : il faut retirer nos ministres du gouvernement."
(Applaudissements)

Edouard Depreux - J'avais l'intention de conclure avec le plus de précision possible mais quand Laurent pose une question il mérite toujours une réponse extrêmement nette.
J'ai déclaré tout à l'heure, Laurent, qu'aucune solution ne pouvait bien entendu nous donner ni aux uns ni aux autres, pleine satisfaction. Il s'agissait de comparer des avantages et des inconvénients, de dresser le bilan pour lequel nous sommes réunis aujourd'hui. Eh bien, je pense que la conclusion de ce bilan c'est que le maintien de la participation gouvernementale avec le chef actuel du gouvernement, avec la politique actuellement suivie, et avec les réactions d'insuffisance du groupe parlementaire Socialiste (je dis du groupe parlementaire Socialiste, je ne dis pas du Comité directeur), je dis que cette participation est préjudiciable au recrutement du Parti, quelle est préjudiciable à notre succès même aux élections cantonales alors que nous devons profiter de ces élections pour une immense agitation en faveur du socialisme, de sa presse, de ses jeunesses, et je dis que, par conséquent, je suis prêt à examiner avec tous les camarades qui pensent comme moi, la possibilité de le dire le plus doucement possible, mais ce que je ne peux pas accepter, c'est une motion d'unanimité qui consisterait à demander au Parti encore un terme, encore un délai, s'il n'y avait pas dès aujourd'hui quelque chose de fondamentalement changé.
J'ajoute, bien entendu, que le Parti décidant souverainement, il serait criminel au dehors de faire la moindre réserve sur la politique qui aura été définie par le Parti, et veux-tu, Laurent, que je parle très nettement : si je vote de cette façon, c'est parce que je souhaite d'avoir la majorité dans ce sens. Tu penses bien que je ne veux pas prendre date, que je ne veux pas dire: "C'est nous qui avions raison aujourd'hui contre d'autres camarades". Il n'y a rien qui m'horripile plus que le mot de tendance dans le Parti et je prends l'engagement solennel d'être toujours aussi indiscipliné vis-à-vis d'une tendance qui croirait être la mienne, mais toujours aussi discipliné vis-à-vis des décisions du Parti, et je crois que mon passé est garant de l'avenir à ce sujet.
Je pense vraiment qu'il ne serait pas honnête, intellectuellement, aujourd'hui, de faire voter de la même façon ceux qui croient que cela peut continuer, parce qu'il n'y a qu'un péril : la dissolution, et qu'on doit accepter pratiquement une participation inconditionnelle, puisqu'on pose des conditions, on reconnaît qu'elles ne sont pas remplies, et on continue quand même, et ceux qui croient que cela doit changer.
Accord pour que cela se fasse dans l'intérêt du Parti le mieux et le moins mal possible, mais accord formé pour qu'on prenne certaines décisions de

redressement, appelant un grand nombre de militants. Ceux qui font de la propagande quotidienne et qui se retournent vers nous, membres des organismes directeurs, nous disent : "Je vous en supplie, faites moi sinon une très bonne politique, du moins une politique possible pour que je puisse continuer ma propagande et redoubler d'énergie".
Camarades, il ne reste en France qu'un instrument sain de défense républicaine, c'est le Parti Socialiste. Ne le sacrifions pas, redonnons-lui toute sa force, sa vigueur et dès le soir de ce Conseil national, partons dans le pays pour une propagande incessante en faveur du socialisme dans un esprit d'absolue discipline et d'absolue liberté de pensée intérieure.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Félix Gouin, dernier orateur de la matinée.

Félix Gouin

Camarades, de nombreux amis m'ont fait part de leur étonnement douloureux des attaques dont j'avais été l'objet...

Edouard Depreux - Métayer, je redemande la parole. Il a été convenu que si Félix Gouin faisait une allusion quelconque aux attaques dont il avait été l'objet, je prendrais la parole.
D'accord avec le Secrétariat du Parti, il avait été entendu que la Commission des conflits étant saisie, il ne serait pas fait état de ces questions douloureuses devant le Conseil national. Puisqu'il plait à Gouin d'amener le débat, j'exige de lui répondre en cinq minutes.

Le président - Le Conseil national en décidera. La parole est à Félix Gouin.

Edouard Depreux - Non, non, pardon, on m'a promis que j'aurais la parole si Gouin parlait, j'exige la parole.

Félix Gouin - Je vous en prie, camarades, je n'ai pas l'intention de passionner le débat. Je constate simplement qu'en mon absence, j'ai été mis en cause au dernier Conseil fédéral de la Seine et ceci m'impose le devoir impérieux de dissiper le malaise qui existe depuis longtemps dans le Parti, je le sais, en ce qui me concerne et qui s'aggraverait encore si, aujourd'hui, je restais silencieux à mon banc.
Nous sommes, camarades, à la veille d'une grande bataille électorale, je veux donc mettre à même (c'est là le seul but que je poursuis) mettre à même les camarades du Parti qui vont être dans cette bataille, de rétablir partout la vérité et de dissiper les légendes qui ont été crées en confondant une fois pour toute la calomnie et le mensonge d'où qu'ils viennent.
C'est là simplement ce que je veux faire.

Collection Jean-Jaurès

Camarades, c'est le propre des hommes politiques, et plus particulièrement de ceux que le hasard des circonstances, plus que le mérite personnel, ont poussé à la pointe du combat, c'est le propre dis-je, des hommes politiques d'être attardés, d'être vilipendés, d'être traînés dans la boue par leurs adversaires, et il me serait facile d'indiquer ici les exemples illustres qui se sont produits dans la Troisième République à cet égard.

Je dis, camarades, que la quatrième n'a plus rien à envier de ce chef à la Troisième, mais ce qui parait la distinguer de son aînée, c'est que l'arme de la calomnie est aujourd'hui indifféremment maniée aussi bien par les hommes de l'extrême-droite que par les hommes de l'extrême-gauche.

Et si je suis à cette tribune, c'est simplement pour confondre les uns et les autres avec au coeur, croyez-le bien camarades, le sentiment pour eux que dans la vieille maison de Jaurès, on semble avoir oublié parfois que le premier devoir des Socialistes c'est de point faire écho aux clameurs de la haine, pas plus que de faire écho aux rumeurs du mensonge provisoirement triomphant.

Je veux d'abord, camarades, que vous compreniez pourquoi, jusqu'à présent j'avais opposé le mépris du silence aux attaques sauvages dont j'avais été l'objet, plus particulièrement de la part des gens de l'extrême-gauche, plus particulièrement des Communistes.

Je me suis tu, d'abord parce qu'en raison des hautes fonctions que j'avais occupées dans le pays, je me devais d'observer une attitude de correction et de dignité. Je dis, camarades, que descendre au niveau de certaines bassesses, c'est s'avilir et s'avilir en même temps les fonctions émirites que l'on a pu remplir.

Je me suis tu ensuite, parce que deux instances ont été chargées de façon parallèle, de façon concommittante, d'instruire cette affaire qui s'appelle "l'affaire des vins". Il y a eu l'instance judiciaire d'abord, et l'instance politique ensuite, représentée par une commission d'enquête, et vous le savez, tous les partis eût droit de contrôle.

Je pensais donc, camarades, qu'il était dans ces conditions de la plus élémentaire convenance d'attendre les résultats des investigations de ces deux instances, avec une patience d'autant plus méritoire que certains camarades semblent oublier tout de même que cette patience était pour moi particulièrement coûteuse. Eh bien, je le dis avec quelque regret, d'autres n'ont eu ni cette patience, ni cette dignité, à commencer par celui j'ai ouvert contre moi les vannes de la calomnie. Je veux parler de M. Yves Farge en personne.

Vous ne connaissez pas sans doute, camarades, le personnage, et je veux pour l'édification de vos prochaines campagnes le camper ici pour la moralité du débat, et je veux dire ici ce qu'est ce triste individu.

Les anciens du Parti dont je m'honore de faire partie (il n'y a que 45 ans que j'appartiens au Parti), les anciens du Parti connaissnt le personnage, car il est orfèvre en matière de lancement de scandales, puisque c'est lui qui, il y a vingt ans, déchainait à grand fracas, contre notre camarade Marius Mouttet, toute une campagne d'outrageset de calomnies. Transfuge du Parti, car il a appartenu au Parti mais il nous a quittés, transfuge du Parti après avoir longtemps flagorné les

dirigeants mêmes de ce Parti, l'homme a jeté récemment son masque et il ne faut pas que vous l'ignoriez; il a jeté son masque en créant les "Combattants de la Liberté", organisation para-Communiste, et en accédant presque en même temps aux fonctions de Directeur d'*Action*, cette fameuse revue dont les articles des néo-marxistes servent de pâture à quelques demies douzaines de beaux esprits. Et, depuis la création du Kominform, Farge, je n'hésite pas à le dire, est devenu le chien de tête de la meute qui aboie aux chausses des Socialistes, qui se trouvait dans le champ de tire des staliniens.

C'est contre moi qu'on a ouvert le feu d'abord. Mais vous ne pouvez plus l'ignorer, un certain nombre d'autres militants ont suivi et non des moindres: Le Bail (?), Jules Moch, Pineau. Soyez convaincus que d'autres suivront encore, car la poche à venin du Monsieur est sans cesse sous pression et elle n'est pas près d'être vidée, croyez-le bien.

Voulez-vous savoir pourquoi j'ai d'abord été visé par M. Yves Farge ? J'ai été visé parce que, pour mon malheur, j'ai infligé à cet homme trois humiliations publiques qui criaient évidemment vengeance. Il faut que les camarades le sachent : en janvier 46, lorsque j'étais appelé à constituer le gouvernement, j'ai eu le malheur de lui préférer, pour le ministère du Ravitaillement, M. Longchambon, qui a été nommé à ce poste, que convoitait M. Farge. En avril, 1946, j'ai refusé de nommer cet homme, qui avait eu l'audace de me le demander, au poste de résident général au Maroc, et enfin, en octobre 1946, au cours d'une séance du Conseil des ministres, dont se rappellent un certain nombre de ceux qui y participaient, j'ai dénoncé et j'ai prouvé la méchanceté et en même temps la lâcheté du personnage, qui me faisait attaquer par sa presse alors qu'il jurait ses grands Dieux devant moi au Conseil des ministres, qu'il n'était pour rien dans les attaques dont j'étais l'objet, ce qui fait que je lui ai craché à la figure devant les 20 ministres qui étaient présents (il y en a quelques uns qui sont ici) les deux épithètes de "lâche" et de "menteur". Elles se sont abattues sur sa face poupine d'enfant trop bien nourri, et ce fameux combattant est resté silencieux à son siège, et il n'a pas relevé, et pour cause, les épithètes dont je venais de la cingler.

Et bien, camarades, c'est cette basse rancune et en même temps cette haine vigilante, que les Communistes ont prises en charge. Et je dois avouer que le valet ne vole point l'argent de ses maîtres.

C'est là l'homme qui a monté tout le scénario du scandale du vin, car écrivain de théâtre à ses heures, M. Farge connaît évidemment admirablement l'art de la mise en scène et il l'a prouvé tout au long de cette affaire, dans laquelle après avoir indiqué ce que valait l'accusateur, je veux maintenant très rapidement, pur des faits précis, vous montrer ce que valaient les accusations.

Il y a un homme, voyez-vous, qui a dit un jour une grande vérité psychologique, il faut le reconnaître, c'est Hitler. Il disait : "Plus un mensonge est énorme et plus on a de chances de le croire, il y a pour cela à le répéter indéfiniment pour qu'il prenne toute l'apparence de la vérité."

Et bien, camarades, c'est la tactique de M. Farge. Il faut avouer qu'elle est tragiquement efficace, puisque, aujourd'hui, j'ai l'amertume de constater qu'elle a fait des ravages dans tous les camps. Et alors, quelle est donc l'accusation monstrueuse, l'accusation véritablement colossale, pour employer le terme en usage chez les Allemands que l'on a lancée contre moi en septembre 1946 ? En profitant, ne l'oubliez pas, ce qui donne toute sa valeur politique à l'affaire, en profitant des vacances de l'Assemblée Constituante et en profitant surtout d'une période électorale au cours de laquelle vous le savez on allait utiliser à plein, contre le Parti, la machine infernale que l'on venait de faire éclater à point nommé pour cela.

Et bien, ce dont on m'accuse, c'est ni plus ni moins d'être une sorte de chef de bande, une manière de "vieux de la montagne", des "mercantils du vin", raflant et volant à l'épargne publique des dizaines de milliards de bénéfices, en faisant passer, parait-il, des centaines de milliers d'hectolitres de notre boisson nationale au marché noir.

Autrefois, Clemenceau avait été accusé d'être vendu à l'Angleterre, moi j'étais accusé d'être le grand maître de la corruption et de la fraude dans ce pays. Et bien, je dis qu'un seul mot suffit à dégonfler cette énorme imposture. Il y a 28 mois, vous entendez, que la justice informe et différents juges se sont penchés sur le dossier ; il y a 24 mois que la commission d'enquête parlementaire multiplie ses investigations, et il y a 22 commissaires, dont sept Communistes pour cela. Or, à l'heure où je parle, je mets au défi quiconque d'avancer un fait, de démontrer par une lettre, de démontrer par un document, de démontrer même par une démarche, si anonyme soit-elle, qui constitue un commencement de preuve contre moi. Je mets au défi quiconque de trouver cette démarche, ce document ou cette cette lettre, ou ce fait. Il n'y en a pas.

Car vous pensez bien, camarades, que si on avait trouvé le moindre document, capable d'étayer la monstrueuse accusation lancée contre votre camarade, vous pensez bien que, depuis longtemps, voue l'auriez vu affiché sur tous les murs des communes de France. Or, il n'y a rien, il n'y a rien que des ragots, des insinuations, des inteprétations tendancieuses, une casuistique venimeuse, qui ne repose sur aucun fondement matériel,

Et je veux vous donner quelques exemples, camarades. Les journaux-égouts de la Quatrième République (car il y a un certain nombre de journaux qui sont de véritables égoûts) ont répété à satiété depuis le début de cette affaire, que j'avais fait accorder à des mercantils une infinité de licences d'exportation et on précisait même le chiffre, on disait plusieurs centaines de milliers d'hectolitres. Prenez-les en note, camarades, ces chiffres suffisent à couper les jarrets de cette calomnie. Sous le gouvernement du Général de Gaulle, on a distribué 936.000 hectolitres de licences d'exportation et sous mon gouvernement, on a distribué 73.000 hectolitres seulement, douze fois moins, par conséquent, que sous le gouvernement précédent.

Autre exemple: les bandits de plume qui m'attaquent, déclarent que je serais responsable d'une licence dont on a beaucoup parlé et qui s'appelle la licence

Sapvin. Je veux faire à cela également une réponse indiscutable et imparable. Cette licence, savez-vous à quel moment elle a été accordée ?
Ce n'est pas sous mon gouvernement. Elle a été accordée le 26 septembre 1945, et à ce moment là, si vos souvenirs vous permettent de vous le rappeler, je ne suis pas président du gouvernement, mais simplement président de l'Assemblée consultative, et lorsqu'on a fait venir les ministres de l'époque, les fonctionnaires de l'époque, lorsqu'on les a interrogés les uns et les autres, il n'y en a pas un seul, vous entendez, qui ait pu mettre à mon actif une seule démarche, une seule lettre, une seule intervention quelle qu'elle soit, pour l'obtention de cette licence. Voila là encore, par conséqent, qui coupe les jarrets à la calomnie.
Oui, mais on poursuit et on dit : "Mais, dans cette affaire de la licence Sapvin, il y a eu tout de même, à un moment donné, quelque chose à votre cabinet." Camarades, à cela je veux également répondre, par des faits. Car je veux vous mettre à même de répondre vous-mêmes aux campagnes que l'on institue contre nous. L'homme en question, il n'est entré comme attaché de presse à mon cabinet qu'au mois de septembre 1945. Or, le versement dont il a bénéficié, qui était inscrit du reste régulièrement dans les écritures de la maison Sapvin, ce versement dont il dit lui-même que ce n'est pas une soult délictuelle, (ce qui est son affaire, ce n'est pas la mienne), mais ce versement il s'est effectué en Algérie, il s'est effectué en octobre 1945, alors qu'il n'est entré à mon cabinet que deux ou trois mois après, au mois de décembre 1945, et alors que je pose la question : "En vertu de quelle curieuse opération mentale pourrais-je être justiciable d'une affaire et d'un acte qui s'est passé en Algérie, et que personnellement je n'ai connu qu'au mois d'octobre 1945, c'est-a-dire un an après qu'il se soit produit et que j'ai connu uniquement au moment où on a ouvert le scandale du vin, car ce n'est qu'à ce moment là que j'ai appris tout cela?"
On ajoute encore, car vous pensez bien que le mensonge appelle invinciblement le mensonge, on ajoute encore, car il faut essayer par tous les moyens possibles de voir si on ne peut pas me prendre en faute, on a essayé de dire que cette fameuse licence Sapvin, elle a donné lieu à une exécution incorrecte, et qu'on a versé au marché noir intérieur des quantités d'hectolitres qui auraient dû être envoyées en Suisse. Je réponds encore par des faits, je réponds encore par des chiffres. Je parle ici sous le contrôle des camarades qui sont à la Commission d'enquête sur le vin et qui connaissent par conséquent l'affaire. On a accordé à la maison Sapvin, par l'intermédiaire du Docteur Ben Genoul (?) qui était le représentant des intérêts algériens à ce moment là, une licence de 200.000 hectolitres. 80.000 hectolitres seulement sont partis d'Algérie pour pénétrer en France, sur lesquels 40.000 hectolitres seulement ont pu être exportés en Suisse, le reste ne l'a pas été parce que nos prix étaient devenus trop chers et alors, le reste de ces 40.000 hectolitres, est-ce que vous croyez que ça a été versé au marché noir ? L'enquête a établi qu'ils avaient été vendus régulièrement au prix normal, au ravitaillement général, si bien que je suis fondé à dire qu'après ce

rapide examen des faits, il ne reste rien de ces ragots, si bien que je suis fondé à dire qu'après tout cela, il n'y a plus qu'insinuations misérables, inlassablement reprises par nos ennemis, il n'y a rien en vérité qui vaille la peine qu'on s'y arrête et il faut jeter sur cela le voile du mépris.

Est-ce que vous croyez véritablement, camarades, que mon adversaire va déclarer forfait? Ce serait singulièrement méconnaître l'esprit de méchanceté qui habite cet homme et il faudrait également oublier que lui, il ne voit le monde qu'à travers les yeux d'un pourceau et c'est pourquoi il est conduit du reste à ajouter, car à tout prix voyez-vous, il faut donner corps à cette légende forgée par lui, et à tout prix il faut que j'apparaisse comme étant en quelque aorte le "Deus ex machina" de toutes les affaires louches, qu'il s'est efforcé d'inventer les unes après les autres, avec une sorte de joie sadique.

Du reste, aidé dans cette malpropre besogne, je m'empresse de le dire, par l'appareil policier lui-même, en l'espèce deux commissaires de police de la sûreté, qui ont été détachés chez lui, qui ont élu domicile chez lui, qui ont suivi servilement ses directives, et dont l'un au moins est devenu son homme… dont l'un au moins a violé non pas une fois, mais dix fois, mais cent fois, le secret professionnel.

Jamais, vous entendez, sous la Troisième République, je le dis comme je le pense, on n'aurait toléré une pareille confusion ou un pareil chevauchement de pouvoirs, et c'est précisément ce moyen d'action exhorbitant que l'on a mis entre ses mains depuis deux ans, en lui permettant d'empoisonner littéralement la vie publique par toute une série d'accusation successives; et ces accusations, on les voit surgir au moment des périodes électorales,parce qu' on veut s'en faire une arme contre le Parti.

De quoi, du reste, ne va-t-on pas m'accuser, voyez-vous, lorsque l'atout majeur dont on s'est servi contre moi, la licence Sapvin, a claqué entre les mains de ce lyonnais qui avait essayé de le jeter dans le jeu? On déclarera, puisque ça ne vaut rien, puisqu'on ne peut plus babiller de ce coté-là, on déclarera, un certain jour, que c'est moi qui protégeait qui était le protecteur de. Malafosse; on oublie seulement deux choses, camarades, c'est qu'il y avait tout de même dans le Parti deux hommes honnêtes, et deux hommes courageux.

Il y en a un, il s'appelle Pineau, qui a eu le courage de dire, et c'est tout à son honneur : "C'est moi qui avait nommé Malafosse, et lorsque je l'ai fait, je ne connaissais même pas encore Félix Gouin."

L'autre homme courageux qui a fait la lumière sur ce point, c'est Longchambon, qui a déclaré n'avoir jamais rien eu, lui personnellement, à reprocher à Malafosse et qui a déclaré que dans ces conditions (il me l'a écrit) je n'avais pas eu à le protéger contre une menace de renvoi. Lorsque Farge essaie d'instituer, essaie de soutenir que je l'ai empêché (ou que j'ai voulu l'empêcher de révoquer M. Malafosse, lorsqu' il l'a fait, une rapide confrontation devant la Commission d'enquête, des camarades pourront le dire) a permis d'établir une fois de plus que M. Farge avait menti, qu'il n'était là comme ailleurs qu'un menteur répétant

inlassablement ses mensonges, parce qu'il sait bien qu'à force de les répéter, ils prennent couleur de vérité.
Changement de front, à ce moment, camarades. L'attaque est à recommencer. Elle recommence, et c'est moi qui, parait-il, serait l'auteur de multiples dérogations au monopole du Pavillon qui ont fourni matière, parait-il, à des poursuites pénales. Et immédiatement, à la demande de bien entendu messieurs les Communistes, c'est notre camrade Jules Moch qui est demandé devant la Commission d'enquete. Lui aussi est un homme courageux, il n'a pas peur de dire la vérité et que dit-il? Mais accusateurs pensent et répandent partout le bruit que c'est moi qui ai fait accorder de multiples dérogations, et il dit : "Version insoutenable, Gouin est précisément un des rares parlementaires qui ne soit jamais intervenu dans des demandes de cet ordre." Et ça, c'est le pavé de l'ours, dans la mare à venin de M. Farge, qui dès lors essaie (et c'est l'explication de certaines attaques de ces jours-ci), de tourner ses batteries contre Jules Moch, l'homme qui en 1937 l'empêchait de crever de faim, lorsque, jeté à la porte de *La Dépêche Dauphinoise*, il sollicitait un emploi au *Populaire* et priait Jules Moch d'intervenir pour lui. J'ai la lettre de Jules Moch à cet égard, il ne s'en souvient peut-être plus, mais je le lui indique. J'ai la lettre et je la lui montrerai.
Car c'est bien Farge qui, aidé de son complice, ce complice policier qu'on lui a offert sur un plateau, c'est M. Farge qui a monter de toutes pièces cette fabulation tragicomique du "Lacydon", qui a fait entrer en transe contre lui les "Moscoutaires", qui venaient de réagir de la belle façon que vous savez à propos de nos grèves du Nord,
C'est à Brest, le 14 novembre 1948, que M. Farge, valet du Parti Communiste, a lancé sa bombe contre Jules Moch. Voulez-vous savoir ce qu'il a dit ce jour là? Il s'est écrié théâtralement à son habitude, car il est très théâtral toujours dans ses attitudes : "Si force doit rester à la loi, je demande que la loi s'abatte sur tous ceux qui commettent un délit. Que fait-on contre le personnage qui a soustrait à l'attention des juges, pour la faire disparaître…" Ecoutez-ça : "... une pièce essentielle, qui eut éclairé tout le scandale du vin ?"
Cette pièce, dit-on, est un faux. Or, c'est sur ce faux que fut irrégulièrement déréquisitionné un navire, et aux termes de la loi, le faux est un crime.
"Aux termes de la loi, celui qui détourne un des éléments sur lequel se fonde le crime est passible des tribunaux, si force doit en toutes circonstances rester à la loi, qu'attend le Garde des Sceaux ", s'écrie Farge, "pour déférer devant un juge d'instruction le minitre de l'Intérieur?"
Camarades, le système est toujours le même. Pour bien mentir il faut voir colossal et frapper à coups redoublés, sans jamais s'arrêter et c'est pour cela, du reste, qu'à peine M. Farge a-t-il prononcé ces paroles, dans un meeting Communiste que M. Duclos et que M. Kriégel-Valrimont les reprennent et battent autour de ces paroles le tam-tam de l'indignation sur commande qui secoue parfois ces messieurs.

Oh, camarades, ne tombez pas dans ce panneau. Tout cela c'est de la mise en scène, tout cela c'est de l'attrape-nigaud et en voici la démonstration extrêmement rapide :
La scène se passe à Marseille, vers la fin de l'année 1945, vous m'entendez : je suis président de l'Assemblée consultative.
L'un de mes collaborateurs recommande un de ses amis au directeur des Transports maritimes de Marseille qui s'appelle M. Gringoire. Il le recommande par une lettre banale, dont M. Gringoire a donné les termes : "Je vous prie, dit la lettre, de recevoir M. Togliani (?), qui a une requête à vous présenter" et suivent quelques paroles de politesse au-dessous desquelles s'étale
la signature : "Félix Gouin"
II y a une seule et unique lettre dans cette affaire et il suffit de constater par le libellé que je viens de vous donner, d'après M. Gringoire, qui en a témoigné sous serment, devant la justice, et son témoignage a été corroboré par deux autres témoignages de collaborateurs de M. Jules Moch, qu'elle ne donne pas du tout la clef du scandale du vin! Cette lettre n'est pas une pièce qui a pu servir de base à la déréquisition du "Lacydon" car, vous l'avez constaté comme moi-même, dans cette lettre il n'est pas question de vin, il n'est pas question de déréquisition, il n'est même pas question du "Lacydon": ce que désire le porteur de la lettre à qui on l'a remise, c'est uniquement se renseigner auprès de M. Gringoire parce qu'il veut acheter un petit bateau et faire du cabotage.
Nous sommes, au moment où la lettre est remise, au mois de janvier 1946, ou à la fin de 1945, et deux ou trois visites espacées se produisent sans que le visiteur, porteur de la lettre, puisse encore dire quel est le bateau qu'il achètera ; ce n'est qu'au mois de mars 1946 qu'il annonce enfin qu'il a jeté son dévolu sur le "Lacydon", qui est un petit yacht de 500 tonnes, réquisitionné, avec lequel il voudrait faire du cabotage. Et alors, M. Gringoire, sans se déplacer, se renseigne à Paris et il apprend à son visiteur que ce bateau ne bénéficiera en aucun cas d'une déréquisition individuelle mais qu'il sera simplement déréquisitionné quand la marine marchande le jugera opportun.
Et alors, camarades, cette déréquisition n'interviendra que le 30 juin 1946. Elle fera partie d'un ensemble qui s'est appliqué à 7 navires différents et, notez la chose, la déréquisition va être faite sans que Jules Moch ait jamais connu la lettre en question qui est restée pendant tout ce temps à Marseille et ce n'est que lorsque éclatera le scandale du vin, c'est-à-dire postérieurement à la déréquisition...

Jules Moch - Je voudrais donner une précision : il n'y a eu aucun texte de déréquisition, ni pour ce bateau, ni pour sept bateaux. Il y a eu une décision d'ensemble de déréquisitionner, à la date du 30 juin, les petits bateaux portant moins de 500 tonnes en port utile.

Félix Gouin - Bien. Par conséquent, les paroles de Moch suffisent à faire éclater le mensonge et lorsque cette lettre est portée, après la déréquisition, à M. Jules

Moch, c’est à ce moment-là qu’on s’aperçoit, que M. Jules Moch s’aperçoit, que ses fonctionnaires s’aperçoivent que la lettre ne porte pas ma signature mais simplement la signature de ce collaborateur dont je vous parlais tout à l’heure. Il a eu la légèreté, au lieu de signer "pour Félix Gouin", en ajoutant un paraphe, de signer purement et simplement, au courant de la plume : "Félix Gouin."
Telle est cette histoire dont on pourrait faire un sketch comique : "Beaucoup de bruit pour rien", car, comme a dit avec force Jules Moch, devant la Commission d’enquête, il n’y a pas de lettre "Félix Gouin" et il n’y a pas d’affaire du "Lacydon".
Toutes ces articulations, voyez-vous, elles ont un air de famille et on y déforme des faits, on y travesti la vérité, on insinue et on bave, bref c’est la mise en oeuvre du "B.A. ba" élémentaire du parfait léniniste, et ce que je demande au Parti c’est de savoir s’il va s’y laisser prendre et s’il va contribuer à donner une apparence de lanterne à ce qui n’est en réalité que vessie malodorante et fumeuse.
Oh, je sais, camarades, mes adversaires n’ont jamais été à court d’imagination et de méchanceté dans cette affaire et, ne pouvant m’incriminer moi-même, car il a été impossible jusqu’à présent de 1’incriminer sur quoi que ce soit et en quoi que ce soit, ils ont décidé de m’atteindre par la bande, par ce qu’ils ont appelé mon entourage.
Je dis tout de suite que cette technique n’a pas le mérite de la nouveauté, voyez-vous. On en a usé autrefois contre Clemenceau, on en a usé autrefois contre le petit Père Combes, on en a usé plus particulièrement lors du régime de Vichy et sous le régime de la Gestapo car il suffisait de faire partie de l’entourage de certains réprouvés pour qu’immédiatement être traité soi-même en coupable.
Et bien, je vous le dis tout de suite, je me refuse, en ce qui me concerne, à ce jeu misérable et méprisable en même temps, car s’il est une conquête révolutionnaire à laquelle nous devons tenir, c’est à la notion des droits de la personne humaine qui est exclusive de toute responsabilité collective, de toute responsabilité privée et qui constitue le seul fondement d’une responsabilité vaKble : la responsabilité personnelle et individuelle et c’est dire que, sur ce terrain, j’attaque celle qui me vise nommément, personnellement et vous venez de voir, par les quelques mots que je vous ai dits, ce qu’il faut en penser et si je ne craignais d’abuser de votre patience, je voudrais tout de même vous mettre au courant, camarades, camarades du Parti, d’une machination monstrueuse que l’on a osé élaborer contre moi, qui n’est pour ainsi dire pas connue, à part quelques initiés, et qui témoigne tout de même de l’acharnement inhumain, féroce, que l’on a mis a essayer de m’abattre, coûte que coûte, car dans l’une des innombrables affaires qui ont été inventées de toutes pièces par M. Farge, toujours aidé, bien entendu, de son policier personnel, un faux en écritures publiques celui-là, on relève celle-ci que je raconte tout au long dans cette brochure que vous avez reçue : *Gringoire est toujours en vie* ;
"Il y a un postier, c’est encore un Communiste, naturellement, il s’appelle Ambroise qui, un jour, trahi le secret professionnel et va faire quelques

confidences à Farge en disant qu'il y avait un nommé Aubry qui tenait un certain nombre de conversations téléphoniques suspectes; et ce postier avait relevé parmi ces conversations téléphoniques suspectes une au cours de laquelle M. Aubry se plaignait de n'avoir reçu qu'une Commission insuffisante dans une affaire de vin, de 300 000 francs. Et alors, sur la plainte théâtrale de M. Farge, qui vient déclarer qu'on n'a pas instruit ce dossier, qu'il avait transmis, lui, à la Sûreté, sur la plainte de M. Farges, le parquet ouvre une enquête sur la déposition de ce postier.

Savez-vous ce qu'il s'est passé ? Et bien, on envoie au parquet, non pas l'original de la déposition, de la plainte qui a providentiellement disparu à ce moment-là, mais on envoie au parquet la copie de cette déposition originale et, sur cette copie, au lieu d'insérer que c'était M. Aubry qui se plaignait d'une Commission insuffisante de 300 000 francs, on surfrappe à la machine le nom d'Aubry, on le remplace par le nom de Gouin, si bien que lorsque le parquet reçoit la lettre, il lit que Gouin se plaignait de ce qu'une Commission insuffisante de 300 000 francs lui avait été versée dans une affaire de vin de Gaillac.

Et c'est sur cette copie truquée, faussée, qui était un faux manifeste, qui a été reconnue par le tribunal correctionnel auquel il a suffit d'ouvrir le dossier pour voir de façon très claire, c'est sur cette pièce fausse qu'on a poursuivi contre moi, qui l'avait demandé, du reste, car saisi de l'incident, j'ai dit: "Qu'on aille jusqu'au bout et qu'on instruise cette affaire où il y avait encore une machination de Farge!", et alors, de mai 1947 à janvier 1948, l'instruction s'est poursuivie sur cette pièce truquée et sur cette pièce fausse et ce n'est qu'au mois de janvier 1948 que, par hasard, nous ne savons dans quelles conditions, l'original a réintégré la place qu'il devait avoir et c'est alors qu'on s'est rendu compte qu'il y avait eu beaucoup de battage autour du nom de Gouin dans cette affaire alors qu'il n'était question que d'un nommé Aubry, et cela a fini par un non-lieu général.

Or, savez-vous, camarades, que le dossier de cette affaire n'a quitté le cabinet de M. Farges que pour aller au cabinet du juge d'instruction et c'est vous dire, par conséquent, que j'ai été fondé à accuser devant le tribunal correctionnel de la Seine, M. Farge d'être l'auteur de ce faux en écritures publiques.

Pensez-vous, camarades, que le parquet se soit ému ?

Pensez-vous que le tribunal correctionnel devant lequel on a fait cette preuve d'un faux échaffaudé contre un homme pour le perdre, pensez-vous que le tribunal correctionnel ait cherché à faire la lumière sur cette machination? Pas le moins du monde !

Et alors qu'il en a été longuement question dans mon procès, aucun journal n'y a fait allusion, car il est entendu, paraît-il, sous notre Quatrième République, qu'on peut tout se permettre dès l'instant qu'on est la cible du Parti Communiste, et je suis d'autant mieux fondé à dire cela que lors de mon procès contre Farge, on a vu s'étaler des compte-rendus aussi complets que tendancieux dans cette preuse à tout faire qui sait bien, hélas, que la boue se vend davantage

que le clair, et cela, bien entendu, en violation de la loi qui est formelle et qui interdit la reproduction des procès en diffamation.
Eh bien, camarades, contre tout cela, le Parti n'a rien dit. Le Parti, je l'avais saisi par des brochures, j'ai saisi les camarades du Parti. Le Parti a toléré, accepté qu'ainsi on fasse un faux contre un homme. Et pendant ce temps, je dois le dire à mes camarades, je me battai tout seul, car jamais je n'en ai appelé à la solidarité du Parti pour me défendre contre ceux, croyez-le bien, qui ne sont pas seulement mes ennemis, mais qui sont également les ennemis du Parti, car il ne faut pas que vous vous y trompiez (c'est ma conclusion) il n'y a pas d'illusions à se faire: l'attaque qui a été commencée contre moi en septembre 1946, à travers laquelle on a essayé de nous atteindre, cette attaque va se développer et va s'élargir en une vaste offensive contre la République, par tous les moyens.
Jules Moch pourrait vous le dire, on va s'efforcer d'atteindre les uns après les autres ceux qui émergent, tous ceux qui sont à la pointe du combat. On a déjà commencé à ouvrir le feu contre Pineau, contre Moch, contre Ramadier,contre Le Bail, bien d'autres suivront encore, car la calomnie, elle a toujours été l'arme de choix des ennemis de la démocratie; on en fit un très large usage pendant les grandes journées révolutionnaires, on a continué, naturellement, sous la Troisème République, en visant toujours la tête: Gambetta, Clémenceau, Emile Combes, Jean Jaurès. Les procédés sont les mêmes, ceux qui les manient ont simplement changé de défroque; hier, c'était Basile en soutane qui usait de la calomnie, aujourd'hui, c'est Basile vêtu en moujik russe.
C'est au Parti de voir s'il va s'introduire dans cette campagne et s'il va se laisser duper par cet hypocrite étalage de vertus!
Il ne cache en réalité, vous le savez bien, que les plus sordides des calculs.
Quant à moi, je vous le dis, je sui s farouchement résolu à continuer à me battre car je n'ai encore, pour l'instant du moins, je n'ai pas encore épuisé mes réserves de courage qui sont en moi et je pense que, tout de même, il ne sera pas dit que le Parti ne défendra jamais que ceux qui sont morts et qu'il défendra tout de même un jour les vivants.
Pour ce combat, voyez-vous, que je mènerai jusqu'au bout, eh bien, je n'ai que faire, moi, des habiles ou des trembleurs qui sont prêts à subir la dictature du mensonge, la dictature de la calomnie. Le calvaire que j'ai mené depuis plus de deux ans, il a été terriblement dur, je vous prie de le croire et si à certains moment j'ai eu quelques défaillances, il m'aura permis tout de même de connaître, ce combat, en même temps que la méchanceté, et en même temps que l'ingratitude humaine, l'amitié courageuse et spontanée, je dois le dire, des humbles qui savent bien, eux que n'effleure jamais aucune espèce de bassesse et aucune espèce de calcul, qui savent bien que je n'ai pas démérité, camarades !
L'homme qui est à cet a tribune, il y a 45 ans qu'il est dans la Parti, il y a 39 ans qu'il siège dans des assemblées départementales des Bouches-du-Rhône, il y a 36 ans qu'il est maire de sa petite commune, il y a 25 ans qu'il est député à l'Assemblée Nationale, et j'ai sans cesse été réélu avec des majorités croissantes.

Est-ce que vous croyez vraiment que les gens qui m'ont vu vivre depuis un demi siècle, est-ce que vous pensez que vraiment ces gens ne me connaissent pas et qu'ils ne se rappellent pas, eux, que lorsque la guerre dernière s'est déclenchée, j'ai été de ceux rares alors (j'ai tout de même le droit de rappeler cela contre mes ennemis) qui ont témoigné de la force et de la qualité de leurs sentiments Socialistes par le vote historique que j'ai émis à Vichy.
Lorsque la défaite s'est abattue sur nous, j'ai le droit également de rappeler contre toutes les vilennies dont on a essayé de m'accabler, qu'avec quelques amis très chers, nous avons tout de même repris le combat pour la liberté humaine, pour l'indépendance de la patrie,
Savez-vous combien nous étions au départ pour reprendre ce combat? Nous étions 8, 8 à Nîmes, vous entendez ?… (applaudissements)… et je pourrais vous en citer les noms.
J'y étais, amarades, et j'ai l'orgueil de penser que ce que j'ai fait ensuite à Londres d'abord, délégué du Parti là-bas, et à Alger ensuite, n'a peut-être pas été inutile à la résurrection de la démocratie.
Je n'ai donc, par conséquent, que pitié et mépris, m'entendez-vous, pour ceux qui pourraient croire que j'aurais oublié, que j'aurais sali tout ce passé pour de sordides appétits matériels, alors que l'on sait bien que cela ne m'a jamais effleuré, tout ce passé qui, je dois le dire, est non seulement ma joie, mais également dans les heures tragiques que j'ai vécues, ma consolation et c'est pour cela, camarades, que je voulais faire aujourd'hui cette très simple mise au point car il faut que cesse enfin ce qui a été tramé contre moi, et c'est pour cela camarades, que quelle que soit mon amertume, elle est grande parfois, je vous l'assure, quelque pesante également que soient l'injustice et la haine sous lesquelles on essaie de m'accabler, c'est parce que tout de même j'ai derrière moi un demi-siècle de lutte pour le Parti que je garderai, du moins je l'espère, assez de ténacité, assez de volonté, assez de courage pour poursuivre la tâche à laquelle je me suis voué et que, sans peur et sans défaillance, dans cette bataille contre le mensonge et contre la calomnie, je suis certain qu'à force de volonté qu'à force de ténacité, la raison et la justice finiront bien par avoir raison.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Depreux pour cinq minutes.

Edouard Depreux

J'avais toutes sortes de raisons de penser que ce débat pénible serait évité. J'ai reçu des visites, des conseils, affectueux, cordiaux, par un très grand nombre de camarades et d'amis sûrs, qui m'avaient expliqué que, quoique je pense sur le fond, il valait beaucoup mieux ne pas saisir ls Conseil national d'un différend pour lequel la Commission des conflits est régulièrement saisie, devant laquelle j'ai déposé pendant deux heures jeudi et où l'on viendra s'expliquer en toute liberté devant la justice Socialiste.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Encore au début de ce Conseil national, lorsque j'ai vu l'ordre des orateurs, j'ai fait remarquer à Métayer que ce n'était pas par un hasard que Gouin soit inscrit après moi; et j'ai dit : "S'il veut faire allusion aux événements, je suis obligé en quelques minutes, d'expliquer la situation." On m'a dit : "Non, Gouin n'en parlera pas."

Gouin a parlé et nous n'allons pas, ici, dans un Conseil national, où nous ne sommes pas très sûrs qu'il n'y ait pas quelquefois des oreilles partiellement indiscrètes, plaider complètement un dossier, humainement, croyez-moi, trop douloureux.

La Commission des conflits n'est pas du tout saisie seulement du scandale du vin, elle est saisie d'un certain nombre de faits qui, à mon avis, établissent largement que Gouin a causé un préjudice énorme au Parti et que sa place est en dehors, car la justice Socialiste doit être égale pour tous, pour le petit militant qui a commis une peccadille, et pour un homme chargé de lourdes responsabilités, elle aurait dû agir, dans beaucoup de cas, avec moins de légèreté qu'elle ne l'a fait.

Il est arrivé dans beaucoup de Conseils nationaux que des orateurs déclarent qu'ils avaient l'intention de soulever la question, il a été répondu, et en termes expressifs, que Gouin allait reprendre sa liberté, quitter le Parti pour se défendre seul, et quand l'affaire serait terminée, on verrait s'il devait revenir au Parti,

Je suis de ceux qui avaient trouvé cette solution équitable, excellente, à tous égards, et qui avaient demandé à ces camarades de se taire.

Gouin n'a pas quitté le Parti. Il reprend depuis quelque temps une activité considerable; il intervient avec beaucoup d'autorité devant le groupe parlementaire. Sur la question de savoir si Gouin est une cible du Parti Communiste, la Commission des conflits examinera à quel moment il a été, pour le Parti Communiste, un trés grand, espoir, qu'on ménageait sciemment, au moment où il me déclarait, à moi: "Je ne te permets pas de mettre en doute le patriotisme de Maurice Thorez", car le Parti Communiste avait fait des calculs à longue échéance, vis-à-vis d'un Gouvernemsnt, Gcin et Thorez, c'était, la chose la plue efficace pour servir le Parti Communiste, pour des raisons que j'ai indiquées à la Commission des conflits et que je suis à la disposition de Gouin pour exppliquer encore à la Commission des conflits en cas de confrontation avec lui.

J'indique là les raisons pour lesquelles Gouin se met à intervenir maintenant, et pourquoi il pourrait avoir la modestie de ne ras parler des rapports du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

D'autre part, Gouin se plaint que le Parti n'est pas défendu, je lui réponds spécialement: le Comité directeur par 14 voix contre 22 et sur le témoignage d'un camarade qui ira dire ce qu'il sait devant la Commission des conflits, a refusé, M. Gouin, la moindre manifestation de sympathie. Nous nous sommes tus. Maintenant, camarades, la justice ira jusqu'au bout et je me libérerai la conscience en disant tout ce que j'ai à dire.

Le président - La parole est à Guy Mollet, et à Guy Mollet seul.

Guy Mollet - Il n'est pas possible que ce débat continue.

Edouard Depreux - Ce n'est pas moi qui l'ai soulevé.

Félix Gouin - C'est toi qui l'as commencé. C'est contraire à la tradition et aux mœurs du Parti d'attaquer les absents et je n'étais pas là.

Guy Mollet - Je voudrais que les uns et les autres se taisent et entendent là-dessus ce qu'était la position du Comité directeur.
Lorsque ces incidents ont était de nouveau évoqué aujourd'hui, je me suis demandé pour quoi ces incidents.
(Applaudissements)

Edouard Depreux - On m'avait promis que cela n'aurait pas lieu.

Guy Mollet

Lorsque les incidents sont venus devant le Comité directeur, il y a presque 18 mois, deux ans, je ne garantis plus les dates, le Parti, le Comité directeur se trouvaient en face de trois attitudes possibles, que je voudrais évoquer rapidement, chacune séparément. La première consistait à solidariser entièrement, avec un camarade attaqué. C'est une conception que l'on peut avoir. On peut mêe, dans l'esprit de certains d'entre nous, peut-être, faire ce reproche au Comité directeur de ne pas l'avoir fait, d'avoir dit: "Un des nôtres est attaqué. La solidarité entière exige que l'on soit derrière lui, que nous nous lancions dans une bataille derrière lui."
C'était une attitude possible.
Il en est une deuxième, celle qui consistait à condamner, à se désolidariser totalement et à demander au camarade accusé de se consacrer seul à sa défense s'il la jugeait possible, mais de ne pas laisser le Parti supportés les coups contre lui.
Nous avons voulu entendre les uns et les autres. Le Comité directeur a voulu consacré plusieurs séances à l'audition des uns et des autres. Il est apparu à la majorité du Comité directeur qu'il se trouvait en face de propositions tendnat l'une à se solidariser totalement, l'autre à se désolidariser totalement. Il s'est trouve, après les auditions diverses dans l'impossibilité tout au moins, sa majorité a estimé qu'il était dans l'impossibilité de prononcer un jugement. Les renseignements étaient, tellement contradictoires qu'il était impossible de condamner, car rien ne pouvait être retenu contre la personne même de Gouin, et que par contre les accusations étaient assez sérieuses d'apparence et semblaient être portées contre un certain nombre d'hommes de son entourage. La majorité du Comité directeur a estimé que puisque les organismes réguliers étaient saisis, d'une part, la justice, par la voie judiciaire, d'autre part, l'opinion publique,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

l'opinion politique, par la voie de la commission d'enquête, il appartenait au Parti d'attendre le jugement.
Depuis 18 mois, un an, six mois, on a senti décroître l'offensive de nos adversaires sur ce terrain, comme si le terrain n'était pas sûr, peut-être, toujours est-il que l'offensive a décru. Et voilà, à la veille d'une campagne électorale que le problème est reposé de nouveau et cette fois ce qui est grave, c'est qu'il n'est pas reposé de l'extérieur mais de l'intérieur du Parti.
J'ai deux regrets à émettre : le Comité directeur l'a dit à notre ami Depreux, sans prendre position; il a dit qu'il avait regretté que ce problème ait été posé de nouveau devant le Parti, à une heure pour le moins inopportune, et s'il avait dû être reposé, dans l'hypothèse où un de nos camarades, Depreux ou un autre, aurait au fond de sa conscience des scrupules, je les comprendrais; comme je comprends les scrupules de conscience des uns et des autres, de celui qui est accusé et qui se sent injustement accusé, conme le scrupule de celui qui croit avoir des preuve et je dis qu'à ce moment là ce n'était pas devant des audiences politiques que le problème devait être apporté, mais devant les organismes réguliers: c'est-à-dire devant la Commission des conflits.
(Applaudissements)
Camarades, c'est un sujet sur lequel il n'est pas question d'être applaudi des uns ou des autres.
Si on avait pu agir ainsi la santé morale du Parti en aurait été meilleure. Je dis qu'il est assez étrange que l'on puisse à la fois reprocher au Parti un certain nombre de défaillances devant les difficultés qu'il rencontre, si on n'a pas en même temps la volonté de s'opposer à créer de nouvelles difficultés.
(Applaudissements)
Nous avons regretté que le débat vienne devant d'autres assemblées que celle-ci, c'est la raison pour laquelle je me suis évertué, depuis deux ou trois jours (je m'excuse du manque de modestie), nous nous sommes évertués avec un certain nombre de camarades, qui pouvons être différents dans nos conceptions, pour faire l'impossible. Je vois ici quelqu'un qui m'appuie et qui soutient parfois une position différente de celle que je défendrai ce soir, mais qui a fait les mêmes efforts que moi pour éviter que le débat vienne ici.
C'est la raison pour laquelle ce matin, après d'autres, j'ai demandé à Depreux que cela ne vienne pas. Si je lui ai fait le reproche de l'avoir appointé devant une autre assise, je le remercie de ne ras l'avoir apporté ici.

Edouard Depreux - Je t'ai dit que tu n'avais pas à me le demander, que j'avais l'intention de ne pas faire allusion ici, que la Commission des conflits étant saisie j'avais le devoir de tout dire.

Guy Mollet - Notre camarade Gouin, prenant état de ce qu'une autre assise, tenue par le Conseil fédéral de la Seine avait été saisie, s'est refusé, malgré le fait que je lui avais demandé, à prendre la parole sur ce problème aujourd'hui, je

le regrette là aussi je le regrette. Il l'a fait, il a parlé. Depreux a dit quelques mots.
Camarades, vous pourriez les entendre pendant toute l'après-midi, et la journée de demain, vous seriez comme moi, comme nous tous, à la fin du débat, dans une situation terriblement douloureuse, dans les deux sens, mais dans la même incapacité de prononcer un jugement; c'est pourquoi, en regrettant que ce soit venu, convaincu que l'on veut faire du mal au Parti, convaincu que la presse de demain ne dira pas ce qu'ont été nos résolutions politiques, mais ne parlera que de cette heure stupide que nous venons de vivre, je dis que cela a assez duré et que ni Depreux ni Gouin ne doivent prendre la parole sur ce sujet, qu'aucun ne doit en parler et qu'il faut revenir maintenant au débat qui était à l'ordre du jour, c'està dire la situation critique intérieure française.
(Applaudissements)

Le président (Métayer) - Pour la séance d'après-midi, la carte du Parti sera exigée, en même temps qus les titres de délégation.
Camarades, la séance reprendra à 15 heures 30

Parti Socialiste SFIO
Conseil national - 27 février 1949

Séance de l'après-midi.

La séance est ouverte à 15 h45 sous la présidence de M. Jules Moch.

Le président (Jules Moch) - La séance est ouverte.
Je demande aux camarades au fond de la salle de prendre place.
La parole est à Tanguy-Prigent puis à Leenhardt.
J'indique aux camarades qu'il y a 12 orateurs inscrits. Il faudrait que le débat puisse être terminé vers 18h30 dans l'espoir que la Commission des résolutions puisse rapporter à ce moment et éviter une séance de nuit. Je leur demande donc d'être aussi brefs que possible afin d'éviter d'avoir à imposer ensuite une limitation du temps de parole. La parole est donc à Tanguy-Prigent et ensuite à Leenhardt.
La liste des orateurs est close.

François Tanguy-Prigent
Mes chers camarades, si je prends la parole cet après-midi, c'est en tant que rapporteur mandaté par la Commission nationale agricole du Parti. Je veux, rappeler à ce sujet que la Commission nationale Agricole, qui avait connu une période d'apathie, pendant les mois d'été, a recommencé à fonctionner à partir au mois d'octobre dernier, et nous pouvons dire que depuis, elle fonctionne d'une façon extrêmement efficace et que les réunions que nous tenons tous les jeudis soirs de 21 heures à minuit réunissent un grand nombre de camarades,

Fondation Jean-Jaurès

étudient des problèmes importants, soit d'actualité soit de fond et de doctrine et peut ainsi permettre, d'une part, de rendre le travail parlementaire plus efficace et, d'autre part, de fournir également des arguments, de la documentation à nos camarades des fédérations et aussi de leur demander sous forme de questionnaires de participer à l'élaboration du programme du Parti et enfin de nous donner des indications sur les attitudes qu'ils nous demandent de tenir soit sur le plan législatif, soit dans les organisations agricoles, syndicales ou coopératives.

Nous pouvons donc dire que l'activité de la Commission agricole fonctionnant d'après les principes renouvelés sur des bases nouvelles, a été un plein et même un gros succès et que nous y avons organisé un travail en équipe qui est certainement la meilleure formule pour permettre d'atteindre les résultats des buts que nous nous sommes fixés.

D'ailleurs, les interpellations sur la politique agricole qui ont eu lieu il y a quelques jours à la Chambre ont démontré que, contrairement à ce qui s'est passé souvent (et Depreux le rappelait ce matin) nous n'avons pas été absents du débat, plusieurs camarades sont intervenus, ont fait d'excellentes interventions, mais sans se répéter, parce que nous avions, à la Commission centrale, préparé ensemble les interventions en divisant le travail, en demandant à chacun de se cantonner dans la fraction, dans la partie qui lui était assignée et également, à la suite d'un échange de vue assez prolongé, nous avons fait le point, le recensement en quelque sorte des arguments que nous devions employer, ainsi que les questions que nous devions poser et enfin les suggestions constructives que nous devions apporter à la tribune du Parlement.

Cependant, on nous fait quelques reproches, soit par lettre (des reproches amicaux et affectueux d'ailleurs) soit au cours de la journée de travail qui s'est tenue hier de 9 heures du matin à minuit. Je dois dire d'ailleurs qu'on y a bavardé beaucoup moins dans les petits coins et que nous avons eu affaire à une réunion extrêmement sérieuse où tout le monde sentait qu'il fallait ni perdre son teups ni négliger les arguments ou les suggestions ou les critiques qui pouvaient être apportés par les orateurs qui se sont succédés.

Les reproches qui nous ont été faits sont particulièrement les suivants: on nous a dit: "il parait que la Commission centrale agricole fonctionne bien, se réunit tous les jeudis, fait du travail utile avec le concours des camarades techniciens des questions agricoles, rurales, économiques habitant Paris ou la Seine ou la région immédiate et aussi avec les camarades qui, venant aux réunions des organisations nationales de l'agriculture, sont souvent à Paris le jeudi, mais, "a-t-on ajouté, "nous ne sommes pas très au courant de votre activité, nous voudrions être informés régulièrement, nous voudrions que vous nous envoyiez des comptes-rendus de vos travaux, que vous nous envoyiez des arguments, des suggestions et de la documentation."

Ce reproche est justifié, mais si nous n'avons pas pu faire mieux depuis le mois d'octobre, c'est parce que, vous le savez très bien (le Trésorier fédéral le sait encore mieux) le Parti connaît des difficultés d'ordre matériel dont il a le droit

d’être fier, mais qui, par ailleurs, constitue un lourd handicap dans la travail de propagande des documentations; la Commission agricole fonctionne sans absolument aucune aide matérielle, ce qui fait qu’il nous est difficile d’assumer des frais d’impression ou même les frais de tirage à la ronéo de documents importants.

Mais je puis dire que, dans ce domaine, il y a eu une amélioration; j’en remercie, d’une part, la Direction du Parti, qui veut bien nous aider; ils ont raison de voir d’abord si cela donne des résultats et, devant l’efficacité des travaux de la Commission centrale, ils nous aident en ce qui concerne les travaux de secrétariat. C’est un peu l’aide en nature qui consiste à assurer une partie du travail matériel pour le courrier et la documentation par le personnel du Parti.

Je remercie également le groupe parlementaire et j’espère que bientôt je pourrai remercier "les" groupes parlementaires, mais je remercie le groupe parlementaire de l’Assemblée Nationale qui, lorsqu’il s’agit de préparer des impressions à la ronéo, nous a promis également, et à commencé d’ailleurs à tenir ses promesses, d’exécuter le travail de manière à ce que nos camarades de province soient tenus au courant de nos travaux er puissent, à leur tour, nous envoyer leurs suggestions, leurs arguments et aussi les comptes-rendus sur la situation locale ou départementale.

Par conséquent, nous avons amélioré cette liaison avec les Commissions agricoles fédérales; nous allons nous documenter d’une façon plus complète et plus intense, mais je voudrais alors, aussi au nom de la Commission centrale, demander aux camarades des fédérations, demander particulièrement aux secrétaires fédéraux, de tenir compte de ce que nous leur avons demandé d’un autre côté, car, en effet, s’il y a des fédérations (et je les en félicité très vivement) qui ont organisé à notre demande des Commissions agricoles fédérales et qui, d’autre part, ne se sont pas contenté de les constituer mais les font travailler, s’il y a des fédérations qui ont désigné des responsables agricoles fédéraux, s’il y a des fédérations qui ont eu la bonne idée de mettre ce responsables agricole fédéral dans le Comité fédéral ou la Commission exécutive départementale, beaucoup d’autres fédérations, malheureusement, n’ont pas fait ce travail d’organisations et ces fédérations là n’ont évidemment pas le droit de nous adresser des reproches. Seulement, je veux leur dire très amicalement qu’ils n’ont pas le droit de rester dans cet état d’inertie, qu’ils doivent aussi contribuer à l’effort commun du Parti, dans ce domaine, comme dans les autres.

Maintenant, je voudrais vous parler rapidement (aussi rapidement que possible) des travaux de la Commission agricole nationale plénière, réunie hier, comme je vous l’avais dit, de 9 heures du matin à minuit.

Nous avons examiné bien sur le problème posé par la crise agricole actuelle et examiné cela non pas (je vous prie de le corire) sous l’angle étroit de je ne sais quel corporatisme, mais sous l’angle de la situation économique générale de la France et de l’Europe, et également en nous inspirant à chaque instant de la

pensée Socialiste, qui ne doit pas partager en clans, séparer en fractions, cloisonner les diverses catégories de travailleurs.
Nous avons, d'une part, parlé de la fiscalité agricole et nous avons considéré que l'accord qui est intervenu ces derniers temps au groupe parlementaire et aussi entre le groupe parlementaire et les éléments de la majorité était satisfaisant lorsqu'il dit qu'en ce qui concerne la fiscalité agricole, il est absolument impossible de mettre en place, en cours d'exercice budgétaire et fiscal, en cours d'année, un système entièrement nouveau, bouleversant l'assiette de l'impôt et le mode de calcul et que, par conséquent, il y avait lieu pour 1949 de rechercher simplement le moyen d'assurer des recettes fiscales normales, mais en tenant compte de la situation réelle des exploitants, c'est-à-dire que les agriculteurs qui sont frappés non seulement par l'effondrement de certains prix agricoles, mais quelquefois par une mévente totale de certains produits, doivent, bien entendu, être détaxés, mais nous avons pensé aussi qu'il y avait lieu de créer des recettes compensatrices et nous proposons de créer une surtaxe exceptionnelle pour 1949. Nous disons "exceptionnelle ou temporaire" parce que nous voudrions que la véritable réforme fiscale soit en place le 1er Janvier 1950; une surtaxe exceptionnelle frappant au-dessus d'un certain revenu cadastral la grosse exploitation.
Je tiens à dire à ce sujet que je ne suis pas et que nous ne devrons pas être, au Parti Socialiste, de ceux qui dressent systématiquement, surtout sur le plan technique ou économique, la petite exploitation contre la grosse et réciproquement, mais en demandant une surtaxe frappant la grosse exploitation, nous demandons quelque chose de parfaitement justifié, car, en effet, il arrive très souvent que les grosses exploitations, les gros exploitants, qui auraient le moyen de tenir une comptabilité ou de payer un comptable pour faire la comptabilité à leur place, finissent trop facilement par se soustraire à leur devoir fiscal, alors que les petits exploitants, imposés au forfait d'après le revenu cadastral, sont frappés dans tous les cas, que leur récolte soit bonne ou qu'elle soit mauvaise, que leurs recettes soient importantes ou qu'elles ne le soient pas.
Par conséquent, nous estimons qu'il y a lieu là d'imposer une surtaxe et je dis qu'elle sera établie d'après le revenu cadastral, c'est-à-dire au-dessus d'un certain revenu cadastral à l'hectare et non pas d'après la superficie,
Il estévident, par exemple, que dans le Nord qui est le département où le revenu cadastral est le plus élevé parce que la terre est la plus riche, une terre de 25 à 30 hectares constitue déjà une ferme donnant de grosses recettes à l'exploitant, certainement plus importante que les recettes d'une exploitation de 60 à 80 hectares dans la Lozère.
Ce n'est donc pas la notion de superficie qu'il faut retenir, mais la notion de rendement à l'hectare et, pour le moment, nous n'avons pas d'autres moyens pour calculer àe rendement moyen à l'hectare que de tenir compte du revenu cadastral, certes un peu désuet et un peu vieux. Il faudra, réviser le plus tôt possible, et ceci fait partie alors de notre désir d'aboutir à une véritable réforme fiscale rapidement,

Il y a une deuxième raison pour laquelle il n'est ni démagogique ni injuste de surtaxer la grosse exploitation, et ceci, si les camarades écoutaient... mais enfin, je vais quand même parler, ne serait-ce que pour la sténotypiste… si les camarades ocouraient, ils sentiraient avec moi....

Le président - Je demande un peu plus de silence au Congrès; ce que dit notre ami Tanguy mérite d'être entendu!

François Tanguy-Prigent - ... les camarades penseraient avec moi qu'il y a une certaine ironie à constater qu'en ce moment, la grosse exploitation est assurée de maintenir des recettes, car, en effet, si ce sont les régions de petites cultures et de polycultures d'exploitations familiales petites et moyennes, qui sont frappées par la mévente ou l'effondrement de certains prix,par contre, dans les régions de grosse exploitation, d'une façon à peu près générale, on se livre sur une large échelle à la production, à la culture du blé et de la betterave sucrière et il se trouve que des lois, des textes Socialistes assurent aux producteurs de blé et betterave sucrière un prix de vente qui ne peut jamais être inférieur au prix de revient, qui est toujours, même, supérieur, puisqu'on ajouts au prix de revient le bénéfice normal de l'exploitant.
Voilà donc les deux raisons qui font que nous demandons d'établir une surtaxe sur la grosse exploitation au-dessus d'un certain revenu cadastral pour que le dégrèvement indispensable des petits polyculteurs, des petits exploitants familiaux frappés par l'effondrement des cours et la mévente ne se traduise pas par une rentrée moindre de finances et, par conséquent, pour que le budget de l'Etat ne soit pas victime de cette réduction justifiée et indispensable des impôts d'une certaine fraction de la paysannerie française.
Et alors, nous demandons en outre que pour 1950 une véritable réforme fiscale soit réalisée; je n'entre pas dans le détail, ce serait trop long et fastidieux, mais il est certain qu'il faut établir un régime fiscal qui aboutisse à demander à chacun un effort proportionnel à ses recettes ou à son bénéfice suivant qu'on retient la notion de revenus, de recettes totales brutes d'exploitation, ce qui est la proposition de nos camarades Ibarodo et Gossard, auquel cas il faut en retirer les frais d'exploitation, les charges sociales et l'amortissement, ou que l'on retienne la notion du bénéfice, ce qui resterait plus près de l'ancien système.
Voilà ce que je voulais dire sur la question fiscale. Nous avons fait l'unanimité hier à la Commission agricole; je ne pense pas que le Conseil national désire engager un débat là-dessus et qu'il pourra faire confiance aux camarades des groupes d'étude agricole ou du groupe d'étude des questions financières et des parlementaires pour mener cette affaire-là jusqu'à un résultat satisfaisant.
Et j'en arrive alors à ce qui est à nos yeux plus important: c'est le problème économique.
Il est certain qu'il y a en ce moment dans certaines régions une crise agricole grave due, comme je viens de le dire, à l'effondrement de certains prix agricoles

et même à la mévente totale de certains produits tels que les pommes de terre ou certains légumes dans les régions de production intense.
En face de cela, les prix industriels ne cessent d'augmenter, ainsi d'ailleurs que les charges sociales.
Les interpellations qui ont eu lieu à la Chambre ont souligné les aspects de ce problème dans l'immédiat et je ne veux pas m'attarder là-dessus. Ce que je veux faire ici au nom de la Commission agricole, c'est, d'une part, essayer de vous dire quel doit être le comportement des Socialistes, et je dis alors de tous les Socialistes, qu'ils soient des militants ruraux ou des militants urbains devant ce problème et quelles sont les solutions que nous devrons préconiser.
D'un côté, nous devons dire aux cultivateurs, avec force et non avec méchanceté, qu'ils ont eu tort depuis la libération de suivre les libéraux ou les néo-liberaux, c'est-à-dire les radicaux, les modérés, les R.P.F. et les staliniens qui ont fait une démagogie effroyable contre nous, à l'époque où, en raison de la pénurie et de l'inflation, on pouvait vendre à n'importe quel prix, les consommateurs, d'ailleurs, se livrant entre eux à une surenchère effrénée, car nous avons vu dans certaines régions monter le prix du beurre, des oeufs ou du lait à des tarifs astronomiques et là il n'y avait pas d'intermédiaires du tout, c'étaient les consommateurs qui se rendaient à bicyclette ou à pied dans les fermes et les consommateurs privilégiés payaient plus chers que le manœuvre. Le contremaître n'héistait pas à dire aux cultivateurs: "refusez votre beurre ou vos œufs à tel auxiliaire ou à telle ménagère qui a moins d'argent pour me les vendre à moi un peu plus chers."
A ce moment-là, nous avons dit que s'il fallait adapter les prix taxés, comme le blé ou la betterave sucrière, au prix de revient réel de l'exploitant, par contre il fallait s'opposer à la hausse excessive de certains autres produits, tels que la viande, les pommes de terre, les légumes eh bien d'autres produits. Nous leur disions: "en ce moment, en vous livrant à cette surenchère, d'une part vous manquez à votre devoir de solidarité vis-à vis des travailleurs des villes, puis par ailleurs, vous faites une sottise, une sottise pour plusieurs raisons: la première c'est que vous allez gagner des billets de banque au moment où il n'y a rien d'utile pour l'exploitation agricole à acheter sur le marché industriel ou des produits manufacturés; vous allez tout simplement provoquer la hausse de l'ensemble du coût de la vie et la dévalorisation de la monnaie qui se retournera finalement contre vous. D'autre part, vous allez détruire les organisations que nous avons mises sur pied pour protéger le consommateur en période de pénurie, mais aussi, pour protéger le producteur en période d'abondance et lorsqu'alors les ruines de la guerre étant un peu réparés, surtout en ce qui concerne la production agricole, lorsqu'à nouveau le volume des marchandises compensera à peu près le volume des besoins, quand vous aurez tout démoli, les organisations, les offices, les coopératives, vous serez livrés pieds et poings liés, livrés sans défense à la spéculation qui, ce jour-là, jouera à la baisse au lieu de.jouer à la hausse." Et aujourd'hui, nous avons le droit de leur dire que ce temps est arrivé, que ce que nous avions dit et prédit très facilement s'est produit

tandis qu'au contraire les deux secteurs dont je parlais tout à l'heure protégés par une législation Socialiste, c'est à dire le blé et la betterave sucrière, dont les prix de vente minima sont garantis par les pouvoirs publics après examen avec l'ensemble des parties intéressées, suivant la formule tripartite, ces deux produits sont assurés de ne pas connaître l'effondrement et de ne pas connaître la mévente.

Il faut dire également qu'en faisant cela, en vous laissant aller à cette surenchère, ou plutôt en acceptant de profiter de cette surenchère, surenchère qui provenait des consommateurs privilégiés, des commerçants, des agents du marché noir et même trop souvent des coopératives d'usine et d'administrations, en vous laissant entraîner ainsi, vous allez également provoquer des revendications, donc de l'agitation sociale et finalement des augmentations de salaire de traitement, etc… qui s'incorporeront infailliblement dans les prix industriels, et le jour où les prix agricoles baisseront, les engrais coûteront plus cher, les machines agricoles coûteront plus cher, et les réparations et les pièces de rechange coûteront plus chères.

Et bien, tout cela est arrivé, et nous devons le rappeler aux paysans. Mais nous devons le faire, je l'ai dit tout à l'heure, sans méchanceté, et je veux dire ici que j'ai été quelquefois inquiet, même au groupe parlementaire Socialiste et en lisant quelquefois la presse Socialiste, et même hier en écoutant un camarade de la fédération de la Seine venu (et je l'en remercie) courageusement défendre la position de certaines sections de la Seine devant les militants agricoles du Parti, que j'ai été un peu effrayé, dis-je, de constater que si peut-être il y a eu certaine tendance contre laquelle nous luttons, une certaine tendance de la part de certains militants ruraux à verser un peu dans 1'aggravisme, dans le corporatisme démagogique, il y a aussi une démagogie anti-paysanne qui est extrêmement nocive au point de vue politique et qui est également dangereuse au point de vue économique et social.

Il faut tout de même que les Socialistes, au lieu de s'abandonner au jeu du pendule essayent d'arrêter ce jeu effroyable.

Je disais qu'avant la guerre nous avons lutté et nous sommes quelques uns à nous être cassés la figure, ce n'est pas en image, mais réellement, lorsque contre Danger et d'autres démagogues à l'époque où le paysan était ruiné où les ventes-saisies se multipliaient dans les villages, en 1932, 1935 ou 1936, nous sommes allés dans les réunions dire à ces démagogues qu'au lieu d'essayer d'approfondir les problèmes économiques, techniques et sociaux, ils se contentaient d'insulter les fonctionnaires et particulièrement, bien sur, les cadres du Parti Socialiste, l'instituteur du village à qui on reprochait son automobile, ses vacances, sa retraite. Nous sommes allés leur dire, je m'excuse de l'expression: "vous êtes des salauds, vous êtes même des criminels". On ne fait pas l'égalité à la base, au niveau des plus malheureux. On doit se mettre ensembles luttant contre le capitalisme et la spéculation, se mettre ensembles pour relever le niveau moyen de l'ensemble de la population. Nous avons fait cela, c'était notre devoir, nous recommencerons demain.

Mais aujourd'hui, nous voudrions aussi qu'on évite certaines positions spectaculaires qui ne permettent de gagner aucun droit aux ouvriers, strictement aucun, et qui, par ailleurs, ont à peu près rendu impossible quelquefois la propagande dans les milieux ruraux, et vous savez que les élections cantonales sont des élections essentiellement rurales.

Nous savons très bien à quel point les travailleurs des villes ont souffert pendant la guerre et hélas après la guerre pendant les années qui ont suivi. Mais vous savez très bien que l'être humain est comme il est. Je crois qu'il y a une minorité de forbans, mais aussi une minorité de gens parfaits, et généreux, les êtres humains sont composés de gens moyens. On ne peut pas uniquement en faisant des appels à la solidarité obtenir justement un comportement de solidarité, et il faut également organiser la politique économique.

Je disais hier, et je disais à d'autres reprises, que s'il n'y avait pas eu un système de fixation obligatoire et impératif des salaires, si dans deux villes il y avait deux usines employant des travailleurs de même qualification, une usine faisant des charrues, pour faire du blé, et l'autre faisant des bombes atomiques pour tuer des humains, si l'usine des bombes atomiques payait 20 francs de l'heure plus cher que l'autre usine, eh bien, à part quelques héros de la classe ouvrière comme il y a quelques héros de la classe paysanne (nous en connaissons qui ont résisté à la tentation) s'il y avait une demande suffisante, si on embauchait dans l'usine de bombes, l'ensemble des ouvriers irait dans cette usine où on paierait 20 francs de plus en quittant celle où on paye 20 francs de moins. Par conséquent quand on veut faire de l'économie politique, ou plutôt de la politique économique, il ne faut pas faire du sentiment. Il faut faire de telle façon que les abus soient impossibles, que le comportement volontaire d'une minorité de camarades magnifiques de toutes les professions soit imposé à l'ensemble des autres, de ceux qui, si la tentation existe, y succombent.

Nous devons frapper nos adversaires, c'est beaucoup plus utile que de faire de la démagogie paysanne ou de la démagogie anti-paysanne, ou bien, comme ce matin en fin de matinée, lorsque les adversaires nous jettent dans les pieds certaines histoires qui nous ont fait du mal en 1946. Il serait utile, pour que les adversaires n'en parlent plus, que nous n'en parlions nous-mêmes, de crainte que nous fasse du mal, il faut le faire cette fois-ci.

Ce sont les adversaires qu'il faut attaquer pour cela il faut dénoncer avec force les libéraux de tous les côtés, Communistes, et si nous avions le temps nous vous expliquerions comment Thorez, dans le Conseil restreint du Ravitaillement (je ne sais pas si Philip est là pour en témoigner) a saboté nos propositions d'organisation du marché de la viande où tout le monde sait parce que nous en avons parlé très souvent parce qu'il n'est pas seulement grave en soi mais grave en ce sens qu'il a concurrencé le pain et le lait, on a été obligé d'adapter les prix essentiels pour ne pas empêcher l'approvisionnement total en pain et en lait des citadins. C'est Thorez (et je le dis plus bas puisque, parait-il, on entend à l'extérieur ce qui se dit ici) et Delbos, qui ont saboté ces propositions et qui se sont ralliés à ces libertés pratiques données à la viande, mais libertés aggravés

encore de primes permettant d'avoir, bien sur, de la viande à Paris, mais de la viande tellement chère qu'elle était réservée aux consommateurs privilégiés puisqu'on a non seulement rendu la liberté, mais qu'on donnait 25 francs de prime par kilo de viande venant sur Paris. Cela a été une catastrophe épouvantable. Il fallait augmenter certains autres produits tels que le lait, mais on offrait de la viande qui demande moins de main d'oeuvre plutôt que de faire du lait, et cela endommageait la santé des malades et des enfants.
Il faut développer cela pour donner des arguments aux camarades. Ce sont des choses historiques et qui ont marqué un tournant très grave de notre politique économique. Par conséquent, dans notre campagne électorale tout en disant aux cultivateurs qu'ils ont eu tort de suivre les démagogues, il faut dénoncer cette campagne démagogique qui nous a mis en minorité tant au gouvernement qu'au Parlement et également aux élections.
Et puis après cela, il faut arriver aux solutions constructives. Il faut en passant d'ailleurs expliquer que les solutions Socialistes ne consistent pas à maintenir ce qu'on a appelé le dirigisme, mais à maintenir un système d'organisâtiom basé sur le système de Vichy qui était un système improvisé pour le temps de guerre qui était exagérément étatique, ni le système qui a suivi qui est, je ne crains pas de le dire, encore plus mauvais que celui de Vichy car Vichy avait quelque ois employé des techniciens qui, si ils étaient condamnables quant à la position politique avaient des qualités d'organisation (cela arrive) et ils étaient les maîtres, tandis qu'après nous avons eu des gouvernements hétérogènes de large coalition, un Parlement sans majorité stable, des élections trop nombreuses car une démocratie a besoin d'élections bien sûr, mais quand elles sont trop fréquentes cela fait du mal et maintenant une agitation, une démagogie permanente dans un pays et nous avons assisté à quelque chose d'effroyable.
Les Socialistes sont partisans d'une organisation (je n'emploie pas pour nous le mot "dirigisme", non pas qu'il soit inexact mais parce qu'il est prostitué) rationnelle des marchés. Et puis il y avait à côté de nous des hypocrites comme les Communistes qui sont pour l'organisation quand la propagande que l'on fait d'un impérialisme étranger l'exige et qui sont ensuite libéraux contre Philip et les autres à un tournant de la politique extérieure du capitalisme d'Etat et de l'impérialisme expansionniste de Staline; puis il y a à côté de nous une autre cause d'incohérence, c'est que les radicaux et les modérés qui étaient libéraux lorsqu'ils devenaient ministres, s'apercevaient que le libéralisme n'était pas applicable dans les circonstances actuelles Ils se ralliaient alors à certaines solutions de dirigisme, d'organisation, mais sans cohésion, au petit bonheur, sans plan établi, au hasard, ce qui fait qu'on lâchait un jour, qu'on reprenait le lendemain.
Cela a été quelque chose d'encore plus déroutant et certainement quelquefois par ces contradictions plus démoralisantes aussi bien pour les producteurs
se faisant jour, que pour les consommateurs.
Il faut expliquer que l'organisation Socialiste ce n'est pas cela, l'organisation Socialiste c'est l'organisation suivant le type de 1936 de l'Office du blé car nous

ne sommes pas là dans le domaine des idées, simplement. Il y a un précédent, un exemple de 1936 à 1940. On a pu malgré des récoltes exceptionnelles en 1938, I939, tenir le prix du blé parce que nous avions l'Office du Blé et on a en même temps conservé constamment un rapport honnête, un rapport normal entre le prix du blé à la production et le prix du pain à la consommation.
Nous devons donc dire que c'est cette formule d'organisation tripartite des marchés avec à la base la coopération, l'Etat n'accomplissant que son rôle naturel d'arbitre, de contrôles et de sanctions, bien entendu, le cas échéant, pour que chacune des parties en cause accepte la discipline commune. Nous devons expliquer que c'est cela notre conception et que cela n'a rien de commun avec les solutions appliquées sous Vichy ou les solutions incohérentes qui ont pu être reprises dans certains secteurs depuis la libération. Il faut dire aussi...

Le président - Je m'excuse mais cela fait quarante minutes déjà, et cela intéresse tout le monde, bien sûr, mais à cette cadence là nous sommes-là jusqu'à quatre heures du matin.

François Tanguy-Prigent - Comme au début, il y avait peu de personnes dans la salle, et que les camarades commencent seulement à écouter, je voudrais tout de même dire tout ce qu'il y a à dire. Mais je vais essayer d'aller vite.
J'en arrive maintenant à un autre argument qu'il faut employer. Il faut expliquer qu'au fond, dans la situation actuelle, non seulement de la France, mais de l'Europe et du monde, on a le choix entre trois systèmes, ou bien le libéralisme spéculatif dont il est archi démontré qu'il affame les consommateurs, les travailleurs en temps de pénurie et d'inflation, qu'il ruine les producteurs en temps d'inflation lorsqu'il ruine les producteurs très rapidement (et cela les camarades des villes trop souvent ne le comprennent pas) mais cela entraîne le chômage dans les villes parce que si le producteur agricole consomme moins de denrées alimentaires dans les régions de polyculture surtout que les citadins, par contre comme il a à entretenir un matériel, un bâtiment d'exploitation, un cheptel, il est un gros utilisateur d'articles manufacturés, de produits industriels, de machines, de pièces de rechange, etc.. Lorsqu'une grosse fraction de la France se replie sur elle-même et n'achète plus le chômage est inévitable dans les villes et les chômeurs n'achèteront pas autant, cela aggrave la crise de mévente. Mais je ne suis pas devant des travailleurs n'ayant pas réfléchi à ces problèmes, je suis devant des militants du Parti Socialiste.
Le régime libéral est indéfendable, personne ne le défend plus en dehors de quelques réactionnaires français et dans tous les axtres pays y compris en Amérique, non seulement avec Roosevelt mais aussi avec Trumann, on reconnait qu'il faut un certain interventionnisme pour empêcher ces lois spéculatives dites naturelles de jouer brutalement, cruellement, tout à tour contre les producteurs, les consommateurs, et par conséquent contre l'ensemble de la population.

II y a un deuxièm système pour en sortir, c'est le système étatique. Mais le système étatique entraîne infailliblement à l'étatisme et à la dictature politique. C'est l'histoire d'Hitler, et c'est l'histoire de la Russie actuelle.
Dans ces conditions on aboutit peut-être à une repartition un peu meilleure dans un moment donné que ce qui existe, soit que là-bas les paysans soient morts de faim, ils avaient peur de cacher une partie de leurs récoltes et comme on craignait surtout des mouvements dans les villes en 1945, 1946 il y a eu une famine très grave dans la région productrice. En tout cas un système étatique au point de vue économique ne peut tenir que s'il s'accompagne d'une dictature politique, supposant alors la création d'une nouvelle féodalité, les nouveaux seigneurs,étant les cadres du Parti comme en Russie et les cadres techniques aboutissant, d'ailleurs (et nous devons le dire aux démagogues de chez nous, du Parti Communiste par exemple) à l'ouverture de l'éventail de 0 à 41 c'est à dire que la manœuvre soviétisée gagne quarante fois moins que le directeur de l'usine qui a un poste important dans la hiérarchie du Parti Communiste et qui a à peu près, nous le savons bien, le droit de vie et de mort et de lettre de cachet contre ses subordonnés. Et puis il y a le troisième système dont je parlais tout à l'heure à l'occasion de l'Office du blé, le système d'organisation interprofessionnelle tripartite des marchés avec à la base la coopération défendant équitablement les intérêts des producteurs et des consommateurs tout en sauvegardant les libertés humaines en même temps que nos libertés politiques.
Si j'en avais eu le temps, j'aurais examiné ces trois choses sous l'angle français d'abord et l'angle européen. Je ne le ferai pas, je concluerai en vous disant, en ce moment où la population mondiale augmente rapidement, qu'il est établi que si dans le monde entier nous étions en régime Socialiste, il faudrait augmenter considérabelement la production des denrées alimentaires pour assurer à l'ensemble des humains un standing de vie convenable. C'est le monde entier qui risque d'être condamné à la sous-consommation, ce qui n'empêche pas que le régime capitaliste subsistant, nous verrons des crimes de mévente dans les régions de production alors qu'il y aura des crises de famine dans d'autres régions du monde.
Cela est également vrai pour l'Europe, 1'Europe qui est très peuplée, l'Europe qui également ne peut pas compter sur certaines importations qui se faisaient traditionnellement avant la guerre, et le rôle dont la balance des comptes est en déficit comme la balance des comptes de blé qui compare l'Europe de l'ouest. Il faut augmenter la production. Je vais aller vite et d'une façon très schématisée.
Pour augmenter la production d'une façon intensive en quantité et en qualité, il faut que noua ayons le concours des paysans évidemment.
Et, à ce moment-là les paysans ont le droit de nous dire, le jeune paysan par exemple, pour simplifier mon raisonnement, peut nous dire : "pour que je reste à la terre, pour que je ne fasse pas de malthusianisme, et que je ne sois pas puni pour avoir trop de produits comme en 1936 ou comme en 1932 et comme cela pourrait être le cas demain, pour que je fasse des dépenses d'investissement,

pour moderniser mon exploitation de manière à produire à meilleur marché, pour que nous puissions exporter dans le but de rétablir la balance des comptes européens, et pour que, également, je fasse des travaux d'aménagement intérieurs il faut que j'ai des garanties, garantie de prix stables, garantie me permettant d'être sûr d'avance que, si je fais ce magnifique effort de production auquel nous sommes confiés, un jour je ne vais pas être condamné à ces crises cycliques de mévente totale, de ruine, de vente, saisies, de misère, que nous avons connues dans le passé."

Et, nous devons leur dire : "vous avez raison, jeunes camarades paysans européens, vous avez parfaitement raison. A notre tour nous vous disons, soit nous consommateurs, soit nous pouvoirs publics, il faut aussi alors, camarades paysan, que tu accepte certaines disciplines. Il faut aussi que, dans ce cas tu n'écoutes plus les démagogues, il faut que tu accepte de produire les denrées nécessaires à la population européenne, il faut que tu acceptes une orientation de la production, il faut que tu comprennes que le Socialisme consiste, non plus à travailler pour le profit spéculatif mais à travailler pour satiasfaire les besoins humains.

Une fois que tu as cette idée, que nous acceptons d'empêcher l'effondrement de certains produits que nous t'avons invité à apporter sur le marché pour nourrir les européens, il faut également que tu acceptes dans l'intérêt des consommateurs, que nous empêchions d'autres produits de monter à des taux trop élevés; et il faut également que tu accepte que nous te disions que si les besoins actuels des travailleurs hommes, femmes et enfants, vieillards et malades d'Europe ou de France, suivant que nous envisageons le problème sous l'angle national ou dans le cadre de la coopération européenne, s'il est établi que c'est du blé et du lait qu'il nous faut, nous avons le droit, quand nous t'apportons la garantie du prix minimum égal au prix de revient, quand nous t'apportons le regroupement cultural, le statut de la propriété, le statut des fermages, la stabilité du fermier, lorsque nous t'apportons également les crédits d'investissement, lorsque nous t'apportons les moyens de te moderniser, il faut qu'en retour tu fasses non plus ce qui rapporte davantage comme les patates ces dernières années, par la grace des libéraux (car tout de même si les patates ne se vendent plus, le gouvernement a eu tort bien sûr d'importer trop tard quelques tonnes de pommes de terre et de ne pas en exporter assez tôt, mais c'est surtout psychologique). Mais, voyons les quelques denrées exportées trop tard, ou importées. Aucune commune mesure avec la surproduction à laquelle nous avons assisté. Or, on a préféré faire des patates que faire du blé, que de faire du lait, ce qui était tout de même plus utile pour les travailleurs des villes."

Il faudra donc nous dire cela.

Mais, les disciplines sont réciproques dans un régime bien fait.

Nous dirons aux paysans: "oui, nous vous protégeons, oui nous donnons la garantie du prix minimum, tenant compte du prix de revient, des amortissements et du bénéfice normal. Oui, nous voulons également vous donner des moyens de moderniser, d'investir. Oui, nous vous garantissons la stabilité dans votre

exploitation, oui nous vous apportons également la ferme remembrée, et que l'on n'aura plus le droit, d'après les textes, de démembrer. Tout cela, d'accord, mais à la condition qu'en retour, vous acceptiez notre discipline, qui consiste à produire ce dont les êtres humains ont besoin, en qualité comme en quantité, et non pas ce qui pourrait rapporter le plus."

Voilà ce que nous devrons dire. Et, nous devons également élever encore le débat auprès d'eux. Dire, dans la mesure où malgré tout nous ne produirons pas assez en France ou en Europe: "il faut récupérer les devises. Tu dois donc, camarade paysan faire un effort de production également pour les denrées que l'Europe pourra exporter, pour récupérer les devises indispensables pour acheter autre chose, acheter du charbon, ou toute autre matière, afin de participer à l'équilibre général et non pas corporatif, de l'ensemble de la société française ou, demain nous l'espérons, de la société européenne."

Telles sont les choses que nous devons dire, si nous sommes Socialistes, au lieu de faire de l'anti-paysannerie ou de faire de la démagogie paysanne, toutes deux détestables, qui n'ont rien à voir avec le Socialisme.

Voyez-vous, je voudrais dire encore ceci: imaginons toujours que demain la coopération européenne soit organisée même si tous les gouvernements étaient d'accord pour organiser comme je viens de le dire l'économie du pays, car auss il faudra orienter la production industrielle, que chaque pays ne fasse pas un peu de tout, à des prix excessifs, alors qu'en se répartissant le travail on pourrait faire des chaînes de grand rendement et abaisser là aussi les prix de revient, comme on l'a fait aux Etats-Unis d'Amérique quand on a groupé 48 Etats donnant ainsi des possibilités de grand rendement d'usines rationnelles. Et, lorsqu'on fait le tracteur bon marché, il est plus facile de faire le blé bon marché le lendemain.

Si demain tous les gouvernements étaient d'accord, ce ne serait pas suffisant, car des gouvernements d'accord, mais avec des pays non organisés, ne pourraient pas obtenir de résultats. Il faut donc que, dans chaque pays, on fasse ce que nous avons fait dès 1936: une organisation comme l'Office, mais d'autre part, même au sein d'un pays, vous aurez beau faire des Offices interprofessionnels, si à la base les cultivateurs sont inorganisés ou à l'autre bout de la chaîne (et là je vous supplie, camarades des villes, occupez-vous de l'organisation de l'autre bout du "pipe-line") si les consommateurs sont inorganisés, alors avec la meilleure volonté, les meilleures lois, les meilleurs textes, nous n'arriverons pas à nous organiser normalement et à faire marcher notre système économique nouveau. D'où la coopération, mais, coopération avec un statut nouveau, élimination de toutes les fausses coopératives, élimination totale des coopératives trusts, ou des coopératives qui ne font que masquer le négoce, et en même temps, quand nous aurons une coopération organisée à tous les stades, nous pourrons alors lui accorder les avantages fiscaux, sans hésitation. Je dirai même à nos camarades ministres: "bien sûr, c'est difficile en ce moment, nous ne pouvons pas même au Parlement, au gouvernement, en raison de notre position minoritaire réussir."

Nous pourrions aussi alors, faire une politique d'équipement et de crédits, qui soit axée sur 1'organisation des marchés et de la production. Car, il est évident qu'il faudra transformer les denrées pour arriver à des stocks de sécurité, une espèce de ventilation d'étalement, sur les années mauvaises et sur les années moins bonnes, sur les mois creux et les mois d'abondance. Et puis, demain, nous aurions beau faire des offices sur le papier pour des denrées périssables comme le lait, la viande, les légumes, si nous n'avons pas la chaîne du froid, si nous n'avons pas un équipement permettant de traiter la marchandise,de la conserver ou de la transformer et de la distribuer, de la transporter dans les meilleures conditions, nous aurons fait de belles choses sur le papier, mais nous n'aurons pas pour si peu résolu le problème.

Tout cela se tient. Tous ces points mériteraient bien sur un développement plus grand, mais en tous cas, l'organisation des marchés, les justes prix pour les producteurs et les consommateurs la coopération, mais la coopération sincère, réelle et organisée, le crédit et les investissements, tout cela se tient, tout cela doit être fait dans le cadre du Socialisme et nous pouvons déjà marquer quelques points, en régime capitaliste. Il est certain que nous n'arriverons à faire cela d'une façon absolument harmonieuse et totalement efficace que lorsque nous aurons réalisé le Socialisme. En attendant, il faut travailler.

Par exemple, pour l'office de la pomme de terre, nous allons le proposer tout de suite, le problème du lait, nous allons aussi faire des propositions, je n'insisterai pas, nous avons mis cela au point hier, nous en reparlerons en Comité directeur et au groupe parlementaire.

Je terminerai en vous disant que ces problèmes sont vraiment les plus importants, et je suis sûr qu'en traitant ces problèmes sans passion, surtout sans nous dresser entre ruraux et citadins, nous pouvons regagner la confiance de la masse. Je vais même plus loin, je crois que nous pourrions recréer l'enthousiasme. Seulement, attention, je m'excuse de mettre ma fédération en cause, je suis de l'Ouest et je suis soucieux des questions laïques, mais j'ai été effrayé quand j'ai vu, dimanche dernier, dans ma fédération, qu'au cours du Congrès fédéral qui n'avait que 7 heures de séance, la majorité des délégués aurait très facilement accepté de passer 7 heures à discuter de ce décret Poinsot-Chapuis, etc.

Je me suis demandé ; est-ce que mous en sommes là ? Bien sûr ce n'est pas à la fédération du ministère que l'on peut donner des leçons de laïcité et de véhémence dans ce domaine, mais je dis, nous en sommes là, alors que les événements mondiaux, comme européens, indiquent, ce que les grands militants Socialistes du début avaient prévu, avant que les problèmes ne se posent, ils avaient su prévoir, avec une prescience magnifique, une intelligence magnifique, et, c'est à ce moment que tous les événements nous disent que le moment est venu pour l'humanité d'appliquer ces conclusions ou de périr.

Il y a des gens qui sont au Parti Socialiste, qui passeraient cent pour cent de leurs heures à discuter de ces problèmes secondaires, indiscutablement. Mais, s'il n'y a pas de République, il n'y aura ni école laïque, ni rien. Que l'on en

discute, oui, et je pensais à cela encore ce matin à propos d'autres questions, mais, vraiment, à l'époque où la question devient urgente, où c'est laguerre atomique qui est au bout de l'incohérence capitaliste ou de la dictature capitaliste d'Etat, au lieu d'essayer de discuter de ces problèmes, on passe quelquefois trop de temps à poser d'autres questions que l'on peut discuter, bien sûr, mais plus rapidement.
Je crois que l'heure du Socialisme ne pourrait venir si les militants ne font rien et ce n'est pas la faute du peuple ce sont de braves gêns, mais que trop souvent nous laissons entre les mains de mauvais bergers, de démagogues; si les cadres de tous les échelons locaux, départementaux, nationaux, européens, du Socialisme étaient à la hauteur de leur tache, étaient absolument au-dessus de toute espèce de mesquinerie, de questions secondaires, je suis sûr qu'alors les travailleurs, hommes et femmes, comprendraient qu'ensemble il faut enfin, dans le domaine pratique, technique et économique, réaliser le socialisme pour sauver la paix et pour assurer à tous les travailleurs, qu'ils soient à la production agricole ou dans les usines ou dans les facultés, la vie matérielle normale, et décente, à laquelle ils ont droit, mais dans la sauvegarde de leurs libertés politiques, de leur liberté individuelle et aussi de leur droit de s'épanouir, en pensant exactement comme ils veulent.
Voilà comment la modeste, mais active Commission agricole du Parti, repoussant toute démagogie et toutes questions mesquines, a hier conclu à minuit, ses débats.
Je voudrais que tout à l'heure, dans ce domaine économique, nous concluions avec la même précision, mais aussi avec la même confiance, la même volonté d'aboutir.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de donner la parole à l'orateur suivant, le Secrétaire Général va vous proposer la nomination de la Commision des résolutions.
Je lui demande d'attirer lui aussi l'attention du Conseil national sur le fait que nous en avons jusqu'à 6 heures du matin si les orateurs inscrits qui sont au nombre de 11, n'acceptent pas une limitation spontanée du temps de parole.

Guy Mollet - Camarades, le Conseil national a décidé ce matin que la Commission des résolutions commanderait à fonctionner pendant les travaux, cette après-midi. Donc, dès que sa composition aura été acceptée, les camarades désignés sont invités à se réunir immédiatement dans la salle des Commissions. Voici les noms qui vous sont proposés: (lecture)

Francis Leenhardt

Cinq minutes me suffiront, car je n'ai pas l'intention de faire un discours.

Cdl Fondation Jean Jaurès

J’ai eu l’occasion, au Conseil national d’information et dans un texte que j’ai signé avec mon ami Rebeyrol, sous le titre *Contre l’effacement du Parti*, d’apporter un certain nombre de réflexions.
Aussi bien, l’heure des décisions est arrivée, et je me bornerai à mettre quelques points sur quelques "i" car je pense que notre notre Commission des résolutions doit arriver à des choses très claires.
Premier point: les conventions collectives.
Je pense que nous ne pouvons pas reculer, si nous nous référons à la résolution de notre dernier Conseil national et si nous sommes d’accord pour considérer que le bilan des réalisations est insuffisant.
Je rappelle que la position de Force Ouvrière et la position de CFTC, tout récemment encore, confirmée dans le même numéro de l’*Aube* que celui qui a apporté les décisions du dernier comité national du MRP ces décisions sont extrêmement éloquentes. Et j’ajoute, pour ceux qui croient que cette question de la libération des conventions collectives met en péril le gouvernement, que nous avons beaucoup de raisons de croire que leurs craintes sont totalement injustifiées. Car, rappelez-vous que, quelques semaines après notre dernier Conseil national qui annonçait qu’il se prononcerait en février pour la libération, des conventions collectives, si les résultats n’étaient pas obtenus sur le front des prix, à peine quelques semaines après, dis-je, le Congrès radical lui-même, à la suite d’une résolution, présentée par le président de la Commission des Affaires économiques du Conseil de la République, Lafargue, décidait qu’il fallait que le Congrès radical inscrive dans son programme cette libération des conventions collectives. Les radicaux sont donc fort mal placés pour nous refuser la prise en considération de cette exigence.
Ma seconde argumentation dans ce sens pour vous dire que cela ne provoquerait pas, quelle que soit notre exigence intangible en la matière, comme le craignent certains, une crise ministérielle avant les élections cantonales, car nous ressentons bien cette inquiétude qui est dans vos esprits.
La seconde preuve, c’est que cette libération des conventions collectives, elle dépend du dépôt par le gouvernement de projets dont l’Assemblée Nationale serait saisie et qui ne pourraient pas venir avant les élections cantonales.
Mais, je vous assure, ce qui est important pour nous Socialistes, c’est d’obtenir le bénéfice de la décision à arracher au gouvernement, et, pour l’arracher, il faut l’accompagner d’une menace du retrait des ministres Socialistes. Je suis convaincu que, cet accord du gouvernement à direction radicale pour la libération des conventions collectives, nous pourrions l’arracher dans l’immédiat, mais que, si nous reculons devant la menace pour l’obtenir, le bénéfice de oette libération passera à d’autres, aux MRP peut-être, si ce n’est aux radicaux eux-mêmes.
Voilà le premier point que je voulais préciser.
Second point : les félicitations à adresser, suivant un rite devenu presque formel, aux militants à tous les échelons de la hiérarchie du Parti, puisque c’est ainsi

qu'ont commencé, depuis un certain temps, toutes nos résolutions de Conseil national, même lorsque nous avions des raisons d'être mécontents.
Et bien, je ne suis pas d'accord avec cette partie du discours de notre Secrétaire général, au dernier Conseil national d'information, lorsqu'il remerciait tous les orateurs sans exception, qui en tout état de cause avaient estimé que les membres du Comité directeur, les élus du groupe parlementaire et les ministres, avaient fait l'impossible, avaient travaillé pour le mieux. Les informations que j'ai apportées, notamment en faisant appel devant le Conseil national de certaines décisions du groupe parlementaire, ne me permettent pas de m'associer à cet hommage traditionnel et de considérer que tout a été pour le mieux dans le meilleur des mondes.
Je sais, que comme toujours, on va nous proposer ces félicitations rituelles. Je pense qu'il n'y a pas de quoi et je me demande, peut-être suis-je trop curieux, combien de fédérations ont reçu le mandat d'exprimer leurs félicitations, et combien de fédérations seront infidèles à l'état d'esprit de leurs militants, si elles votent ces félicitations par lesquelles on croit qu'il faut toujours commenéer les résolutions de notre Conseil national ?
Nous ne menons pas une condamnation, mais qu'au moins on ne se prononce pas, qu'on ne balance pas l'encensoir, alors qu'en réalité il y a un état d'esprit, vous le savez, un état d'esprit de résignation et souvent de passivité que nous sommes un certain nombre à vouloir changer.
Troisième point : notre canarade Guille reproche à Rebeyrol et à moi-même, à cause du texte que nous avons signé, d'accord avec nos considérants, de ne pas être allé jusqu'à la conclusion logique. La seule conclusion logique devant être un retrait immédiat et sans condition des ministres Socialistes. Et bien, je veux à cela répondre trois choses :
- La première, nous sommes à la veille des élections cantonales et jusqu'à présent, l'opinion publique a considéré que le Parti était résigné à accepter beaucoup de choses; elle a pu juger que nous avions souvent plus de timidité, plus de conformisme gouvernemental que d'autres partis. Si, tout d'un coup, nous avons l'air de vouloir tout casser, elle dira une fois de plus (et vous savez combien nos adversaires disposent de moyens d'influence dans la presse) elle dira: "Ces Socialistes, ils ne savent pas ce qu'ils veulent," Je crois donc qu'il faut qu'il y ait d'abord une période de durcissement avant une période dans laquelle notre Parti passerait à la politique de soutien sans participation.
Cette étape de menaces devait aboutir à une politique de simple soutien, à laquelle nous jugeons plus d'efficacité qu'à la politique de participation, cet étape ne doit pas être brûlée, c'est la raison de mon désaccord avec Guille, et j'ajoute, troisième point, qu'il ne faut pas céder, ni à notre lassitude, ni à notre indignation, ni à notre exaspération. Ca n'est pas une question de nerfs, le jour où le Parti prend une décision aussi importante que celle de rompre avec une coalition et de rompre définitivement, il faut pour cela qu'il ait choisi non seulement le meilleur moment, mais le meilleur terrain, et jusqu'à présent, ces opérations n'avaient été nullement préparées.

Quatrième point, nous devons nous préparer à retourner non pas dans l'opposition, mais dans la politique de soutien, dans la politique de non participation et en quatre mots, je veux dire que je la juge non seulement souhaitable, mais que je la juge possible.

Et puisqu'on nous oppose souvent l'expérience qui a été faite au groupe Socialiste lorsque Schuman après avoir annoncé qu'il ferait son gouvernement avec ou sans les Socialistes, a finalement renoncé à sa tâche, je veux rappeler deux circonstances, et alléguer que l'expérience Schuman n'est pas valable; la première circonstance, c'est qu'au groupe parlementaire, dans ces moments, il y a eu une majorité pour voter d'aller conclure des accords directs avec le groupe du MRP, pour les dresser contre les desseins de Schumann, par conséquat c'est nous Socialistes, qui sommes allé exciter le MRP contre les desseins de leur propre président du Conseil, et seconde circonstance, Schumann a renoncé, sur des menaces de l'UDSR que vous vous rappelez, d'un caractère sordidement électoral.

L'UDSR, en effet, a annoncé qu'elle voudrait bien prendre le ministère de l'Intérieur, à condition qu'on prenne des engagements de faire des élections cantonales. Il était bien facile de considérer qu'en réalite, ces prétentions de l'UDSR n'avaient aucune consistance, qu'il n'y avait qu'à ne pas en tenir compte, puisque trois jours après, et sans avoir maintenu ses positions, l'UDSR rentrait dans le gouvernement Queuille.

Ce que nous pensons, c'est que l'essai loyal de non participation n'a jamais été fait et pour qu'il soit fait sans qu'il y ait une manoeuvre qui vienne en travers, nous disons qu'il est nécessaire qu'un Conseil national soit spécialement réuni et qu'en cas de crise ministérielle, ce soit sous son contrôle permanent que la crise soit dénouée. Et croyez-moi, elle sera mieux dénouée que les dernières, avec la cascade de crises à laquelle nous avons assisté.

Cinquième point : j'approche de ma fin. Nous avons deux sujets d'inquiétude. La position du Parti manque de clarté et d'honnêteté, d'une part dans la question d'Indochine et d'autre part dans la question de l'Atlantique.

Je ne développerai ni l'un ni l'autre, ce n'est pas le lieu. Je ne fais que citer, mais enfin je suis pour ma part assez impressionné par le fait qu'après qu'on nous ait lu au Conseil national d'information un document très remarquable, qui est la lettre du Comité directeur adressée au résident du Conseil pour exiger des pourparlers de paix avec Hô Chi Min, cette lettre n'a toujours pas été publiée, malgré qu'elle ait plusieurs semaines de date, et on ne nous en a pas donné non plus dans le compte-rendu du Conseil national d'information la copie.

Et alors, je dis que nous donnons à l'extérieur l'impression que nous n'osons pas aller jusqu'au but de notre pensée et que, par conséquent, tout se passe comme si nous ne voulions pas gêner l'expérience Bao Daï, alors que nous savons très bien tous ceux qui ont cherché à s'informer de la question, que l'expérience Bao Daï, ne pourrait être réalisée qu'accompagnée d'un erfort considérable militaire, et que, par conséquent, le Parti ne saurait souscrire à une telle politique.

Sur le Pacte Atlantique, peut-être ne suis-je pas assez intelligent, mais je n'arrive pas à comprendre comment on peut concilier l'idée d'une troisième force internationale, l'idée que le Parti a cent fois répétée, pendant tous ses Congrès, tous ses Conseils nationaux, qu'il voulait se tenir à l'écart des deux blocs, je n'arrive pas à concilier cette idée avec l'idée du pacte Atlantique, sur lequel au surplus un profond black-out est répandu.

Et bien, je dis que cela pose un problème. C'est peut être le problème le plus grave pour nous, celui qui dominera notre génération, celui dont dépend peut-être notre vie et notre mort, et je demande qu'il ne soit pas résolu sans qu'il ait pu en être délibéré. Nous ne voudrions pas nous trouver un jour en face, un beau jour, d'un fait accompli, car voyez-vous, camarades, on n'a pas besoin, pour cette politique, du concours du Parti Socialiste.

Si vraiment nous devions nous engager non seulement dans la voie des pactes militaires, de la mise du Parti Communiste la loi, aussi anti-communiste que je sois, je dis que je préférerais que notre Parti ne soit pas au gouvernement.

Et mon dernier point, je n'aurai pas besoin de le développer puisque ce matin j'ai entendu avec une très grande satisfaction une voix plus autorisee que la mienne, celle de notre camarade Depreux, insister sur la nécessité pour le Parti de bien insister sur la hiérarchie des périls, et qu'en face du danger de crise ministérielle, il y avait le danger de l'affaiblissement du Parti, en face du danger de dissolution, il y avait le danger de l'abdication et du reniement historique de notre Parti.

Je n'ai donc pas besoin de développer, mais je souscris abondamment à sa conclusion, m'adressant à ceux mêmes qui redoutent par dessus tout l'accroissement des chances des staliniens. C'est seulement dans la mesure où le Parti sera trop timide, trop conformiste et laissera la place au Parti Socialite mixte, c'est dans cette mesure que les chances des staliniens retrouveront un grand accroissement.

L'influence du Parti et c'est ma conclusion, changera du tout au tout, quand on saura que la position officielle du Parti n'est plus de préférer n'importe quelle concession plutôt qu'un appel aux électeurs. Aucune décision officielle du Parti n'a d'ailleurs permit de proclamer que nous pouvions laisser exploiter, sans limite notre attachement à la République, aucune décision officielle n'a proclamé qu'il valait mieux n'importe quoi qu'une crise ministérielle, ou n'importe quel renoncement plutôt que le risque d'élections.

En cohclusion je rappellerai, bien au contraire, les décisions de notre quarantième Congrès du Parti, qui dans la motion d'orientation générale, a formellement condamné l'idée d'une participation sans condition. Cette motion d'orientation a notamment déclaré que le Parti ne saurait participer à un gouvernement qui n'accepterait pas de traduire dans les actes les mesures définies dans la motion de politique économique, financière, et la même motion a affirmé (et elle voyait donc bien en face le problème de la hiérarchie des périls) "le risque de voir mise en danger sa propre existence et par là même la permanence de la République permettre que sa collaboration loyale avec les

autres partis républicains ne comporte pas, de la part de ceux-ci, le respect réciproque de ses légitimes aspirations."
Ce que nous demandons, par conséquent, n'est ni plus ni moins que le respect des décisions et de l'orientation gênérale de notre Congrès, et ma conclusion est la suivante :
Les exigences minima du Parti devront être dorénavant appréciées par les menaces du retrait des ministres Socialistes et d'un recours à la politique de soutien, sans participation. J'ai assez de contacts avec les ministres non-socialistes pour savoir qu'ils ne souhaitent pas qu'il y ait absence de notre côté, et qu'ils souhaitent rester encore longtemps dans les postes qu'ils occupent. Par conséquent, ces pressions et ces menaces seraient d'une efficacité dont nous ne paraissons pas avoir la moindre idée.
Ces menaces diront s'exercer notamment pour la défense de la laïcité, pour la fin de la guerre d'Indochine, pour la collaboration économique et l'application de la loi sur les entreprises de presse collaboratrices; pour la consolidation des moyens d'intervention de l'Etat dans la vie économique et leur utilisation rationnelle au service de l'abondance, comme au service de la pénurie, pour la réduction enfin des crédits militaires et contre l'intégration de la France dans un bloc militaire.
Le Parti doit se garder de tout conformisme gouvernemental, opposer sans cesse ses propres solutions aux compromis réalisés dans le gouvernement, et que nous ne devons pas considérer comme nous engageant.
Il doit veiller enfin à ne pas laisser confondre l'image du Socialisme avec les insuffisances et les erreurs d'un gouvernement qui est à prédominance bourgeoise, et il doit placer toujours au-dessus du souci d'écarter toute éventualité de dissolution, le souci d'être fidèle aux principes essentiels du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Marceau Pivert pour dix minutes, suivi de Goutorbe.

Marceau Pivert

Camarades, je n'utiliserai pas mes dix minutes, car je tiens simplement à expliquer la position que nous prendrons dans le problème politique concret qui nous est soumis.
Au dernier Conseil national, nous avons traité une liste de revendications. Nous avions même à quelques uns pensé qu'on les porterait immédiatement au Président du Conseil, puis qu'on aurait une réponse et puis que le Conseil national déciderait de la suite à donner.
Nous avons accepté avec vous un certain délai: examinons aujourd'hui ces revendications, je ne ferai pas le discours de la première session, et nous constatons que le bilan est plutôt négatif.

En outre de cela nous observons un changement considérable dans la conjoncture économique et politique, et ceci explique que des attitudes de compromis que nous étions disposés (que nous ne regrettons même pas d'avoir accepté il y a quelques mois) ceci explique, dis-je, que ces attitudes de compromis ont épuisé leur vertu et maintenant, nous voudrions voir le Parti frapper sur la table et dire ce qu'il est et ce qu'il peut.
Ceci est facile lorsqu'il s'agit hors théorie, de dresser une liste de revendications, ceci est compliqué lorsque le Parti lui-même n'est pas très sur de lui.
Et ce que nous ferons aujourd'hui sera un moyen de voir s'il est capable de se définir lui-même en face de la conjoncture économique et politique, et par conséquent de reprendre confiance en lui et de reprendre confiance aussi dans les perspectives et les possibilités du Socialisme international.
Nous demandons donc que le Conseil national se présente au gouvernement le plus vite possible, avec non pas la même liste de revendications, mais une plus limitée encore et qui est essentielle. Nous voulons la fin de la guerre d'Indochine, par négociations iméciates avec Ho Chi Min, c'est à dire avec ceux qui se battent, et nous voulons immédiatement donner à la classe ouvrière (surtout aux salaires les plus faibles), l'occasion d'entrer dans une nouvelle spirale d'augmentations, mais de dégager un peu ceux qui souffrent le plus, par une indemnité de vie chère, pour les salaires qui n'atteignent pas 15.000 francs, Et cela est la condition que nous mettons à la continuation de notre participation ministérielle.
La forme selon laquelle la volonté que le Conseil national aura exprimée devra se traduire par les relations avec les autres partis, nous sommes prêts à l'examiner. Nous voulons savoir ce que les autres fédérations pensent au point de vue tactique, nous sommes prêts à entrer en discussion avec vous pour savoir si le mieux est d'envoyer une délégation, au Président du Conseil afin d'avoir une réponse ferme (je vais le proposer à la Commission des résolutions) ou si une interpellation sur la politique générale du Parti devra être déposée immédiatement par le groupe parlementaire pour que le Parti puisse parler à l'opinion de ce pays, pour qu'on sache exactement ce que nous voulons, quelles qu'en soient les conséquences ministérielles.
Nous n'avons pas pour le moment de préférence, mais notre préférence (et c'est cela que nous voulons souligner) est essentielle sur la volonté d'expression d'une politique Socialiste, qui ne peut pas l'être, mais qui n'est pas non plus ce qu'un grand Parti, avec les services éminents qu'il a rendus à la défense de la République, aurait le droit d'exiger de ses alliés.
Nous considérons par conséquent que si la crise s'ouvre ça n'est pas du tout pour ouvrir une période d'opposition stérile, c'est pour s'appuyer sur un mouvement de masse qui impose le véritable fonctionnement de la Direction du Parti dans la défense des libertés républicaines.
Si nous sommes capables de faire cela, si le Parti est capable de dire cela, il aura dans le pays le soutien qui convient. S'il n'est pas capable de le faire, il est bien

évident que nous entrerons dans une période encore plus trouble et les problèmes les plus graves seront posés au Parti (j'insiste sur ce dernier point) dans des conditions telles qu'il sera obligé d'accepter des solutions internationales qui ne sont pas les nôtres.
Je précise : si le Parti Socialiste ne sait pas dégagé sa ligne politique essentielle, en face de la lutte contre le stalinisme, et contre la venue de la troisième guerre, en dehors d'une acceptation de la primauté des décisions politiques et sociales, nous entrerons dans un pocessus où nous avalerons à nouveau le pacte Atlantique, la course aux armements et par conséquent la limitation considérable, peut-être définitive, de notre possibilité de pratiquer une véritable politique Socialiste. C'est ce dernier point qui, a mes yeux, est le plus grave, car il s'agit en effet de participer d'une manière consciente et motrice à la création d'une Europe.
Il y a des forces actuellement très pressantes qui veulent réaliser cette Europe sur le plan stratégique. Il y a par conséquent un danger terrible que nous acceptions même contre notre gré un processus historique dans lequel nous serons en réalité subordonnés à des volontés qui ne sont pas les nôtres. Vous avez encore le temps camarades, de résister au processus en question. C'est de dire sur tous les problèmes: le socialisme n'est pas défaitiste, il n'est pas à ce point diminué qu'il soit obligé d'accepter les pires solutions que le régime capitaliste porte dans ses flancs. Nous avons, nous le savons, à protéger nos libertés, à organiser la défense de la paix, mais nous voulons le faire avec des solutions Socialistes, c'est à dire pour commencer à en faire la construction consciente, en prenant l'initiative d'une véritable démocratie sociale européenne, qui a d'abord à prendre conscience d'elle-même, à s'organiser, à se planifier, à entraîner l'ensemble des masses travailleuses organisées dans la prise en charge de ces tâches historiques, et nous verrons les problèmes de défense militaire ou de lutte policière contre le stalinisme, à travers la superioriéé des solutions Socialistes, ou bien alors, nous serons obligés de nous laisser intégrer dans quelque chose qui ne sera plus le Socialisme et qui nous conduira à des lendemains particulièrement troubles.
Camarades, ce seront mes derniers mots; nous avons encore le temps, nous avons encore une chance de faire que le Socialisme en France et en Europe joue sa carte, permettez-lui de s'exprimer, quelles qu'en soient les conséquences ministérielles, et vous serez surpris du rayonnement des solutions Socialistes dans un monde angoissé qui ne veut pas continuer à courir vers une troisième guerre mondiale, et vous aurez la surprise aussi de constater que la faiblesse du rapport de force actuel, c'est en réalité le fait de vous-même; c'est parce que vous n'avez pas assez confiance dans le Socialisme, que vous acceptez un certain nombre de défaites qui ne sont pas encore nécessaires, qui ne sont pas définitives; nous vous proposons de redresser la courbe que le Socialisme a été obligé de suivre, et pour cela il faut parler très clair, avoir des exigences, et s'adresser à la fois au gouvernement et aux masses, pour qu'on s'attache à connaitre la grande perspective historique du Socialisme, la lutte contre la

misère, la lutte contre la dictature, la lutte contre la guerre, ce qui ne fait qu'une seule et même chose, la lutte pour des réalisations Socialistes et démocratiques à l'échelle internationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Coutant, puis à Rebeyrol.

Henri Coutant (Nord)

Camarades, je voudrais d'abord faire une petite remarque.
De nombreux orateurs, déférant leur point de vue, ont fait preuve d'un pessimisme qui, je vous l'assure n'est pas fait pour réconforter les militants qui dans leurs fédérations... (applaudissements)... ont conscience, par l'action qu'ils mènent, non seulement de défendre les positions du Parti, mais aussi de les faire triompher !
(Applaudissements).
Et je ne m'étonne pas que ces camarades constatent avec amertume les pertes d'effectifs du Parti! Il est vrai qu'il y a des Socialistes, ou tout au moins des adhérents, qui nous quittent, mais dans nos fédérations ouvrières nous avons la satisfaction de constater que ceux qui partent ce ne sont pas les éléments prolétariens. Nous conservons notre base ouvrière parce que nous avons l'habitude d'aller les voir dans les sections, d'aller leur indiquer quelle est l'action des ministres, leurs difficultés, l'action des parlementaires, leurs difficultés et de montrer qu'en définitive, l'action du Parti est conforme à tout ce que la tradition passée nous a indiqué et que dans les circonstances actuelles, la permanence du Parti Socialiste a en fait sauvé ce qui a été, lors du dernier Conseil national, le point central de nos décisions, qui a été de sauver les institutions démocratiques et la République. Au fond, camarades, le problème qui se pose pour nous tous, c'est celui de la confiance dans l'avenir du Parti, c'est celui de la confiance dans l'instauration du Socialisme et c'est en fonction des possibilités d'action future de notre Parti que la fédération du Nord, à l'unanimité, s'est prononcée pour le maintien dans l'immédiat des ministres socialites dans un gouvernement de coalition. Non pas que nous soyons satisfaits de tout ce qui a été réalisé; on a dressé avant moi le bilan des résultats obtenus par l'action gouvernementale, on en a souligné les insuffisances et même l'échec total dans certains domaines, mais on a insisté en général sur un seul aspect du problème, l'aspect négatif du bilan. Cependant, il y a un aspect positif au bilan et celui-là, il faut le souligner, c'est que notre présence, l'action de nos ministres, l'action du Comité directeur, l'action du groupe parlementaire fait que les craintes que nous avions en novembre dernier ne se sont pas concrétisées et que la République a pu se maintenir en place. Il s'agit de savoir si, dans la conjoncture actuelle, les efforts qui ont été déployés et qui n'ont pas donné les résultats que nous espérions, c'est vrai, doivent être poursuivis. Nous répondons par l'affirmative.

Certes, le problème central pour lequel le Conseil national de novembre avait mandaté fermement tous ses organismes permanents et avait réclamé une solution urgente, n'a pas été réglé.
Le pouvoir d'achat des travailleurs n'a pas été revalorisé, comme nous le demandions. Cependant, il est faux d'affirmer que, dans ce domaine, des perspectives plus favorables n'apparaissent pas. Bien que la baisse des produits agricoles n'ait pas encore eu de répercussion assez sensible sur les prix à la consommation, il est indéniable qu'à ce stade des baisses de plus en plus importantes sont enregistrées et je vous assure que les ménagères elles-mêmes (faites l'expérience autour de vous) considèrent qu'actuellement elles ont en fin de mois des possibilités qu'elles n'avaient pas dans les mois précédents. C'est dans ce domaine qu'il faut accentuer notre action et je pose la question : "Est-ce que la présence Socialiste n'est pas indispensable pour tenter de pallier à l'anarchie qui préside au système actuel de distribution ?"
Nous pensons que nous pouvons, dans l'immédiat, faire passer dans les faits certaines réalisations qui sont demandées par les couches paysannes elles-mêmes: je veux parler de la création d'offices dont parlait tout à l'heure notre ami Tanguy-Prigent, comme celui du lait, des produits laitiers, comme celui du vin.
Nous pouvons également jouer un rôle décisif pour obtenir l'adhésion de la classe ouvrière à la lutte républicaine. Il y avait des conditions de posées, lors de notra dernier Conseil national; eh bien, la fédération du Nord les reprend à son compte. Nous pensons qu'il est indispensable de fixer le plus rapidement possible un salaire minimum égal au salaire minimum vital réel. Nous pensons également que le retour à la discussion des conventions collectives, si elle présente des dangers (et je le souligne, peut-être que, demain, ce sont les organisations syndicales qui les réclameront) aujourd'hui, les organisations syndicales qui sont près de nous qui viendront nous le reprocher, c'est possible, car je me souviens du passé: alors qu'en 1936, il y avait l'euphorie syndicale, alors que nous étions puissants, les différences de salaires existant entre les diverses régions étaient encore beaucoup plus importantes qu'à l'heure actuelle, dans le Nord, la métallurgie lilloise était à 27 ou 30% au-dessous des salaires de la région parisienne (on est à 5 maintenant). Néanmoins, je pense que, psychologiquement, il faut le faire puisque cela répond à une demande de la classe ouvrière toute entière.
Il faut également revoir tout le système des zones de salaires qui crée un malaise profond partout dans notre pays et plus particulièrement au sein de nos sections, nos camarades ne comprenant pas ces différences alors que, dans le domaine des prix, ces différences n'existent plus.
Camarades, c'est l'action immédiate à mener. L'impératif qui, hier, il y a trois mois plutôt, nous a déterminé à prendre position pour le maintien des ministres au gouvernement, existe toujours, et existe toujours la condition que nous avons mise, pensons-nous, à l'heure actuelle plus que jamais: la possibilité de faire triompher notre point de vue.

Ce matin, des camarades ont indiqué que le retrait des ministres du gouvernement s'imposait, et je félicite notre camarade Guille d'avoir précisé avec netteté son point de vue; d'autres ont été beaucoup moins nets, ont enveloppé leurs déclarations décisives et je pense que Depreux n'a pas répondu clairement à la question que lui posait notre camarade Augustin Laurent.
Nous sommes, nous, convaincus, qu'il n'y a pas de politique de soutien possible: il faut être honnêtes, entre nous. De deux choses l'une, on est pour ou on est contre. Comment espérer, camarades, qu'un gouvernement duquel nous serions absenta prennent des mesures conformes à nos aspirations alors que la politique gouvernementale, malgré l'action des ministres Socialistes, malgré les efforts des Socialistes dans la majorité gouvernementale, ne nous donnent pas satisfaction.
Nous serions très rapidement rejetés dans l'opposition, avec toutes les conséquences que cela comporte et je n'analyserai pas toutes ces conséquences, je vous en donnerai seulement une, très rapidement : nous serions absorbés par le Parti Communiste et nous serions réduits au rôle de tous ces Partis Socialistes des Républiques dites "populaires".
Camarades, il faut, c'est vrai, que le Conseil national précise clairement la volonté du Parti. Nous avons le droit de poser des conditions.
L'action de tous ceux que vous aviez mandatés a été, j'en suis convaincu, très poussée, très forte, très formelle. Ils n'ont pas réussi parce que nos partenaires n'ont pas compris. Comprendront-ils demain ? C'est possible, mais je crois que si nous sommes absolument convaincus que nous avons raison, que si nous sommes convaincus que notre présence est indispensable à la survie des institutions auxquelles nous sommes si fermement attachés, que si nous sommes convaincus que ces institutions sont indispensables à la vie du Parti lui-même, alors, camarades, je vous en prie, ne posons pas d'ukases définitives qui, demain, devant l'opinion publique, je vous assure, seraient considérées, peut-être, dans l'immédiat, comme une propagande électorale mais qui, de toute faon, plus tard, seraient supportées très lourdement par le Socialisme lui-même si, par la faute des Socialistes, créant volontairement une crise gouvernementale, c'est le régime démocratique lui-même qui disparaissait. Alors, je vous pose la question, comment, demain, le Socialisme pourrait-il encore survivre dans notre pays?
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Rebeyrol, (Haute-Saône), puis à Seosi (Deux-Sèvres), à qui je demande de venir sur la tribune.

Jacques Rebeyrol

Camarades, depuis plusieurs années, le Parti a lutté en vain, je crois, pour essayer d'arrêter la course des prix et des salaires.

On nous a annoncé longtemps (j'ai moi-même annoncé dans la presse ou même quelquefois à la radio) qu'il était nécessaire non pas d'élever les salaires mais d'accroitre le niveau de vie des classes populaires par une baisse des prix.
Et bien, la baisse est arrivée.
Il faut rendre justice au gouvernement, si la baisse est arrivée, ce n'ést pas du fait de la politique qu'il a menée, cela résulte de la conjoncture économique, cela résulte des saisons et du climat, et c'est vraiment lui rendre justice et dire au gouvernement quelque chose d'aimable que de dire cela parce qu'il faut constater que cette baisse, maintenant qu'elle est là, elle apparaît comme anarchique et néfaste.
Cette baisse est une baisse des prix à la production. Elle n'est pas suivie d'une baisse des prix de détail, elle ne se répercute donc que très peu sur le niveau de vie des travailleurs et je vous rappelle que cette différence accentuée entre les prix à la production et les prix de détail c'est un des principaux symptômes de la grande crise économique. Cela s'est passé en 1921, dans les mêmes conditions, dans les mêmes conditions en 1932 et 1933. On peut le dire, nous sommes vraisemblablement à la veille de la crise économique, ou même nous y sommes déjà.
Si nous constatons que les prix ne baissent pas au détail, on s'en prend aux intermédiaires et, sans doute, on a raison.
Il est vrai qu'on a laissé se multiplier les intermédiaires. Je vous rappelle le chiffre que vous connaissez tous : dans la seule année 1946, il s'est créé 500.000 fonds de commerce nouveaux.
Mais les intermédiaires répondent : "ce n'est pas notre faute si nous ne pouvons pas baisser nos prix, nous sommes écrasés d'impôts et les frais de transport sont prohibitifs. Et bien, les intermédiaires ont raison de dire cela et je dois remarquer, en effet, que la politique qui a été suivie par les derniers gouvernements et, notamment, par les gouvernements à direction radicale, par celui-ci, a comporté l'élévation des impôts indirects, sous prétexte de faire disparaître les subventions l'élévation des tarifs de transport et de tous les tarifs de services publics et c'était encore une façon de pratiquer la taxe indirecte, et vous savez que le régime fiscal fondé sur les impôts indirects est un des systèmes qu'a toujours pratiqués la bourgeoisie la plus réactionnaire.
Ainsi, c'est par une politique extrêmement classique, c'est par la politique conservatrice et capitaliste, que nous arrivons maintenant à une crise économique qui se traduit par ce fait qu'après avoir souffert de la péunrie, la classe ouvrière va souffrir de l'abondance et que nous serons arrivés à ce joli tour de force de passer directement de la pénurie à la surproduction, sans qu'aucune période intermédiaire se soit glissée entre ces deux extrêmes.
Voilà où nous en sommes.
Devant cette crise économique, quelle politique va être pratiquée par le gouvernement à direction radicale ?
Je ne crois pas qu'il y ait de raison de penser qu'un gouvernement radical va pratiquer, à l'égard de la crise, une autre politique que celle qu'il a pratiquée à

Fondation Jean Jaurès

l'égard des autres crises. Il va se contenter de certaines mesures empiriques, de soutenir de temps en temps et sans ordre, telle ou telle catégorie sociale, qui lui paraît présenter un intérêt électoral particulier. Je crois, notamment, qu'il va nous faire des lois pour défendre les petits commerçants, puisque les intermédiaires, en général, et les commerçants, en particulier, ont toujours été la clientèle électorale du parti radical.

Je passe très vite sur tout cela, le temps m'est mesuré, mais vous savez très bien ce que tout cela comporte, et je demande au Conseil national de se prononcer sur la question de savoir si nous allons encore soutenir cete politique-là.

On nous a dit, depuis des mois, que nous soutenions la politique gouvernementale parce qu'il s'agissait de sortir des difficultés d'après-guerre, que le calme économique étant revenu et avec la prospérité, nous allions enfin cesser de voir la République en péril, cesser de voir la démagogie de droite ou de notre gauche, Communiste ou gaulliste, s'exercer à nos dépens et qu'enfin alors nous pourrions reprendre notre liberté. Eh bien, je vous dis que la situation économique ne s'améliore pas et que nous allons toujours, et la démocratie avec nous, courir les mêmes dangers, et du côté Communiste et du côté gaulliste.

Ainsi, c'est d'une façon durable qu'il faut nous déterminer à la collaboration avec les radicaux.

Je n'insiste pas là-dessus et pourtant vous savez bien que devant une crise économique comme celle qui s'ouvre, nous, Socialistes, nous avons les solutions, des solutions qui ont fait leurs preuves en d'autres époques.

On vient de nous exposer assez complètement ce qu'étaient les systèmes de distribution agricole et quel pouvait être la résonnance de leur souvenir dans les classes paysannes. Vous savez aussi que pour cet effort contre la crise industrielle, il n'y a pas d'autres méthodes que les nôtres, que celles de la planification économique.

Cette politique-là, si nous ne la soutenons pas si nous continuons simplement à soutenir un gouvernement qui se cantonnera dans l'empirisme, je vous demande qui soutiendra, la politique Socialiste ? Est-ce que c'est le Parti Communiste qui le fera ?

Et pourtant, à propos du Parti Communiste, je viens de lire dans le *Populaire-Dimanche* d'aujourd'hui l'article de Commin qui nous décrit la crise que traverse le Parti.

Cette crise, assurément, nous donne une opportunité extraordinaire pour reprendre notre crédit auprès des masses populaires, mais je crois que si nous devons user de cette opportunité, si nous voulons être présents parmi les masses, il faut nous demander si notre présence au milieu d'elles est compatible avec notre présence au gouvernement.

Encore uns fois, je ne fais que poser cette question. Vous devinez quelle réponse je voudrais qu'on y apportât.

Je demande au Conseil national de se prononcer clairement aussi là-dessus.

Et quant aux solutions pratiques immédiates, je crois que je vais décevoir un certain nombre de nos camarades qui, pensent, comme moi, que le maintien de

Fondation Jean Jaurès

la coalition gouvernementale n'est pas souhaitable. En effet, je crois qu'il n'est pas possible de dire que nous voulons, d'une façon immédiate, et ce soir même, décider que les ministres Socialistes vont quitter le gouvernement. Il ne me parait pas possible qu'à la veille des élections cantonales et sans un prétexte ou une raison précise, nous rompions la coalition gouvernementale. Je crois que tout ce que nous pouvons faire, c'est d'essayer de marquer un certain nombre de points extrêmement précis sur lesquels nous donnerons un mandat impératif au Comité directeur et au groupe parlementaire pour qu'aucun compromis ne soit plus accepté.

On vous a proposé, d'autres orateurs que moi ont proposé deux points précis auxquels je me rallie: l'un est la libération des salaires par les conventions collectives, l'autre est la politique à l'égard de l'Indochine. Defferre notamment a déclaré que le 11 mars une interpellation sur l'Indochine allait avoir lieu; il demande (et je me rallie à sa demande) que le groupe parlementaire soit impérativement invité à ne pas se séparer, le moins du monde, de la politique qui a été exposée par Guy Mollet dans sa lettre à Queuille le 17 janvier dernier.

Je crois qu'il pourrait en être de même quant à un projet de loi qui pourrait être déposé sur le rétablissement des conventions collectives. Sur ces deux points, voilà une politique qui est spécifiquement la nôtre; nous pouvons parfaitement ne pas céder d'un pouce là-dessus et si le gouvernement ne cède pas (et je suis assez porté à croire qu'il céderait) alors, il pourrait être temps de quitter ce gouvernement.

Après cela, je me sépare complètement de ce que vient de dire Coutant. Je crois qu'une politique de soutien sans participation est parfaitement possible. Je crois que l'influence que pourraient avoir les solutions Socialistes par ce moyen est plus grande que celle que ces solutions peuvent avoir par le moyen de la participation gouvernementale. Il me paraît plus facile, lorsqu'on fait partie d'une majorité et non pas d'un gouvernement, de peser dans des cas précis sur ce gouvernement en le menaçant de retirer son soutien, je crois que cela est plus facile que de discuter à l'intérieur du Conseil des ministres, au milieu de toutes les contingences et de toutes les difficultés quotidiennes.

Je crois donc que nous devons nous tenir à cette éventualité et j'ai demandé que dans le cas de rupture gouvernementale, un Conseil national soit convoqué pour que le Parti puisse affirmer sa volonté (si c'est bien sa volonté à ce moment-là) de s'en tenir au soutien sans participation.

Mes camarades, si nous envisageons le soutien, il est bien entendu que c'est, là encore, un soutien conditionnel et que nous ne serions pas plus avances si nous soutenions le gouvernement en toute hypothèse que nous ne le sommes si nous restons dans le gouvernement en toute hypothèse et il faut bien savoir que nous courons un risque, celui de la dissolution,

Là, je vous demande ce que j'ai déjà demandé, c'est de bien vouloir dresser une hiérarchie des périls. Si vraiment nous considérons que le plus grand danger que nous puissions courir et que puisse courir la démocratie, c'est la dissolution de l'Assemblée Nationale, alors, en effet, non seulement il faut rester dans le

gouvernement, mais il faut renoncer à exercer aucune pression ni aucune menace sur ce gouvernement pour faire prévaloir nos solutions Socialistes, mais si nous voulons faire prévaloir ces solutions, alors, il faut savoir accepter certains risques et ces risques, c'est: la chute du gouvernement, d'abord, la dissolution, ensuite.
Que serait cette dissolution ? Je crois qu'elle serait moins dangereuse qu'elle l'était il y a 6 mois et je crois, en tout cas, que si même après cette dissolution le Parti reconnaît qu'avec un effectif parlementaire diminué mais ayant repris son crédit auprès des masses populaires, alors, dans ce cas là, ce serait un bénéfice pour le Parti et même pour toute la démocratie française.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Seosi des Deux-Sèvres, ensuite Rieb du Finistère à qui je demande de venir.

M. Seosi

Camarades, la fédération Socialiste des Deux-Sèvres est d'avis de maintenir nos camarades au gouvernement pour les deux raisons qui viennent d'être dites.
Cependant, le problème de la laïcité nous tient à coeur camarades, et c'est pourquoi et c'est pourquoi nous demandons que ce problème soit une condition essentielle pour le maintien de nos camarades pour l'instant.
Je m'excuse d'intervenir dans ce débat pour une question tout à fait particulière, question de détail qui, pour l'instant, n'a guère d'intérêt et pourtant il s'agit du problème du scrutin pour l'élection des membres à l'Assemblée Nationale. Inutile de développer les raisons qui ont motive la motion de la fédération des Deux-Sèvres, je le lis afin d'abréger mon intervention:
"La fédération des Deux-Sèvres demande que le Comité directeur mette à l'étude des fédérations et des sections le retour au scrutin majoritaire et que cette question soit soumise au prochain Congrès National"
(Applaudissements)

Le président - Le record de brièveté est battu.
(Applaudissements)
La parole est à Rieb du Finistère.

Dans la salle - Il renonce à la parole.

Le président - Nous l'en félicitons. La parole est à Delabre du Pas-de-Calais, puis à Cormier.

Camille Delabre

Camarades, dimanche dernier, la fédération du Pas-de-Calais a tenu un Congrès et nous pouvons dire que depuis plus d'un an, c'est la première fois qu'au

Congrès fédéral les délégués ont montré beaucoup moins d'inquiétude et plus de confiance dans l'avenir du Parti.
Certes, nous avons eu des réclamations des ouvriers mineurs qui se sont élevés contre la Direction des Houillères nationales qui attribue d'une manière fantaisiste la prime accordée aux mineurs victimes des dernières agressions bolcheviques. Et nos camarades nous ont dit combien il était regrettable de voir la maîtrise se lancer dans de nouvelles brimades contre les ouvriers.
Ceux qui, après la libération, s'étaient mis à la disposition de Lecoeur et de sa clique se croient aujourd'hui obligés de revenir aux méthodes des anciennes Compagnies Minières. Et nos camarades mineurs sont venus dénoncer le gonflement des services de maîtrise dans certains puits où les postes d'ingénieurs ont été multipliées par 4, 5 ou 10. Dans les autres postes de maîtrise, il en est de même,
Alors qu'on veut faire baisser les prix de revient (et l'on a raison) on accorde une augmentation déguisée aux ingénieurs par l'octroi d'une prime de paysage et, camarades, pour nos camarades mineurs qui vivent dans des cités ouvrières tristes où ils ont la poussière des terrils et de nombreux inconvénients par la présence de nombreuses usines, il est tout de même regrettable qu'une prime de paysage soit accordée à des ingénieurs qui sont très bien logés, alors que les ouvriers, eux, sont plus mal logés et dans de plus mauvaises conditions.
Nos camarades de l'électricité de France sont venus aussi critiquer les méthodes de certains directeurs contre l'avancement de nos camarades et ces critiques, pour sévères qu'elles sont, montrent combien nos camarades veulent défendre les nationalisations.
Sur le plan du coût de la vie, nos camarades ont demandé que les baisses enregistrées dans les campagnes se répercutent dans toutes les villes et qu'on révise les marchés bénéficiaires. Il ne faut rien faire pour empêcher la baisse des prix mais les paysans ne doivent pas seuls en faire les frais. Il faut peser sur les prix industriels car de nombreux ouvriers ne touchent pas encore le salaire minimum légal.
Si aujourdh'ui la baisse des prix des denrées de consommation atténue l'effet des zones de salaire pour les ouvriers des campagnes, il faut à tout prix remanier le classement des communes et réduire l'écart entre les zones pour arriver à leur disparition.
Sur le plan de l'Ecole, la fédération du Pas-de-Calais est convaincue que Jules Moch ne signera pas l'arrêté d'application du décret Poinsot-Chapuis et à l'unanimité la fédération du Pas-de-Calais pense que l'application du décret Poinsot-Chapuis serait une raison suffisante de rupture gouvernementale.
Si nous devons souscrire à l'augmentation des loyers, qui est un des éléments d'une véritable politique de logement, il faut aussi que l'allocation logement vienne compenser l'augmentation trop dure pour le foyer du travailleur. Et dans l'attribution de l'allocation logement, il faut un financement qui ne se retourne pas contre le travailleur.

Hier soir, un camarade cheminot montrait qu'il subissait l'augmentation du prix de son loyer, mais qu'on lui avait retiré l'allocation salaire unique et qu'il était une nouvelle fois victime et notre fédération qui a toujours eu des contacts avec les travailleurs constate avec plaisir que notre section recrute à nouveau, et contrairement à ce que disait un camarade ce matin, nous ne recrutons pas de sous-préfets mais des ouvriers, des mineurs, des ouvriers du bâtiment, des métallos, des femmes, des marins et des pêcheurs.
Nous avons, depuis le début de l'année, crée 5 nouvelles sections et d'autres qui étaient en sommeil ont retrouvé une nouvelle activité. Certains camarades pourraient dire: "oui, mais c'est l'approche des élections." Je pourrai vous dire, camarades, que dans un canton où le candidat était désigné depuis plus de trois mois, nous pouvons dire que depuis le 1er janvier, 50 nouvelles adhésions d'ouvriers ont été enregistrées.
(Applaudissements)
Nous allons à la bataille électorale beaucoup plus confiants, car nous constatons que notre section travaille beaucoup plus activement et retrouve peu à peu son dynamisme. Nous ne ménageons ni les staliniens, ni les gaullistes et leurs attaques sont la preuve que nous sommes à l'avant-garde du combat sur les deux fronts. Nous avons conscience que la défense de la République et aussi la défense du Parti. Il ne faut pas seulement nous présenter commue des soutiens du gouvernement, mais comme des Socialistes en défendant nos thèses, notre programme, nos solutions, et c'est ainsi camarades, que nous irons vers de nouveaux succès si partout dans vos fédérations vous créez l'enthousiasme autour du Parti plutôt que de dénigrer ses hommes et ses actions.
(Applaudissements)

Le président

Camarades, je vais demander à la camarade Georgette Pasquier de me remplacer pour qu'elle me donne la parole pour quelques mots.
Camarades, c'est l'intervention de Delabre qui me fait penser qu'il est nécessaire que j'apporte ici une précision en matière d'école laïque.
L'Humanité d'il y a quelque tempn a déclaré que j'avais envoyé une circulaire confidentielle aux préfets. Le Secrétariat Général du Parti l'a déjà démenti auprès de toutes les fédérations. Je renouvelle ce démenti, ce qui n'est pas nécessaire entre nous, de même qu'il n'est pas nécessaire de dire à des militants avertis qu'il n'y a jamais lieu de tomber à pieds joints dans les pièges tendus par *l'Humanité*.
Je précise donc pour le Conseil national:
1° - Qu'aucune circulaire confidentielle n'a jamais été adressée aux préfets en cette matière.
2° - Que la dernière circulaire adressée aux préfets en matière de subventions scolaires date du 25 février 1948, c'est à dire il y a 1 an et 2 jours et que cette circulaire visait exclusivement au maintien des lois laïques, au respect de la législation en vigueur.

Je pense que voilà qui est net et qui permettra notamment à nos fédérations de l'Ouest de se défendre.

Andrée Vineot - La même nouvelle a été diffusée par le Comité Exécutif des états généraux de la France laïque et envoyée à tous les délégués de France de la Ligue de l'Enseignement.
Il faudrait peut-être donner un caractère à ce démenti qui permette de...

Le président - Ce démenti sera porté à la tribune de l'Assemblée par le président du Conseil lui-même lorsqu'il répondra au nom du gouvernement à l'interpellation d'un Communiste.

Andrée Vineot - Je pense que les camarades qui sont mombres do la Ligue de l'Enseignement devraient écrire de façon assez énergique à la Direction de la Ligue pour ne pas que de tels bruits se répandent.

Le président - Je pense que les camarades membres de la Ligue de l'Enseignement savent quelle campagne Communiste s'exerce par l'intermédiaire de certains crypto-communistes.
(Applaudissements)
Ceci dit, en attendant que notre ami Guy Mollet finisse d'improviser sa réponse aux divers orateurs, je crois qu'il n'est pas inutile que je précise brièvement et aussi clairement que possible pour le Conseil National quelle est la loi en matière de subventions. Je le ferai sous la forme, si vous le voulez bien, des questions et réponses chères à ceux qui enseignent le catéchisme.
1ère question: Est-il permis à un Conseil général ou à un Conseil municipal de subventionner directement des écoles primaires privées?
Réponse: Non, en vertu de la loi de 1886 et des avis nombreux du Conseil d'Etat.
2ème question: A défaut de subventions directes, est-il possible d'accorder des subventions indirectes, par exemple, sous la forme de subsides aux familles permettant à celles-ci de majorer les frais de scolarité qu'elles versent à l'école?
Réponse: Non, en vertu de plusieurs arrêtés du Conseil d'Etat dans le détail desquels je n'entre pas.
3ème question: Si un Conseil municipal ou un Conseil général vote une telle subvention, quelle doit être l'attitude du préfet ?
Réponse: Il est tenu, en vertu de la loi de 1886 des avis et arrêtés du Conseil d'Etat, d'annuler cette subvention.
Autre question intéressante pour notre propagande: Qui est-ce qui a remis en vigueur la loi de 1886, la loi qui est à la base de la laïcité?
Cette loi a été remise en vigueur par l'ordonnance du 17 avril 1945 signée par le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire et par Monsieur Capitant, alors ministre de l'Education Nationale.

Fondation Jean-Jaurès

Vous avez là une réponse à la campagne actuelle du RPF et je précise que l'ordonnance de Gaulle-Capitant constate la nullité des actes dits loi de novembre 1941, première loi autorisant les départements à subventionner les établissements privés, deuxième loi relative au contrôle par l'autorité académique de l'enseignement libre, troisième loi portant création des caisses des écoles privées, quatrième loi permettant de détacher les fonctionnaires de l'enseignement publique dans l'enseignement privé. Tous ces textes ont été annulés sur proposition de M.Capitan avant que n'existe le RPF.
Une autre question, la sixième je crois: à défaut de subvention directe ou indirecte aux écoles est-il permis aux Conseils municipaux ou aux Conseils généraux de subventionner les unions d'associations familiales ?
Réponse : avant le décret dit Poinsot-Chapuis, un Conseil municipal pouvait subventionner une telle association, comme il peut subventionner une société sportive ou une société de "biblophobes". Mais comme ce texte a été pris et qu'il devait être suivi d'un arrêté d'application organisant le contrôle des unions d'association, et que cet arrêté d'application n'a pas été pris, il en résulte qu'il n'est pas possible actuellement alors qu'il était possible auparavant, de subventionner les unions d'associations. Par conséquent les préfets ne peuvent pas approuver de telles subventions.
Autre question : est-il possible d'accorder des secours en nature ou en espèces aux familles des enfants fréquentant l'école libre ?
La question est plus délicate. Voici l'état exact complet de la jurisprudenoe. Il faut d'abord distinguer entre les subventions en natures et les subventions en espèces. Le seul caractère commun c'est que les Conseils Municipaux peuvent accorder de telles subventions aux seuls parents des élèves fréquentant l'école laïque, mais qu'ils ne peuvent pas les accorder aux seuls parents des élèves fréquentant l'école libre. Ils ne peuvent les accorder aux familles des enfants fréquentant l'école libre qu'à condition de les accorder dans la même proportion et sinon les mêmes quantités aux familles des enfants fréquentant les écoles laïques.
Voilà le caractère commun. Voici la différence. En ce qui concerne les subventions en natures il n'y a pas de limitation: on peut décider de distribuer une paire de chaussures ou un tablier à tous les enfants de la commune même à ceux dont les parents sont fortunés. En ce qui concerne, au contraire, les subventions en espèces, la règle jusqu'à un arrêt du Conseil d'Etat de 1935, était de n'accorder ces secours qu'aux familles indigentes c'est à dire inscrites au bureau de bienfaisance. Depuis 1935, le Conseil d'Etat a élargi cette notion en reconnaissant à propos d'un cas d'espèce qu'il était loisible d'accorder de telles subventions à des familles éprouvant, je cite textuellement, "des difficultés matérielles pour élever leurs enfants". Or, il est clair qu'on peut éprouver des difficultés matérielles pour élever ses enfants sans être pour cela inscrit au bureau de bienfaisance. Mais on a maintenu cette notion fondamentale que je donnais en tête, à savoir que l'on ne pouvait pas réserver cette subvention, cette aide, aux familles des enfants fréquentant l'école libre.

Par conséquent, actuellement un Conseil municipal a parfaitement le droit de voter des subventions pour tous les enfants sans distinction d'enseignement dont les familles éprouvent des difficultés à les élever.
Et, dans ce cas, les préfets ne peuvent annuler la subvention que si elle dépasse les possibilités de la commune. Mais ils ne l'annuleront pas à cause de son but, mais en raison de la disproportion entre cette subvention et l'état financier de la commune.
Tout ceci s'applique à l'enseignement primaire. Pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement supérieur, les règles sont différentes. Je n'entrerai pas maintenant dans le détail, j'indique simplement que la loi Falloux de 1850 qui règle le sort de l'enseignement secondaire étant beaucoup plus libérale pour l'enseignement libre que la loi de 1886, des Conseils municipaux peuvent, sous certaines conditions, dans le détail desquelles je n'entre pas, subventionner l'enseignement secondaire libre ou l'enseignement supérieur libre.
Je crois avoir ainsi exposé aussi clairement que possible, un problème qui est compliqué. J'indique que ma position, celle des ministres Socialistes est la même en la matière que celle des ministres radicaux. Nous ne signerons pas l'arrêté d'application du décret Poinsot-Chapuis, et nous maintiendrons en vigueur l'ensemble de la législation républicaine aussi bien dans ce qu'elle interdit que dans ce qu'elle permet. Il est clair, et je demande que ceci ne soit pas publié dans nos journaux, que si un Conseil municipal ayant voté une subvention sous une des formes interdites que je citais en commençant, la voyant annulée, en vote une nouvelle sous une des formes permises que j'ai énumérées ensuite, le préfet à ce moment est obligé de l'approuver alors qu'il a annulé la première.
Voilà ce que les militants Socialistes doivent savoir. J'ajoute qu'il serait inopportun de demander actuellement l'abrogation du décret Poinsot-Chapuis, d'abord parce que sans son arrêté d'application il n'est pas valable, ensuite parce qu'à partir du moment où il serait abrogé les Conseils municipaux pourraient subventionner ces unions d'associations comme n'importe quelle société communale, ce qui n'est pas l'intérêt de la laïcité, et enfin parce que je ne pense pas, et ceci est une opinion personnelle, que le Parti ait intêret en ce moment à déclancher une crise de gouvernement qui risquerait de devenir une crise de régime. Je demande donc aux camarades, une fois de plus, de ne pas croire aux mensonges de l'*Humanité* et du Parti Communiste. Je sais que c'est difficile. Le mensonge est devenu dans cette maison une arme quotidienne. A force de lire le journal on finit, surtout sur des sujets sensibles comme celui de l'enseignement pour des Socialistes, on finit par se dire de temps en temps: "mais si c'était vrai ?"
Je veux assurer les camarades que les ministres socialistes sont sur ce point en pleine communion d'idée avec tout le Parti, et je veux les assurer aussi que nous continuons notre lutte contre le bolchevisme, contre le stanilisme sous sa forme actuelle. Je ne veux pas entrer dans le détail, mais j'ai déjà fait à un précédent Conseil national quelques révélations qui ont fait du bruit par la suite sur

l'arrivée de fonds étrangers et sur le paiement de toutes leurs dettes le même mois par tous les journaux Communistes de France. Je veux dire qu'actuellement entraînés par la volonté rageuse de lutter contre la constitution de l'Europe qui sera provisoirement une Europe occidentale et contre l'aide américaine, les Partis Communistes occidentaux ont reçu l'ordre de faire une campagne très violente qui ne se manifeste pas seulement par des discours à la façon de ceux de Maurice Thorez, sur lesquels je ne reviens pas, vous avez tout lu, mais qui se manifeste aussi par une action souterraine singulièrement plus dangereuse visant à démoraliser les forces libres de la France et à multiplier les entreprises d'espionnage.

Nous tenons en ce moment un certain nombre de Communistes importants. Une première affaire dont il a été parlé dans la presse consiste à organiser dans chaque usine nationale par des ouvriers Communistes un recollement de tous les renseignements intéressant la défense nationale que l'on remettait à un certain Friedland, journaliste à *Regards*, et ancien membre du bureau d'Information soviétique, c'est à dire fonctionnaire russe bien que citoyen français. Il est arrêté, beaucoup de ses complices aussi, et d'autres vont suivre, les perquisitions ont lieu aujourd'hui même dans un grand nombre de villes de province.

Une deuxième affaire vient d'être découverte qui vise des officiers d'activé Communistes dont un certain est actuellement, au moment même où je vous parle, interrogé dans les locaux du ministère de l'Intérieur, et a fait des déclarations que j'ai vues entre les deux séances du Congrès, et qui prouvent que la prise est bonne.

Sur tous les fronts l'offensive Communiste se développe. Sur tous les fronts nous devons résister ou passer à la contre-attaque. Et en bien des domaines, nos contre-attaques se sont soldées par des avances; comme le Congrès n'est pas fini, je ne veux pas tirer la conclusion des débats. Je dirai simplement que quelles que soient les paroles un peu désespérantes que nous avons entendues ce matin, moi j'ai confiance.

J'ai confiance parce qu'on commence à comprendre dans le pays. J'ai confiance parce que les résultats électoraux du 20 mars s'ils ne sont pas ceux que nous espérions parce que nous avons en ce moment plus que notre part avec 43 présidences de Conseils généraux sur 90, seront cependant de l'avis de tous les préfets meilleures pour le Parti qu'ils ne l'auraient été il y a quelques mois.

C'est tout ce que je veux dire maintenant. Je m'excuse d'avoir oublié que j'étais président, j'ai ainsi permis à notre ami Guy Mollet, je le crois du moins, de finir la mise en ordre de ses notes; je redeviens président et lui passe la parole.

(Applaudissements)

Un camarade dans la salle - (Intervention assez inaudible) Je remercie Jules Moch de ses déclarations en ce qui concerne les.... prévus par le décret du 8... Cela permet que jamais ces décrets ne seront signés, et le MRP a fait une politique jeudi après-midi en Assemblée Nationale en demandant l'urgence pour la discussion dm projet de loi qui vise à soustraire... à la fiscalité ordinaire. C'est

en l'absence des délégués du RPF que les commissaires du MRP ont demandé à ce qu'on discute immédiatement sur l'urgence. Je représentais les Socialistes (?). Nous avons voté contre, les Communistes ont voté contre et les MRP ont été battus. C'était contre le RPF Je voulais simplement apporter cette information.

Guy Mollet

Camarades, je voudrais d'abord comme l'a souligné notre camarade Jules Moch, montrer le caractère quelque peu pessimiste d'un certain nombre des interventions entendues aujourd'hui.

Je vois que ceux qui s'étaient plaints à la conférence d'information qu'une part trop petite était faite à la critique, auront été comblés aujourd'hui. Nous aurons entendu de nombreuses critiques. Je m'en félicite. Il est heureux que des griefs soient apportés, mais ce dont je ne me félicite pas, c'est du ton. J'ai l'impression vraiment que le pessimisme est exagéré dans tous les domaines, sur tous les terrains, pessimisme quant au Parti.

C'est Guille qui le premier l'a exprimé en parlant d'une terrible désafection des militants de la base, Depreux qui a parlé de l'incompréhension des militants, Leenhardt qui va même plus loin puisque lui, non seulement ne parle pas de l'incompréhension des militants, mais même de la condamnation que les militants prononceraient contre leurs organismes dirigeants puisqu'il s'est inscrit en faux contre le fait que j'ai pu me féliciter de ce que dans la conférence d'information aucun camarade n'avait pensé à rendre responsable de la situation actuelle aucun des militants ministres parlementaires ou membres du CD, Si Leenhardt la fois dernière était resté pour entendre la réponse à l'interpellation, il aurait su qu'à ce moment là j'avais déjà dit devant le Conseil national qu'effectivement chacun de ceux qui avaient apporté des critiques avaient regretté les insuffisances de l'action gouvernementale, mais avaient en même temps rendu hommage à l'action des ministres à l'intérieur des gouvernements, à l'action des parlementaires à l'intérieur de l'Assemblée du Comité directeur.

C'est Guille qui dénonça la résignation et la passivité de ces membres.

Eh bien, camarades, ceux qui parlent ainsi sont probablement les interprètes de ce qu'ils voient autour d'eux. Mais je m'inscris en faux contre cette atmosphère générale du Parti. Ce n'est pas vrai qu'il en soit ainsi. C'est vrai qu'il en a été ainsi pendant un moment, c'est vrai qu'il y a eu pendant longtemps cette incompréhension des positions du Parti, presque cette intolérance de la politique que le Parti faisait courageusement. Mais il est faux que là où les militants responsables feront leur devoir de renseigner leurs camarades, il est faux qu'un certain esprit subsiste. Je dis au contraire, il y a dans le Parti d'abord et dans l'opinion publique lorsqu'on l'avertit, un redressement incontestable et dans la suite de ma démonstration je vous montrerai même que nous sommes arrivés à un moment, grâce aux sacrifices jusqu'ici consentis, où peut-être la propagande Socialiste a les éléments qu'elle n'avait jamais eus depuis la libération.

C'est faux à l'intérieur du Parti. C'est notre camarade Depreux lui-même qui opposait à Guille, sans peut-être même y avoir pensé, le plus sympathique des

démentis. Guille avait dit que dans la classe ouvrière on nous comprenait moins, et que si jamais il fallait que le Parti se trouve coupé de la classe ouvrière, il y aurait un danger terrible. Je comprends, et Depreux lui répondais: "cette désafection que je dénonce je dois reconnaître qu'elle existe beaucoup moins dans les milieux ouvriers, et dans les fédérations ouvrières."
Coutant a déjà répondu, ainsi que… (inaudible)… Je voudrais après eux dire qu'à l'heure actuelle, au contraire, s'il y a désafection et incompréhension même c'est dans certains milieux intellectuels, milieux qui se prennent pour intellectuels. Par contre, à l'heure actuelle, dans toutes les fédérations et dans toutes les sections ouvrières on voit de plus en plus revenir spontanément à nous des ouvriers.
J'ai visité il n'y a pas tellement longtemps des sections où l'on enregistrait dans une section minière à Carvin dans le Pas-de-Balais, 50 adhésions ouvrières, d'ouvriers mineurs. J'étais à Arras, dans ma propre section, il y a dix jours, où les dix adhésions du samedi (il y en a tous les samedis) se composaient de femmes de ménage, de métallos, de maçons.
Je dis qu'au contraire, à l'heure actuelle, les ouvriers nous reviennent de plus en plus, seulement cela suppose bien sur que le langage qu'ils entendent tenir dans les sections dans la suite ne soit pas ce langage pessimiste dont ce matin et une partie de cette après-midi nous avons été les auditeurs.
Le pessimisme s'est manifesté ensuite quant au.bilan des activités. Il s'est agi de l'Indochine d'abord. Le Comité directeur, à l'unanimité a adopté une position. Je dois dire qu'en l'ayant fait (je dois le dire parce que nous sommes à l'intérieur du Parti) il a manifesté un certain courage, parce qu'il n'y a pas tellement longtemps que ceux qui défendaient la position, cette position dans le Parti, étaient suivi par la majorité. Il y aurait même quelque ironie à trouver chez certains camarades aujourd'hui qui nous reproche de ne pas avoir réussi assez vite à faire triompher notre point de vue dans la guerre d'Indochine, sa position primitive alors qu'il était de ceux qui avaient voté contre. Comme le regrettait ce matin Guille il y a certainement des éléments de gauche qui sortent du Parti, mais la gauche se remplit inversement par un certain nombre de camarades venant d'ailleurs.
C'est quelque chose d'inacceptable que de reprocher au Parti de ne pas avoir sur ce plan réussi à faire triompher une position sur laquelle le Parti a mis tellement longtemps lui-même à se mettre d'accord. Pourquoi avons-nous retardé jusqu'au 15 mars la publication de cette lettre? Cette lettre adoptée à l'unanimité par le Comité directeur? Le Conseil national d'information en a été tenu au courant. C'est parce que tout en étant convaincu que la politique actuelle telle qu'elle est organisée par le ministère de la France d'Outremer, ne peut réussir, pour permettre que celle que nous préconisons puisse ensuite réussir, il ne faut pas apparaître comme portant la responsabilité de l'échec de la politique actuelle.
Voyez-vous, camarades, en ce qui concerne l'Indochine il y a deux préoccupations différentes: la première, qui consiste à prendre une position facile à défendre, que l'on affirme avec intransigence, sachant bien qu'elle ne

serait pas appliquée si nous n'étions pas dans le gouvernement pour l'y faire triompher.
C'est une attitude. Puis, il y a celle qui consiste au contraire à vouloir de toutes ses forces arriver à mettre fin au conflit là-bas. Pour arriver à y mettre fin, il faut que nous arrivions à convaincre, je ne dis pas le gouvernement, vous savez que c'est un souci que je n'ai jamais eu, je le dis, mais la majorité actuelle, quel que soit le gouvernement qui la représente. Il faut arriver à la convaincre que nous avons raison sur cette position. Et, pour arriver à la convaincre, nous savons qu'elle va se donner à elle-même (ce n'est pas nous qui lui donnerons) avant le 15 mars, la preuve par les faits que l'autre méthode à laquelle elle avait pensé, ne pouvait pas réussir.
Il deviendra alors possible, à partir du 15 mars, sur les bases mêmes de la position Socialiste de la lettre que j'ai envoyée à Queuille, j'en suis profondément convaincu, de faire trompher notre point de vue, c'est à dire d'oeuvrer utilement pour la fin de la guerre en Indochine.
Jules Moch| déjà en ce qui concerne la laïcité, vous a apporté une réponse. Qu'il me soit permis d'insister et de dire que, sur ce problème, à coté des efforts qu'inlassablement les membres du Parlement plus particulièrement, tous les membres Socialistes du Parlement, nos camarades de la Commission de l'Enseignement, nos ministres, le Comité directeur, ont entrepris pour la défense de la laïcité. Il faudrait qu'il y ait aussi, camarades, les efforts des camarades des fédérations et des sections, et je vais vous dire en quoi.
A l'heure actuelle, pour ceux qui se présentent comme les défenseurs de la laïcité, ce que disait tout à l'heure notre camarade est exact, et il ne signalait d'ailleurs qu'un danger. Il y aura une offensive cléricale permanente contre la laïcité. Il est évident que pour se défendre contre le RPF, le MRP fera tout ce qu'il pourra pour attaquer l'école. Il y aura donc une offensive permanente. Voilà une attaque.
Mais de l'autre coté, parmi les pseudo-défenseurs, il y a le Parti Communiste, passez-moi la trivialité de l'expression, qui se "fout" totalement de l'école laïque et de la laïcité. Seulement, il est préoccupé lui, de jeter le discrédit sur le Parti Socialiste d'abord, et de rompre la coalition. C'est la raison pour laquelle il est en train de monter deux grands chevaux de bataille :
- la campagne sur les prétendus arêtés ou circulaires que Jules Moch aurait lancés.
Sur ce premier point, croyez-vous qu'il ne soit pas déplorable camarades que nous ayons reçu immédiatement, dans les trois jours de la publication par l'*Humanité* et par *Liberté* (tous les journaux Communistes y compris deux journaux d'information l'ont publié), croyez-vous, qu'il ne soit pas regrettable que dans les trois jours, sur le vu d'une information parue dans les journaux Communistes, nos camarades de pas mal de sections, voir de deux ou trois fédérations, nous aient envoyé immédiatement des annonces par lesquelles il y allait y avoir une démission collective de sections, et désaveu de ces fédérations.

Dites-moi, il suffit donc que quelque chose soit imprimé dans un journal Communiste, pour que maintenant cela entre comme une vérité dans les esprits de nos camarades Socialistes ?
(Applaudissements)
Il devrait y avoir au contraire une réaction spontanée.
Ah! Si on nous avait demandé immédiatement par lettre, par télégramme, ou par téléphone: "ce n'est pas possible, ce n'est pas vrai ?" et que l'on se soit satisfait de la réponse quand nous aurions dès le lendemain, le jour même, dit: "mais non ce n'est pas vrai". Mais non, immédiatement, on a cru.
- deuxième cheval de bataille, et, si sur le premier il est trop tard pour vous appeler à l'action, sur le second par contre j'ai un travail à vous demander à tous, surtout à ceux d'entre vous qui sont particulièrement attachés à la laïcité, surtout aux enseignants.
On va réorganiser je crois que c'est pour Pâques, les états généraux de la laïcité. Dans les assemblées, au Conseil Supérieur de la défense laïque, dont les débats sont secrets mais dont tout de même j'ai bien le droit de vous dire dans l'essentiel ce qui s'y passe, il est incontestable qu'il y a unanimité, en dehors des Communistes, pour dénoncer la mauvaise foi d'une part, et la manoeuvre des Communistes d'autre part.
Ils ont pris des engagements, fin janvier, qu'ils n'ont pas tenus. Ils s'étaient engagés à ce que ces Etats généraux aient pour préoccupation la laïcité, la défense de l'école, qu'en conséquence on chercherait tout ce qui pouvait unir des républicains et des laïques en faveur de la défense de l'école.
Il est actuellement acquis, personne ne peut avoir une seconde d'illusion, qu'ils sont entrain d'organiser les prochains états généraux non pas pour que l'on y parle de la défense de l'école, mais uniquement pour en faire un nouveau tremplin, une nouvelle machine de guerre contre les Socialistes. A l'intérieur du Comité national, nos camarades Socialistes se battent, il leur est impossible de dire, vous devez le concevoir: "on ne va pas y aller". On ne peut pas ne pas y être si ils hésitaient, la Ligue de l'Enseignement, le syndicat des instituteurs, toutes les organisations laïques, c'est certain, seront toutes là, on ne peut donc pas ne pas y être et on ira, pour s'y battre, pour s'y bien battre, pour s'y bien défendre. Pour y être battus, en fin de compte, car ils auront mobilisé toutes leurs troupes de la Seine, car on y entrera comme on voudra.
Et bien, ne croyez-vous pas que, si les camarades Socialistes qui se battent se trouvaient dans toutes les fédérations à l'heure actuelle, à l'intérieur des organisations syndicales, laiques, Ligue de l'Enseignement et autres, ou pas mal des nôtres sont, sans que ce soit pour autant un mot d'ordre du Parti, simplement parce qu'ils doivent avoir la même préoccupation que nous, celle de défendre l'école et pas autre chose.
Ne croyez-vous pas que, si comme nous ils tenaient le même langage, dès maintenant il n'y aura pas d'états généraux ou bien ces états généraux seront organisés sur quelque chose d'excessivement précis, pour la vrai défense de l'Etat, c'est à dire sur la construction scolaire, par exemple, sur ce fait très précis

que si on n'a pas bâti des dizaines de milliers d'écoles avant 1951, vous aurez 1 million et demi à deux millions de gosses que vous ne saurez pas où mettre en 1951. Si on n'a pas imposé, par le canal du syndicat des instituteurs, par le canal de la Ligue de l'Enseignement, par le canal de la libre pensée et par le canal de ces organisâtions, par le travail que ceux-mêmes de nos camarades qui sont dedans qui feraient mieux d'y faire ce travail que d'y faire de la surenchère parfois contre nous-mêmes, si on n'est pas capable d'imposer cela, alors vous ne serez plus en droit de reprocher aux militants responsables sur le plan national, de porter la responsabilité de fautes qui seraient vos fautes.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, le gros grief que l'on nous a fait a été de nous dire: "bien sur, il y a la baisse, mais d'abord, elle est catastrophique, et puis, vous n'y êtes pour rien".

Camarades, je ne veux même pas discuter pour savoir si la baisse nous y sommes ou non pour rien, si l'action gouvernementale n'y est pour rien. Il serait facile de démontrer qu'en certains domaines, il y a eu une action demandée par nous et qui n'a pas été sans profit. Il serait facile de démontrer qu'en certains domaines, certaines importations faites à des moments opportuns ont pu jouer sur les prix.

Mais tel n'est pas l'essentiel, il est bien vrai que dans l'essentiel la baisse a des causes extérieures à la volonté du gouvernement.

Mais, qu'il en soit ainsi ou non, il y a un fait, elle est là, elle existe, et si, au lieu de se demander si on y est pour quelque chose, on se demandait comment il est possible de l'exploiter sur tous les terrains, comment il est possible de l'exploiter dans l'intérêt des consommateurs d'une part et dans l'intérêt de la propagande, dans le monde paysan d'autre part, je dis que ce serait là du meilleur travail, au lieu de présenter cela comme un élément supplémentaire de critique et comme un aliment au pessimisme naturel.

Qu'il y ait des offensives contre les conquêtes, contre ce que j'appelle les conquêtes Socialistes, c'est vrai. Depuis la libération, il y a un certain nombre de conquêtes qui n'eussent pas été possibles d'ailleurs sans la libération. C'est vrai qu'il y a eu une nationalisation du crédit, une nationalisation du gaz et de l'électricité, c'est vrai qu'il y a eu la création en France, d'un système de Sécurité sooiale inespéré par les plus optimistes d'entre nous, en 1937-1939. C'est vrai, que tout cela est attaqué, de l'extérieur de la coalition gouvernementale, voire d'une partie de l'intérieur de la coalition gouvernementale.

Camarades, c'est justement à l'heure actuelle qu'il faut absolument comprendre quelle est la situation. Nous sommes dans une période de digestion, si vous permettez l'expression, d'adaptation, où il nous faut à la fois empêcher que les erreurs qui ont pu être commises dans la mise en place de certains services nationalisés ne soient exploitées par les adversaires même de la nationalisation, c'est à dire, défendre le principe même des nationalisations tout en leur apportant les transformations, les amodiations nécessaires pour qu'elles restent viables.

Et, le fait de constater qu'il y a de semblables attaques, justifie un peu plus encore la présence des nôtres aux postes de combat, où on peut les défendre. D'ailleurs, quelle solution nous proposenti les camarades qui apportent ces critiques ?
Il n'y a que deux nuances je crois. Certains concluent nettement pour le départ immédiat, le retrait immédiat des ministres. D'autres, avec des nuances, concluent pour un départ après un délai de durcissement, je crois que c'est la formule exacte.
Voyons la première solution.
Je ne pense pas que ceux qui nous proposent cela aient une seconde d'illusion quant au résultat sur les problèmes qu'ils nous reprochent de ne pas avoir résolus. Je pense bien que notre départ du gouvernement et de la coalition ne peut donner l'illusion que cela permettrait de résoudre le problème de l'Indochine dans le sens que nous préconisons.
Nul ne peut avoir l'illusion que cela permettrait de résoudre le problème du pouvoir d'achat dana le sens que nous préconisons.
Si donc des camarades défendent cette thèse, c'est uniquement (et je ne crois pas interpréter leur pensée) pour dégager notre responsabilité d'une politique qui n'est pas la notre. Je crois que c'est bien ainsi que le problème se pose.
Il s'agit donc de dégager notre responsabilité. Voyons donc le coté le plus immédiat, dégager notre responsabilité à la veille des élections cantonales.
Camarades, sauf en ce qui concerne nos camarades de la Seine, dont je comprends facilement l'intransigeance en la matière, ils n'ont pas d'élections cantonales, avez-vous une seconde l'illusion que, devant l'opinion publique, dans l'hypothèse même où cela irait aussi mal que les pessimistes voulaient bien le dire, en se dégageant un mois et demi ou deux mois avant, vous auriez dégagé quelque responsabilité que ce soit.
Je dis non. Mais, maintenant, je voudrais venir à un argument beaucoup plus sérieux. Ces camarades eux-mêmes qui nous parlent de départ immédiat, ou à tempérament, sentent tellement bien le danger qu'il y a pour les institutions, qu'ils nous préconisent immédiatement en compensation une politique de soutien. Ils s'évertuent à nous démontrer que le soutien serait quelque chose de possible. Certains camarades ici ont essayé de faire la démonstration que le soutien est possible. Je le crois quant à moi impossible, mais j'ajoute quelque chose, à savoir que, même s'il était possible, il est à mes yeux une plus mauvaise solution que la participation.
Je dis qu'il faut choisir entre l'opposition, non pas l'opposition systématique et permanente, mais enfin l'opposition, et la participation.
Qu'est-ce que ce système de soutien, qui vous fait quand même participer à toutes les responsabilités, qui fait quand même que vous avez voté et porté devant l'opinion publique la responsabilité aussi entière que si vous étiez dedans, sans avoir la possibilité d'agir.

Fondation Jean Jaurès

Je dis donc que le système n'est pas bon, nos camarades le sentent tellement d'ailleurs qu'ils nous disent: il est possible que cela se traduise très vite par la dissolution.
Camarades, je voudrais espérer que ce soir, les camarades qui sont là, et qui sont dans la majorité à peu près les mêmes que ceux qui étaient là il y a 4 mois, lorsque nous avons tenu la première séance d'information avant le précédent Conseil, comprennent bien la situation.
Ce débat a eu lien en entier, cette question a été longuement étudiée et, chaque fois que nous avons vu des camarades qui défendaient cette thèse de la dissolution comme la moins dangereuse, chaque fois ces camarades en sont arrivés tous à la même conclusion: c'est vrai qu'il y a 999 chances sur mille que la dissolution amène l'Assemblé aussi ingouvernable, même plus ingouvernable que l'Assemblée actuelle.
C'est vrai donc que cette dissolution n'aurait pas résolu le problème, que très vraisemblablement elle serait suivie d'une seconde. C'est vrai que les menaces de fascisme existent, c'est très certainement vrai que le thème de tous ceux qui ont défendu cette thèse il y a quatre mois a été, souvenez-vous en tous ceux qui étaient présents; dans ce cas-là il ne restera plus qu'une seule solution, sauver l'honneur, le baroud d'honneur, c'est la formule même qui a été employée ici.
Camarades, c'est je crois Depreux qui m'a fourni le thème de la réponse. Depreux nous a dit: "n'oubliez pas l'exemple de la social-démocratie allemande."
Je reprends volontiers la formule de Depreux. Quand on vous dit d'envisager la dissolution comme une possibilité, comme une éventualité moins grave que d'autres, je vous dis de ne pas oublier l'exemple de la social-démocratie allemande. C'est à la suite d'élections multipliées, c'est parce que les agitateurs qui avaient d'abord été battus (car les hitlériens avaient d'abord essuyé un échec) c'est parce qu'ils ont pu trouver dans l'agitation permanente, dans la multiplicité des élections, les éléments dont ils avaient besoin. C'est parce qu'il y a eu cela que la République de Weimar est morte.
N'oubliez pas l'exemple de la République allemande. Il semble bien qu'au fur et à mesure que, grâce aux sacrifices consentis par le Parti, les dangers reculent, les camarades du Parti perdent conscience de l'importance de ces dangers.
Ils subsistent ce pendant, le danger Communiste comme le danger RPF.
La dissolution, je l'ai dit dans un Conseil, je le répète volontiers aujourd'hui, représente pour eux le moyen le meilleur d'arriver à leurs fins. Est-ce à dire qu'il faille faire preuve d'un optimisme délirant et constater que tout va bien? Ah! non!
Ses insatisfactions, si vous avez bien voulu lire la motion qui a été adoptée à l'unanimité par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, nous avons nous aussi énuméré tous les points qui ne nous donnent pas satisfaction. Car il est facile, quand on vit dans le régime actuel, d'énumérer tous les points qui ne donnent pas satisfaction, n'importe lequel d'entre nous pourvu qu'il veuille, en

Socialiste, analyser la situation, verra dans la situation actuelle exactement les mêmes insatisfactions.
C'est exact que la baisse est insuffisante, ou tout au moins que la répercussion de la baisse à la consommation est insuffisante, que l'effort sur les produits industriels est insuffisant, que l'effort sur les marges et les intermédiaires est insuffisant que la réforme électorale a été un leurre, une parodie de réforme électorale.
Il est aussi exact d'ailleurs que ce sont les Socialistes qui sont les premiers à l'avoir dit à l'Assemblée.
Mais, s'il y a des raisons d'être insatisfaits, est-ce que nous n'aurons pas par hasard des raisons de nous féliciter de ce que nos sacrifices ont porté quelques fruits?
Est-ce que, lorsque nous avons pris ces décisions il y a quelques mois, les pessimistes n'envisageaient pas une pression constante des Communistes et du RPF ?
La pression Communiste a reculé, les Communistes ont été battus. J'affirme, parce que j'en suis convaincu, que le RPF, piétine, qu'à l'heure actuelle il y a énormément de désarroi dans les rangs même du RPF. Il va retrouver un regain d'activité pendant la campagne électorale, est tout à fait d'accord, il aura même des succès, c'est normal, il n'y avait pas un seul Conseiller général RPF sortant, il y en aura un certain nombre d'élus, c'est normal quand on part de zéro on est certain d'avoir toujours quelques succès. Il y aura donc des succès. Mais, j'affirme que dans l'état actuel de sa puissance par rapport à l'année dernière, il piétine.
La baisse des prix, je l'ai dit tout à l'heure, est un facteur essentiel qui se répercute déjà dans certains domaines. Demandez-la même dans le monde ouvrier, à vos camarades ouvriers, les ménagères vous le diront, cela commence un peu à sentir. Le reproche essentiel qu'ils font, et ils ont raison, c'est lorsqu'ils comparent la baisse qu'ils connaissent à la production avec la baisse qu'ils enregistrent à la consommation.
La situation financière améliorée ?
Je sais que ce n'est peut-être pas, du point de vue Socialiste, un élément essentiel. Mais c'est, du point de vue de la défense des institutions, défense de la démocratie, un élément essentiel.
Je voudrais qu'un certain nombre d'entre vous aient l'occasion de connaître l'avis de nos camarades étrangers actuellement.
Vous me confiez, ou le Comité directeur me confie souvent des missions sur le plan de la politique internationale je suis rentré par avion cette nuit de Bruxelles. Nos camarades belges, nos camarades suisses, (c'était une conférence internationale) m'ont tous tenu le même langage. Ils ont dit : "c'est formidable, la situation française se redresse, sa production augmente. Quand nous allons en France nous sommes étonnés de voir ce qui s'y passe. Je crois que vous avez gagné la partie." Ce que nos camarades de l'étranger à l'heure actuelle sont en

train de constater, nos camarades de l'intérieur du Parti hélas, n'en prennent pas toujours exactement conscience.
Les institutions ont été préservées, l'autorité de l'Etat renforcée, on a pu constater que l'Etat républicain était capable de se défendre tout seul, sans avoir recours à des systèmes autoritaires.
Et c'est au moment où, partout, on s'en rend compte, au moment où notre propagande va devenir facile, que certains désespéreraient?
Quand je dis que notre propagande va devenir facile, voyons, camarades, tout à l'heure Tanguy-Prigent (qui n'était pas assez écouté) a dit un certain nombre de choses très importantes. Jamais, depuis la libération, le Parti n'a eu, en face de la paysannerie française, une aussi belle carte à jouer que celle qu'il a actuellement.
Elle est facile, non pas en leur proposant immédiatement telle et telle stabilisations, par des régimes de taxations, non, non, mais en leur disant : "vous avez écouté les démagogues, vous nous avez considéré comme des fous, mais rendez-vous compte que partout où des lois proposées par les Socialistes (Office du blé, lois sur la betterave sucrière) partout où vous avez été protégés, vous vous plaigniez que ce n'était pas suffisant quand les autres vous offraient davantage, mais vous pouvez dire qu'au contraire partout où vous avez suivi les autres, préféré je ne sais quel libéralisme économique, vous voyez des montées en flèche et, aujourd'hui, vous êtes écrasés".
Alors, camarades propagandistes, c'est le moment de s'élancer à la conquête du monde paysan, pour l'Office du lait, pour l'Office du vin, pour l'Office de la viande.
Voilà des thèmes Socialistes qui, à l'heure actuelle, auront dans le monde paysan une audience certaine.
Chez les intermédiaires, quand vous leur disiez, il y a un, un an et demi que la non-organisation de leur profession, que l'anarchie dans laquelle ils prétendaient vouloir vivre, que le libéralisme, d'ailleurs, en ce qui concerne la distribution, leur retomberait sur la tête et qu'un jour ils en mourraient, ils connaîtraient la faillite, quand vous leur disiez cela, ils vous confondaient avec les défenseurs de la paperasserie administrative, ils nous collaient sur le dos l'étiquette "dirigistes" purement et simplement. A l'heure qu'il est, alors que les faillites les menacent, ceux des distributeurs qui sont nécessaires à l'économie commencent à se rendre compte, eux aussi, que si leur propre profession de distributeurs ne s'organise pas, ils sont condamnés à la disparition.
Quant aux ouvriers, s'ils avaient eu besoin d'une démonstration que la seule façon d'assurer leur standard de vie c'est d'assurer un minimum vital et de faire baisser ensuite les prix vers les salaires, cette démonstration leur a été administrée pendant un an, de plus en plus ils le comprennent.
Je dis, camarades, que jamais à aucun moment du Parti, depuis la libération, nous n'avons connu pour notre propagande d'heures aussi favorables. Et c'est à cette heure là, à l'heure où les sacrificent commencent à payer, à l'heure où ceux de vos militants que vous avez envoyés à des postes de responsabilité

affreusement lourds, vos représentants (...) et il y a des heures où en prenant nos responsabilités après les avoir pesées, nous avons douté de nous-mêmes, où nous nous sommes demandé, en voyant l'incompréhension de l'opinion publique à notre égard, si nous ne nous trompions pas (car c'est le devoir permanent du militant responsable de douter), eh bien, à l'heure où nous nous rendons compte nous-mêmes que nous ne nous étions pas trompés, qu'au contraire les sacrifices que nous vous avons demandés de consentir sont en train de payer, c'est à cette heure là que certains camarades nous proposent de tout briser. J'avoue que je ne comprends plus.

Ce qu'il faut au contraire, camarades, c'est après avoir assuré la permanence du cadre démocratique, repartir. Je voudrais reprendre un exemple employé tout à l'heure par Marceau Pivert. Il nous parlait de la nécessité de bâtir l'Europe et nous disait que les mêmes problèmes se posent sur le plan de l'Europe.

Oui, je retiens volontiers la comparaison, camarades. Nous sommes en train d'essayer de bâtir une Europe et je ne vais pas m'appesantir longuement sur le problème. Je voudrais simplement vous montrer par un exemple des dernières 43 heures, avec qui on se trouve compromis dans cette tentative de bâtir l'Europe.

Les journaux, certains journaux parisiens, ont probablement publié une photographie qu'on a trouvée dans toute la presse belge, où je suis immédiatement à côté de Winston Churchill, j'ai parlé avant lui, il y avait dans cette salle non seulement Winston Churchill, Hoare Belisha, mais Van Zeland et pas mal d'autres hommes, avec qui nous sommes en total désaccord, avec lesquels pendant les journées d'avant hier et hier, nos camarades sans exception se sont battus, parce que leurs conceptions de l'Europe ne sont pas les mêmes, et que ce qui importe, c'est bien sûr de bâtir l'Europe, mais c'est en même temps de savoir ce qu'on y mettra, dans cette Europe.

Cependant, ceux-là mêmes (Leenhardt, Marceau Pivert) qui parfois estiment qu'on se trouve appelés dans des coalitions à côté d'hommes qui ne pensent pas comme nous sur le plan intérieur, étaient là. Vous étiez là, avec moi, et pourquoi ? Parce que il est évident que si nous attendions (Leenhardt n'y était pas cette fois mais la dernière fois) si nous attendions, dis-je, que les différents pays d'Europe viennent au Socialisme, ou acceptent un programme Socialiste, pour faire l'Union européenne, alors on ne la ferait pas.

Nous avons compris une chose, c'est qu'il aut d'abord faire l'Europe comme un cadre, l'Europe démocratique d'abord, et ce parce que nous avons la certitude que dans cette Europe démocratique, il deviendra possible, que dis-je, il deviendra nécessaire que nous fassions entrer, que nous fassions pénéter les solutions Socialistes.

Eh bien, c'est le même problème sur le plan de la démocratie française, camarades. Si nous avons avec acharnement, les uns et les autres, affirmé notre volonté de défendre les institutions républicaines, si nous avons demandé un certain nombre de sacrifices pénibles pour défendre les institutions et je peux dire maintenant pour les avoir sauvées, ce n'est pas parce que nos partenaires

acceptaient les solutions Socialistes ou allaient devenir Socialistes, non, mais parce que nous avons conscience que le Socialisme ne peut s'épanouir que dans une certaine atmosphère, et que cette atmosphère, en France, est représentée par la démocratie.
Alors, les camarades en concluraient volontiers: "eh bien, si ce langage est répété aux partenaires, cela veut dire la participation pour n'importe quoi, n'importe quand, avec n'importe qui." Ah non, non ! Le combat qui a été mené chaque jour, par vos militants responsables et je n'accepte pas la dissociation faite ce matin entre ministres, groupe parlementaire et Comité directeur, je dis que depuis des mois, dans le combat, nous avons été côte à côte, exactement de la même façon et sur les mêmes buts, avec les mêmes objectifs et en menant les mêmes batailles), eh bien, je dis camarades que ce combat que nous avons mené n'a pas été un combat défensif. Ca a été un combat inlassablement offensif.
Quel mandat pouvez-vous nous donner ? C'est le renforcement de cette offensive et c'est la continuation de cette offensive. Ce qu'il faut qu'on nous dise aujourd'hui, et vous pouvez reprendre les termes de la motion au nom du Nord et du Pas-de-Calais, c'est de retenir, dans son esprit, dans ses grandes lignes, cette motion.
Nous dirons qu'à l'heure actuelle, il faut que nous fassions pression, sur le gouvernement, de l'intérieur et de l'extérieur, pour obtenir une revalorisation immédiate du pouvoir d'achat de tous ceux qui sont en dessous du minimum vital, du minimum du pouvoir d'achat réel. Il faut demander cela immédiatement. C'est à la fois dans l'intérêt de ceux qui sont en dessous du minimum vital réel et dans l'intérêt aussi de toute la production.
J'ai entendu parler, tout à l'heure, de retour au régime d'abondance et cela m'a affolé car il n'y a pas du tout abondance, il n'y a pas du tout surproduction, il y a cette crise classique, hélas, du fait du manque de pouvoir d'achat en face de la production.
Si nous relevons le pouvoir d'achat des plus faibles, nous allons redresser cela.
Il faut demander ensuite de modifier le système des zones de salaires. On doit remanier complètement le classement des zones de salaires. L'objectif des Socialistes doit être simple: ramener ces zones à 15 au maximum.
Nos camarades se battront; il est possible que cela finisse par 16, mais la revendication Socialiste doit être de ramener les zones de salaires à 15 au maximum.
En ce qui concerne le retour aux conventions collectives, la formule que nous préconisons, nous, est la suivante: si l'ensemble de la politique dont nous demandons l'application, la pression sur les prix industriels, la pression sur les marges, si cette politique s'avérait impossible, insuffisante ou trop lente, alors nous serions mandatés, nous, Comité directeur, pour exiger le retour à la libre discussion des conventions collectives.
Les camarades disent: "Mais alors, ce n'est pas immédiatement que vous le demandez!"

Je vais m’expliquer et dire pourquoi: ah! Ce n’est pas parce que nous aurions peur, comme l’a prétendu Leenhardt, de créer des difficultés supplémentaires au gouvernement à ce sujet. Chaque jour, nous nous battons, au sein du gouvernement, sens avoir peur de lui créer des difficultés, sur tous les problèmes et nous continuerons à le faire sur toutes nos positions; ce n’est donc pas pour cela. C’est parce que nous nous demandons si un de ces jours il ne va pas se trouver une majorité pour donner à la classe ouvrière les conventions collectives au plus mauvais moment. Le problème est là et pas ailleurs. J’ai été amené à le dire déjà ici devant le Conseil national d’information.

Certains camarades nous disent: "Mais enfin, vous êtes les seuls à tenir ce langage, nos amis de "Force ouvrière" tiennent un langage différent, vous n’avez pas le droit de vous couper de "Force Ouvrière"!"

Entendons-nous bien, Leenhardt, et je veux bien que mes propos soient répétés aux camarades responsables de "Force Ouvrière". Nos camarades de "Force Ouvrière", tiennent à peu près le langage suivant: "Nous sommes pour le retour aux conventions collectives, mais..." et quand ils ont expliqué leur position, on s’aperçoit qu’ils sont pour le retour aux conventions collectives, à condition qu’il y ait fixation du minimum vital par le gouvernement, fixation des échelles et de la hiérarchie par le gouvernement.

Alors, il ne faut pas jouer sur les mots. Si c’est le gouvernement qui doit maintenir le minimum vital, la hiérarchie, les zones de salaires, je dis qu’il n’y a pas de place pour les conventions collectives. Aucun des militants responsables ouvriers, actuellement, sauf dans la mesure ou lui-même subit la pression des militants des organisations de base qui, parfois, ne connaissent pas l’ensemble de la situation économique française, qui parfois ne savent pas, peut-être, les menaces de chômage qui existent dans certains coins de France, ne peut désirer le retour aux conventions collectives. Il est des secteurs, sur le marché du travail, où dans quelques temps le retour aux conventions collectives, à l’heure actuelle, se traduirait, non pas par une augmentation du salaire ouvrier, mais par une compression. Camarades, ce que nous voulons, nous, c’est que ce retour aux conventions collectives, apporte une amélioration à la vie des ouvriers. Vous savez que ceci reste pour nous un objectif, un but; vous savez combien la responsabilité des partis, combien la responsabilité gouvernementale serait atténuée si nous pouvions revenir aux conventions collectives! Mais, nous sommes de véritables défenseurs des ouvriers, nous ne nous contentons pas de mots et nous n’acceptons pas.

Nous n’acceptons pas, même si une certaine propagande nous y poussait, d’aller fêter comme un appât le retour aux conventions collectives, puisque nous avons la certitude, ou tout au moins la crainte que ce retour ne se traduise, pour les ouvriers, par un recul, par une perte de salaires qu’ils seraient légitimement en droit de nous reprocher ensuite en disant: "Vous, là où vous étiez, vous ne pouviez pas ne pas savoir le danger qui nous menaçait !".

C’est cela, camarades, qu’un militant responsable doit avoir le courage de dire, même quand un certain courant porte dans l’autre sens; il doit dire ce qu’il croit

être la vérité, après l'avoir cherchée, et c'est Jaurès, je crois, qui nous l'a enseigné.
Alors, que faire? Se battre sur les conditions que je viens d'indiquer ?
J'ai dit: affirmer notre volonté de la pression sur les prix industriels et sur les intermédiaires; immédiatement, une indemnité à ceux qui sont en-dessous du minimum vital réel, modification dez zones de salaires. Puis, cette menace du retour aux conventions collectives si la pression sur les prix n'a pas été suffisante. La défense des nationalisations, de la Sécurité sociale, la défense de la laïcité; le maintien, la continuation de l'action en ce qui concerne l'Indochine.
Je dis que c'est faisable. Cela suppose bien sûr un certain courage intérieur au Parti. Cela suppose aussi, pour tous les camarades, qu'ils renoncent, dans leur propagande, à cette sorte de scrupule qui fait qu'ils n'osent pas dire ce qu'est la position Socialiste. Des camarades ont scrupule à défendre une autre position que la position gouvernementale.
Eh bien, on nous a dit qu'il n'était pas possible de défendre la position Socialiste. Prenez l'exemple de nos camarades belges: ils sont, dans une coalition politique aussi difficile, peut-être plus difficile que la nôtre, et cela ne les empêche pas de mener leur campagne en disant, sur chaque problème: "Voici ce qu'est la position Socialiste".
Quelqu'un (je crois que c'est Depreux) l'a dit heureusement ce matin. Il a dit: "sur ce point, voici ce qu'est la position Socialiste, voici ce que nous ferions si nous avions la responsabilité; voici comment nous nous battons pour l'obtenir et voici seulement ce que nous avons pu obtenir".
Défendre la position Socialiste sur les différents problèmes, c'est facile, camarades, et j'en veux prendre un exemple, non pas parce qu'il m'est personnel, mais parce qu'il est d'actualité. Il y a maintenant, trois ou quatre jours (je ne sais plus exactement comment je vis) il y a eu à l'Assemblée Nationale un débat sur la déclaration faite par Thorez.
Je vous avoue que tous les camarades qui étaient présents ont dû, pendant plusieurs heures, souffrir. C'était quelque chose d'effrayant que l'usage du mensonge fait par Thorez. Mais, là-dessus, je ne veux pas m'appesantir, vous y êtes un peu habitués, encore que cette fois cela dépassait la mesure. Mais ce qui était effrayant aussi, c'était la façon dont se comportait le reste de l'Assemblée, c'était les réponses qui étaient opposées, c'était cet anti-communisme, cet anti-soviétisme lamentable exercé par le reste de l'Assemblée.
Eh bien, je dis, sans aucune espèce de fausse modestie que j'ai la certitude d'avoir traduit la position Socialiste sur ce problème devant l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)
J'ai la certitude d'avoir fourni à tous nos camarades pour la propagande pendant la campagne électorale un certain nombre d'arguments qui nous permettent de nous battre contre les staniliens avec d'autres armes que la bourgeoisie conservatrice, et cela vous pouvez le faire tout le temps.

La position que j'ai défendue là n'a pas été la position gouvernementale, mais la position des Socialistes en tant qu'internationalistes, en tant que révolutionnaires. On peut le faire sur tous les terrains, camarades. Il est facile à la fois de défendre la République grâce à une participation à une coalition gouvernementale, et le Parti grâce à l'affirmation permanente de notre programme.
Je m'excuse si j'ai été ce soir encore un peu long, mais je vous l'ai dit à un moment de mon intervention, j'ai la certitude absolue, la conviction entière que nous sommes arrivés à l'heure où les sacrifices vont payer, à l'heure où l'on va gagner. C'est le moment pour tous d'avoir confiance ensemble.
(Applaudissements)

Le président

Camarades, la situation est la suivante. Il n'y a plus d'orateurs inscrits, mais la Commission des résolutions que je viens d'aller voir, s'est divisée en trois parties qui se réduiront peut-être à deux, mais elle m'a dit que ses membres ne seraient pas en mesure de rapporter ni les uns ni les autres avant ce soir neuf heures. Il est maintenant 7h moins un quart. Je suis donc obligé de vous proposer de tenir une séance de nuit à 21 heures, en demandant cependant très instamment à ceux des camarades qui, obligés de retourner en province ce soir et qui ne pourraient pas être là, de bien vouloir donner leurs mandats de manière que les adversaires du Parti ne puissent pas exploiter un total de mandats insuffisant.
J'ajoute qu'un nombre suffisant de camarades ont des voitures et que l'on s'arrangera toujours au départ de cette séance de nuit, pour rapprocher au moins les camarades qui seraient en difficulté.
Je demanderai à mon successeur à cette présidence, de bien vouloir faire prendre à 21 heures la liste des camarades disposant de voitures,
Etes-vous d'accord sur ce programme ?
(Applaudissements)
Pas d'objections ?
La séance est levée; la séance de nuit commencera à 21 heures.

Un camarade dans la salle - Une question peut avoir son importance pour l'élection du Conseil général. Il s'agit de la position des ministres Socialistes entérinée en ce qui concerne la revalorisation de la retraite aux anciens combattants.
Il ne faudrait pas que les délégués de l'UFAC reviennent dans les départements en donnant le mot d'ordre que Jules Moch et Bidault se sont opposés à la revalorisation de la retraite.
Je voudrais qu'une déclaration passe à la presse ou à la radio pour rassurer nos camarades dans les sections.
Est-ce que tous les camarades parlementaires et tous les Secrétaires généraux ont reçu une note établie par Pineau, qui est à distribuer à tous les candidats et à tous

Cercle Fondation Jean Jaurès

les militants participant à la campagne électorale? Evidemment une déclaration écrite et radiodiffusée serait encore plus efficace, et si les camarades savent se battre dans les réunions je crois que cela peut être suffisant.

Albert Aubry

Camarades, il est évident que j'ai trouvé, mais çà c'est l'habitude, qu'on avait encore une fois de plus négligé la question des anciens combattants et victimes de la guerre.

Je n'ai pas l'habitude de prendre la tribune, j'avais cependant rédigé pour la Commission des résolutions un ordre du jour, et je demande à la Commission des résolutions de l'étudier.

"Le Parti Socialiste tient à marquer sa reconnaissance et sa sollicitude aux anciens combattants déportés, prisonniers, internés, résistants, et toutes victimes de la guerre, qui de l914 à 1918, et de 1939 à 1945 ont par leurs sacrifices, permis à la France de rester libre.

"Il exige que la volonté du Parlement maintes fois exprimé soit enfin respectée par le gouvernement, et que soit, non seulement reconnue, mais honorée, la légitime et, privilégiée créance de ceux qui ont des droits sur nous.

"Il estime que le paiement de cette dette sacrée ne saurait faire l'objet de bas et dégradants marchandages et doit être effectué, non seulement pour les créanciers de la métropole, mais au même titre et avec la même netteté pour ceux de l'Afrique du Nord et des territoires d'Outremer.

"Il déclare, en effet, que c'est en marquant à nos combattants de l'Union française toute sa reconnaissance effective que la République prouvera hors de la métropole ses meilleurs soutiens dans le respect de la parole donnée et la marque tangible de sa volonté, de ne voir ni de marquer aucune différence entre tous les citoyens, sans distinction de couleur, se réclamant de son drapeau".

Je dois vous dire, camarades, que par l'effort de votre dél"gué à la Commission des Finances, cette Commission vient de prendre une décision exigeant du gouvernement de revaloriser la retraite du combattant et de respecter la péréquation des pensions.

Le président - La séance est levée.

La séance est levée à 19 heures,

Parti Socialiste - SFIO
Conseil national - 27 février 1949

(Séance de la soirée)

La séance est ouverte à 21h45, sous la présidence de M. Pineau.

Le président (Christian Pineau) - La séance est ouverte. La Commission des résolutions s'est réunie et a terminé ses travaux. Elle n'a pu se mettre d'accord

Coll. Fondation Jean Jaurès

sur un texte unique, ce sont deux textes qui vont vous être présentés. Le texte de la minorité va être rapporté par notre ami Depreux et le texte de la majorité par notre ami Coutant.
La parole est à Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, je vais vous lire un texte sur lequel se sont mis d'accord les camarades qui avaient signé la motion de la fédération de la Seine, les camarades qui avaient signé une motion avec Georges Guille, et les camarades qui avaient signé la motion de Leenhardt et de Rebeyrol, plus, bien entendu, quelques isolés qui ont déclaré s'apparenter à tel ou tel de ces textes.
"Le Conseil national du 14 novembre avait donné mandat au groupe Socialiste d'obtenir du gouvernement un certain nombre d'améliorations essentielles relatives au niveau de vie des masses laborieuses.
"En dépit des affirmations officielles, le pouvoir d'achat des travailleurs reste notoirement insuffisant. Le développement de la production a bénéficié aux seules classes possédantes. Le cycle des crises capitalistes recommence.
"Déjà, devant la baisse de certains prix agricoles, le patronat provoque la suppression des heures supplémentaires, ce qui entraine une diminution des salaires de l'ordre de 15 à 20%.
"Les dernières dispositions concernant les loyers, qui n'ont pas été insérées dans une politique méthodique des prix, des salaires, des traitements et des retraites, ont encore aggravée la condition des travailleurs.
"L'offensive capitaliste se développe contre les nationalisations et contre les moyens d'intervention de l'Etat, réduisant ainsi les possibilités d'une reconstruction, d'une production et d'une exportation ordonnées, au moment même où l'Angleterre accentue sa planification et où les Etats-Unis reviennent au New Deal. Nos meilleurs hommes sont systématiquement éliminés des leviers de commande de l'économie.
"Le minimum vital, dont la défense doit prendre une importance particulière devant les menaces de chômage partiel, est resté à un niveau nettement insuffisant.
"La guerre d'Indochine se poursuit sans que le moindre effort ait été tenté par le gouvernement, pour prendre en considération la volonté unanime du Parti d'aboutir à une paix raisonnable, conforme aux intérêts solidaires de l'Union française et du peuple vietnamien.
"Une pseudo-réforme des impôts a laissé subsister la fraude et les injustices fiscales, et aggrave les difficultés économiques.
"D'une maniere générale, on a sacrifié l'économique et le social au politique, ce qui est préjudiciable à la défense républicaine elle-même, qui suppose l'adhésion profonde et enthousiaste des masses laborieuses.
"Plus encore, que leur niveau de vie insuffisant, les travailleurs souffrent du spectacle permanent d'iniquités sociales, de trafics impunis, dont ils sont à la fois les témoins et les victimes.

"Le désordre de l'économie rend de plus en plus difficile la constitution d'une communauté européenne démocratique, indépendante des deux blocs existant et capable de jouer un rôle décisif pour le maintien de la paix.
"Le Conseil national estime devoir rappeler au Comité directeur et au groupe parlementaire que la participation sans condition a été formellement condamnée par le dernier Congrès du Parti. La motion d'orientation générale a notamment déclaré que le Parti ne saurait participer à un gouvernement qui n'accepterait pas de traduire en actes les mesures définies par la motion de politique économique et financière.
"La même motion affirmait que le Parti ne saurait encourir le risque de voir mis en danger sa propre existence, et par là même la permanence de la République; permettre sa collaboration loyale avec les autres partis républicains ne comporte pas, de la part de ceux-ci, le respect réciproque de ses légitimes aspirations.
"En conséquence, le Parti Socialiste, qui a accepté toutes les responsabilités, et consenti les plus lourds sacrifices pour sauver les libertés démocratiques, ne saurait s'associer plus longtemps à une politique qui ferait peser exclusivement sur les travailleurs, les conséquences des difficultés économiques et financières.
"Le Conseil national décide d'envoyer immédiatement une délégation au Président du Conseil, afin de lui faire connaître la position du Parti en ce qui concerne notamment le minimum vital, le niveau de vie des masses laborieuses, la défense des nationalisations, et la Sécurité sociale, l'injustice fiscale, la répression de la collaboration économique, l'application de la loi sur les entreprises de presse collaboratrices, la consolidation des moyens d'intervention de la collectivité dans la vie économique, et leur utilisation rationnelle dans l'intérêt solidaire des travailleurs des villes et des campagnes le maintien des lois laïques, et une politique hardie de constructions scolaires, la paix en Indochine dans les termes de la lettre du Comité directeur en date du 17 janvier 1949, les Etats-Unis d'Europe.
"Le Parti ne pourra continuer sa collaboration que s'il obtient des garanties formelles que le Conseil national appréciera avant de se séparer."
Camarades, je suppose que je n'ai pas besoin de commenter ce texte qui me parait suffisamment précis.
Un certain nombre de camarades ont estimé, comme moi, que pendant trop longtemps, nous nous sommes fixées à nous-mêmes des conditions, des échéances, que nous avons prix rendez-vous avec nous-mêmes et que les engagements n'ont pas été tenus par nos partenaires gouvernementaux, que cette fois-ci, c'est immédiatement que nous devons crier casse-cou, et indiquer qu'un certain nombre de conditions nous paraissent absolument nécessaires au maintien de nos hommes dans la coalition gouvernementale.
Il va sans dire que le Parti ne redoute pas les responsabilités, qu'il est même prêt à revendiquer les responsabilités accrues, mais pour faire une politique conforme à l'intérêt général et non pas pour servir de caution à une politique sans grandeur, sans perspective et sans efficacité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Coutant, rapporteur de la motion de la majorité de la Commission des résolutions.

Henri Coutant

Camarades, je pense que la lecture de la motion de la minorité vous montre que le problème n'a pas été posé au fond.
En effet, lorsque je vous aurai donné lecture du texte que vous propose la majorité qui est un texte plus court, mais qui a inspiré dans son esprit les motions présentées par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, vous vous apercevrez que les considérants et les modalités d'action future pour le Parti sont les mêmes.
Je pense que le problème aurait été plus clairement posé si la minorité avait indiqué nettement qu'au fond, c'était le problème de la participation gouvernementale, le problème du maintien des ministres Socialistes au gouvernement qui se posait.
La motion que vient de vous présenter Depreux implique, dans la mesure où des conditions qui ne sont pas nettement définies, ne seront pas réalisées, qu'il faudra retirer les ministres Socialistes du gouvernement,
L'autre, celle de la majorité, pense que l'action qui a été entreprise jusqu'à ce jour, les sacrifices qui ont été consentis par le Parti, qui sont sur le point d'être rentables, doit être poursuivie en intensifiant encore les pressions qui ont été faites jusqu'à présent, afin de faire aboutir les conditions qui ont été posées lors dft notre dernier Conseil national.
En ce qui concerne la critique des résultats obtenus, nous sommes d'accord et, dans la motion que vous avez pu lire, qui était plus complète que la résolution finale, vous avez pu retrouver les mêmes éléments que dans la motion de la minorité. Toutefois, nous pensons, nous, qu'à un moment où des perspectives meilleures s'ouvrent, il serait dramatique pour le Parti de demander, en imposant des conditions formelles, que nous ne pourrions peut-être pas suivre, selon les circonstances, le départ de nos ministres.
Camarades, je vais vous lire la motion de la majorité.
"Le Conseil national constate que depuis sa dernière session, la lutte pour la défense des institutions démocratiques a permis de préserver la République des assauts conjugués du stalinisme et du gaullisme.
"Toutefois, il rappelle que le maintien des institutions républicaines est inséparable de l'amélioration des conditions d'existence des travailleur.
"Il affirme:
1°) la reprise de la course à la hausse entraînerait des conséquences tellement graves pour la vie des travailleurs des villes et des champs, qu'il faut impérieusement utiliser les baisses de prix actuellement constatées dans certains secteurs de la production agricole pour tenter un dernier effort an vue d'aboutir à une baisse effective du coût de la vie, y compris sur les produits industriels.

"Si cette politique s'avérait impossible, insuffisante ou trop lente, il mandate le Comité directeur pour exiger la fixation d'un salaire minimum égal au minimum vital réel, ajustement des pensions et des retraites, et le retour à la libre discussion des conventions collectives avec des précautions et des garanties empêchant les travailleurs d'être dans certains cas, victimes d'une liberté incontrôlée.
"En tout état de cause, et sans plus attendre, il est indispensable de modifier le système des zones de salaires, de remanier davantage encore le classement des communes etde réduire sensiblement l'écart entre les zones,
"Considérant l'égale nocivité en matière économique:
"a) du libéralisme spéculatif qui frappe actuellement les consommateurs en matière de pénurie et ruine les producteurs en période d'abondance,
"b) d'un étatisme qui conduirait à la dictature politique,
"donne mandat à son goupe parlementaire de proposer des mesures tendant à organiser les marchés sur la base interprofessionnelle et coopérative, inaugurée en 1936 par la création de l'Office du blé, dans le but d'assurer aux producteurs et aux consommateurs des prix justes et stables, aussi rapprochés les uns des autres que la technique moderne le permet.
"Que le Conseil national mandate le Comité directeur les ministres Socialistes et le groupe parlementaire pour défendre énergiquement les lois laïques auxquelles il ne saurait être porté la moindre atteinte.
"Il réaffirme que les nationalisations et la Sécurite sociale, première étape dans la voie d'une véritable démocratie économique, doivent être défendues contre les campagnes intéressées, d'où qu'elles viennent.
"Il mandate le groupe parlementaire pour continuer ses efforts en vue de limiter la hausse des loyers, pour le premier semestre 1949.
"Le groupe parlementaire est également mandaté pour promouvoir une véritable réforme fiscale fondée sur une juste répartition des charges, une simplification des impots, l'unification des administrations fiscales, un accroissement des pouvoirs de contrôle.
"En ce qui concerne l'Indochine, le Conseil national confirme les termes de la lettre adressée le 17 janvier au Président du Conseil, par le Secrétaire général du Parti au nom du Comité directeur. Il demande fermement au gouvernement de négocier avec tous les éléments du peuple vietnamien sans exception aucune, sur la base de l'indépendance du Viet-Nam, comprenant les trois "ky", faisant partie de l'Union française comme Etat associé, libre et démocratique, jouissant de tous les attributs de la souvenaineté nationale."
Je pense que sur ce point crucial de l'Indochine, il est nécessaire de relire la lettre qui a été adressée par Guy Mollet au Président du Conseil, et qui reflète la position unanime, je pense, du Parti.
(M. Coutant donne lecture de la lettre adressée par M. Guy Mollet au Président du Conseil)

Fondation Jean Jaurès

Camarades, je m'excuse de vous avoir infligé cette lecture de document, mais je pense que cela était nécessaire, absolument, pour préciser la position du Parti en ce qui concerne cette question vitale de l'Indochine.
"10°) Le Conseil national se félicite des premiers résultats obtenus en vue de la création de la fédération des Etats libres d'Europe, état capital vers l'organisation économique du monde, condition première de l'indépendance de l'Europe et du maintien de la paix. La politique ainsi définie ne saurait être considérée par le Parti Socialiste comme un but en soi mais bien comme un moyen s'inscrivant dans une perspective plus lointaine, en vue de faire prévaloir ces principes permanents de justice sociale, de liberté et de paix."
Voici, camarades, la motion que vous présente la majorité de la Commission des résolutions.
Comme vous le voyez, elle ne diffère pas sensiblement dans le texte de la motion présentée par la minorité, elle en diffère profondément dans l'esprit tout au moins dans ses conclusions, car cette motion considère que l'expérience qui, depuis trois mois est tentée et qui malgré tout ce qui a été dit, malgré tout a donné des résultats positifs, doit être poursuivie. Nous pensons qu'il serait préjudiciable au Parti à un moment où des perspectives meilleurs qu'il y a trois mois se présentent à nous, de les faire sombrer brutalement en posant des conditions qui, nous le savons bien, ne pourraient réaliser tout dans l'immédiat, et qui conduiraient infailliblement le Parti à créer dans un laps de temps très réduit une crise ministérielle dont il supporterait tout le poids et qui, contrairement à ce que pensent certains, entraînerait le Parti et par là même la démocratie et la République, à la défaite totale.
C'est pourquoi, camarades, ce n'est pas sur les textes eux-mêmes qu'il faut se prononcer à mon sens, c'est sur le véritable fond du débat, le maintien des ministres au gouvernement ou la retrait à des conditions qui ne pourront être réalisées dans l'immédiat.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, conformément aux règlements, je ne donnerai la parole à un camarade sur la motion qu'après déposition d'un amendement.
C'est le règlement et je suis obligé de l'appliquer pour tout le monde.

Marceau Pivert - Je demande la parole.

Le président - Dépose un amendement si tu veux parler, mais je suis obligé d'appliquer le règlement. Je ne peux faire aucune exception ou alors je dois en faire pour tout le monde.

Marceau Pivert - Eh bien, je dépose un amendement.

Le président - Marceau Pivert dépose un amendement. Il est bien entendu inscrit avec la motion de la minorité dont il faisait partie.

"En application de la décision unanime du Parti en ce qui concerne l'Indochine, le groupe parlementaire est mandaté pour voter contre le gouvernement le 11 mars si celui-ci n'accepte pas la politique du Parti".
L'orateur a la parole pour cinq minutes.

Marceau Pivert

Camarades, je voulais simplement poser la question pour une question de clarté. Si je ne peux pas le faire autrement l'amendement qui est là va nous permettre de savoir ce qu'il signifie.
La différence qu'il y a entre les deux motions n'est pas tellement dans les textes. Elle est dans les conclusions pratiques. Les deux motions sont d'accord. Le Comité directeur est unanime sur la politique en Indochine. Je voulais demander au rapporteur de la motion de la majorité si le texte qu'il nous lisait et qui est le nôtre, le texte de la lettre rédigée par Rosenfeld, signifiait que lorsque le gouvernement va être appelé à s'expliquer le 11 mars prochain sur l'Indochine, cela voulait dire que le mandat donné au groupe parlementaire était de voter contre le gouvernement.
Maintenant, camarades, c'est vous qui allez répondre. Si nous avons ici à voter pour des textes auxquels personne ne crois plus parce qu'on ne les sanctionne pas ou si vous voulez voter pour que vraiment on prenne au sérieux le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Le rapporteur a le droit de répondre à un amendement déposé par un congressiste, le Secrétaire Général aussi bien entendu.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

La réponse à la question posée par Marceau Pivert a été fournie par moi (Marceau était à la Commission des Résolution) au cours de mon intervention de la fin de l'après-midi.
J'ai dit la raison pour laquelle cette lettre ne serait pas publiée avant le 15 mars.
En effet, c'est jusqu'au 15 mars (date retenue par le gouvernement) que le gouvernement espère obtenir de Bao Dai qu'il reparte pour l'Indochine. J'ai dit cette après-midi (je le répète ici, bien que je sois convaincu personnellement qu'il ne partira pas) et je m'excuse de me répéter puisque la plupart des camarades était là, que la préoccupation des camarades de ce qui est maintenant la majorité de laCommission était beaucoup plus d'aboutir à faire triompher notre point de vue sur les problèmes en Indochine, à les faire partager par les membres de la majorité de la coalition gouvernementale, qu'à aller le 10 mars, ou ce soir, ou la semaine dernière si nous avions publié la lettre, à un succès inférieur de propagande pour le Parti. Ce serait permettre à nos adversaires de pouvoir prétendre même indûment que c'est la prise de position officielle du Parti Socialiste qui a empêché de réussir les négociations en cours.

Fondation Jean Jaurès

C’est la raison pour laquelle, à l’Assemblée de l’Union française par exemple, un certain nombre de camarades qui se sont penchés avec autant de sérieux que le Comité directeur sur le problème d’Indochine (…)
Les camarades représentant les territoires d’Outremer ont accepté, il y a huit jours exactement, un délai quant à la discussion du problème devant l’assemblée de l’Union française, parce qu’ils ont le même souci que nous et ne veulent pas qu’on puisse dire que l’échec fatal de la politique actuellement tentée doit nous être en quelque sorte imputé.
Déjà, dans un certain nombre de sphères gouvernementales, un changement d’opinions se manifeste, un certain nombre d’hommescommencent à être troublés, non pas par la valeur de nos arguments, mais par l’échec de la politique qu’ils ont eux-mêmes tentée. C’est au moment même où cet échec sera patent qu’il deviendra possible d’agir, maintenant il est un peu tôt.
Par conséquent, camarades, je vous en conjure, ne faites pas porter le débat là-dessus ce soir. Qu’on soit pour ou contre le retrait éventuel des ministres, d’accord, mais ne discutons pas sur le problème d’Indochine, parce qu’on ne doit avoir là-dessus qu’une seule et même position. Le problème n’est pas de savoir qui maintenant a raison quant à ce problème de l’Indochine, il est de savoir si l’on veut ou non la perte de l’Indochine et que la tactique préconisée, qui consisterait à aller trop vite, sans permettre aux autres de prendre conscience de leur propre échec, serait à l’encontre du but que vous recherchez tous.
C’est pourquoi, puisque cette date du 15 a été fixée, je vous demande d’admettre, ce que le Comité directeur unanimement avait admis, c’est à dire que la lettre ne serait pas publiée avant le 15 mars.
Alors, si vous êtes unanimes à demander que cette lettre ne soit pas publiée avant le 15 mars, pour les considérations que je viens ici de rappeler, vous devez être d’accord pour dire qu’une interpellation à la date du 11 mars pourrait avec profit être reportée au 16 et qu’une prise de position à la date du 11, si elle devait avoir les répercussions que j’ai indiquées, serait aussi maladroite que la publication à la date du 16. Cela, je l’ai dit cet après-midi, ce n’est qu’un côté du problème qui vous est posé, ce n’est pas un côté négligeable et sans importance, mais sur lequel il y a unanimité dans le Parti. Je crois donc que ce soir la question est très simple: un certain nombre de camarades, dont je suis, pensent que l’on est en train de gagner, et que l’heure est vraiment inopportune (nous nous trompons peut-être camarades, mais c’est notre pensée) à la veille du moment où les sacrifices que nous avons consentis vont porter leurs fruits, pour parler d’un départ.
Un certain nombre d’autres camarades pensent, au contraire, que l’on continue à s’enfoncer et disent : "cela ne peut pas aller plus loin", et proposent que des démarches soient faites dès ce soir et que le Conseil national attende le retour d’une délégation au Président du Conseil. Cela ne me parait pas trés sérieux, mais enfin, ce n’est pas le fond du problème. Le fond du problème, c’est de souhaiter en fin de compte que ça cesse.

C’est entre ceux qui pensent qu’il faut que ça cesse, parce qu’ils n’ont plus confiance, et ceux qui pensent, au contraire, qu’on est en train de gagner et que l’heure n’est pas au départ, qu’il faut maintenant nous compter. (Applaudissements)

Le président - Camarades, la position est maintenant très claire. Nos camarades de la majorité et de la minorité nous l’ont fait connaître sans ambiguité possible, nous allons donc, si vous le voulez bien, procéder au vote.
Je vous demande de voter, soit pour la majorité de la Commission des résolutions, soit pour la minorité de la Commission des résolutions, étant bien entendu que les mots "majorité" et "minorité" n’ont aucun sens en ce qui concerne le résultat du vote que vous allez émettre.
Nous allons donc appeler les fédérations, ceux qui sont d’accord pour voter la motion Coutant, défendue par le Secrétaire général, répondront "majorité", ceux qui sont d’accord pour voter la motion défendue par Depreux répondront "minorité".
Le scrutin est ouvert.
(Il est procédé à l’appel des fédérations).

Le président - Nous allons maintenant procéder au dépouillement.

Guy Mollet - Camarades, voici les résultats du vote:
Nombre de mandats exprimés : 2.855
Pour le texte de la majorité de la Commission : 2.086
Pour le texte de la minorité de la Commission : 589
Abstentions: 180
Avant que notre camarade Pineau ne tire les conclusions permettez à votre Secrétaire Général d’en tirer une.
Maintenant, camarades, le Conseil national s’est prononcé, c’est à dire que jusqu’au prochain congrès qui aura à connaître d’une façon plus souveraine encore de la politique du Parti, la politique du Parti est maintenant définie.
Comme l’ont dit ce matin quelques uns des orateurs parlant au nom de la minorité, comme l’ont répété tous les orateurs parlant au nom de la majorité, il n’est plus dans l’action ni minorité ni majorité. Nous allons partir d’abord pour une campagne en vue des élections au Conseil général qui sera difficile, où nous ne serons pas toujours récompensés par des résultats, des efforts qui seront faits. Il faut que nous affrontions cette campagne unanimement, très unis, et avec beucoup de courage.
Nous allons, sur le plan national et international, vivre des heures difficiles. Là encore ce sera, j’en suis sûr, et je viens de voir l’assentiment de quelques-uns de nos camarades qui n’ont pas été d’accord avec moi sur le plan politique, ce sera encore, j’en suis sûr, tous unanimes que nous nous battrons.
C’est ce que Pineau va maintenant vous traduire, dans son allocution de conclusion.

Fondation Jean-Jaurès

Christian Pineau

Chers camarades, le résultat est maintenant acquis, et je suis convaincu qu'aucun d'entre vous n'a l'intention au fond de lui-même de le remettre en cause dans la propagande qu'il va commencer pour servir le Parti.

Notre camarade Depreux disait ce matin même que, quel que soit le résultat du vote de ce soir, il entendait se montrer non seulement discipliné, mais un de ceux qui seraient à la tête du Comité directeur et du Parti, pour défendre les motions que nous aurions adoptées et pour faire la propagande générale du Parti.

Je compte donc sur lui comme je compte particulièrement sur ceux de la minorité pour comprendre que demain, dans la lutte que nous allons avoir à mener, et qui dépassera singulièrement le cadre de la consultation électorale, il est impossible de monter devant nos adversaires un Parti désuni.

Il est d'usage, depuis un certain nombre d'années, de consacrer nos Conseils nationaux à l'exaltation de certaimes de nos rancoeurs, nous aimons bien, et c'est aussi une forme de la démocratie Socialiste, exprimer nos regrets et nos craintes, désespérés parfois de la vie et de l'avenir du Parti, mais je sais bien qu'une fois ces craintes exprimées, lorsque vous retournez dans vos fédérations, vous vous faites à ce moment-là les avocats du Parti pour regonfler le moral de vos camarades.

Je sais bien que nous vivons dans une époque qui n'est pas une époque offensive, qui n'est pas une de ces époques où le Parti part à la tête de revendications sociales nouvelles, entreprend des conquêtes économiques.

Nous sommes dans une période défensive, nous avons à défendre des conquêtes passées, comme les nationalisations et la Sécurité sociale, nous avons à nous défendre contre une hausse du coût de la vie qui a été imposée par le fait que les gouvernements successifs n'ont pas appliqué la doctrine et le programme du Parti. Nous avons surtout à défendre la République contre des menaces dont on a toujours sous-estimé la gravité, et que certains camarades ont eu le tort de croire uniquement destinées à exercer sur eux et sur leurs votes, une sorte de chantage.

Je vous assure que lorsque, au cours élections au suffrage universel, comme celles des Conseils municipaux, nous voyons 30% des Français qui votent pour une forme de dictature qui est celle d'un Pparti, 30% des Français qui votent pour une forme de dictature qui est celle d'un homme, ce qui signifie au total que 60% des Français ont désappris ce qu'était la liberté, si peu de temps après la libération, j'ai l'impression qu'il n'est pas trop de tout le Parti Socialiste à la tête des 40% de républicains, pour défendre, ce pour quoi nous avons lutté, pendant un certain nombre d'années.

Et, le fait même que dans les efforts qu'il a tentés au cours de ces derniers mois, le Parti Communiste n'ait pas pu soulever, non seulement l'opinion, mais même la classe ouvrière, le fait même que le général de Gaulle, malgré ses tirades incendiaires, malgré ses appels à l'émeute, et malgré l'action d'un certain nombre de ses partisans, n'ait réussi jusqu'à présent qu'à se discréditer petit à petit aux yeux de l'opinion, cela, quoi que vous en pensiez, est tout de même un

succès du Parti. Il faut peut-être que nous cessions un peu de pratiquer entre nous un pessimisme constant. Nous ne sommes pas toujours vaincus, le Comité directeur, le groupe parlementaire, les ministres Socialistes, ne font peut-être pas tout ce que vous désirez, mais il serait injuste de croire qu'ils ne font rien.
Ils se battent. Peut-être sont-ils trop modestes pour faire la propagande qui serait nécessaire à souligner leur action aux yeux de l'opinion publique. Il est certain que les ministres Socialistes, en particulier, seraient gênés si l'on disait d'eux ce que les députés Communistes disent de leurs anciens ministres. Nous n'avons pas l'habitude de ces louanges, nous sommes modestes, ce qui est une forme de la démocratie mais ce n'est pas une raison pour, systématiquement laisser penser à l'opinion et en particulier à nos camarades, que nous ne faisons rien pour les défendre, que nous ne faisons rien pour lutter pour notre idéal.
Voyez-vous, dans une période aussi difficile que celle que nous allons avoir à traverser, peut-être moins difficile tout de même que les mois que nous avons passés, il faut que l'union du Parti autour de ses organismes responsables soit totale.
Exprimez vos critiques dans nos assises nationales, mais, une fois que vous êtes sortis d'ici, allez dire à vos camarades, allez dire à l'opinion publique, que le Parti tout entier, à tous les postes de responsabilité, depuis le Secrétaire de section, le Secrétaire de fédération, jusqu'aux membres du Comité directeur, aux députés, aux sénateurs, aux ministres, tous se battent pour une même cause qui triomphera un jour, et qu'elle ne triomphera que dans la mesure où nous aurons la volonté de la voir triompher.
Camarades, un peu d'optimisme, telle doit être la leçon de ce Conseil national, qui précède une élection difficile, qui précède des lois difficiles.
Je suis convaincu pour ma part que le fait d'avoir sauvé au cours de ces derniers mois la République et la liberté est un signe de victoire future si nous maintenons l'action que nous avons menée, si nous continuons à sauver la République, alors, nous arriverons, petit à petit, à redresser la situation économique, et à rendre possibles les conditions d'une véritable reprise de notre action, spécifiquement Socialiste.
Nous avons jusqu'à présent préservé l'avenir, mais l'avenir en définitive c'est vous qui le ferez, par votre volonté, par votre courage.
(Applaudissements)

(Les membres du Conseil chantent l'Internationale.)

La séance est levée à 23 heures 15.

Coll. Fondation Jean-Jaurès